

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 2 FÉVRIER 1909.

- I. — Projet de loi approuvant la Convention internationale relative à la procédure civile conclue à La Haye le 17 juillet 1905.
 - II. — Projet de loi approuvant la Convention internationale conclue à La Haye le 17 juillet 1905 concernant les conflits de lois relatifs aux effets du mariage sur les droits et les devoirs des époux dans leurs rapports personnels et sur les biens des époux.
-

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Parmi les projets de convention élaborés par la quatrième Conférence de droit international privé, réunie à La Haye en 1904, il en est deux que le Gouvernement du Roi a jugé opportun de signer, car ils apparaissent comme les compléments naturels d'actes diplomatiques auxquels le Parlement a réservé antérieurement sa haute approbation et qui ont acquis force de lois en Belgique : l'un de ces projets constitue une revision — élargie — de la Convention du 14 novembre 1896 sur la procédure civile ; l'autre projet, relatif aux effets du mariage, ne forme qu'une sorte de corollaire à la Convention conclue à La Haye, le 12 juin 1902, pour régler les conflits de lois en matière de mariage.

Les stipulations de ces deux nouveaux accords internationaux ont rencontré l'adhésion de la Commission permanente de droit international privé instituée auprès des Départements des Affaires Étrangères et de la Justice.

C'est en s'appuyant sur l'autorité et la compétence des jurisconsultes qui composent cette commission consultative que le Gouvernement du Roi a l'honneur, Messieurs, de soumettre à votre examen les traités dont il s'agit.

Un exposé succinct vous permettra de vous rendre compte de l'économie de chacune de ces deux conventions.

CHAPITRE PREMIER.

CONVENTION RELATIVE A LA PROCÉDURE CIVILE.

La Convention relative à la procédure civile, conclue à La Haye le 14 novembre 1896, complétée par le protocole additionnel du 22 mai 1897, a marqué la première étape dans l'œuvre d'unification du droit privé. Signée par quinze États (1), elle a conquis dans la pratique une importance considérable qui s'accuse chaque jour davantage. Les règles communes qui y sont fixées au sujet de la communication des actes judiciaires et des commissions rogatoires, de l'assistance judiciaire gratuite, de la contrainte par corps, de la *cautio judicatum solvi*, ont contribué à faciliter des rapports juridiques entre les principaux peuples de l'Europe continentale; elles ont mis fin à de nombreux conflits, en simplifiant et en régularisant des matières essentielles de la procédure civile internationale.

Le traité de 1896, dont la durée avait été fixée à cinq années à partir du dépôt des ratifications (27 avril 1899), s'est renouvelé tacitement pour une seconde période quinquennale, aucun gouvernement n'ayant usé de la faculté de dénonciation qui lui appartenait. Il subsiste donc jusqu'au 26 avril 1909, et restera encore en vigueur après cette date entre les Puissances qui ne l'auraient ni dénoncé dans les délais voulus, ni remplacé par une convention nouvelle.

C'est à la demande de la plupart des Puissances contractantes, qui, se fondant sur l'expérience de la pratique quotidienne, ont insisté, par l'organe de leurs délégués à la dernière Conférence de droit international privé, sur la nécessité d'apporter des remaniements à la réglementation existante, de manière à dissiper quelques obscurités, à combler certaines lacunes, que le texte d'une nouvelle convention a été élaboré. Le projet arrêté en 1904 a reçu l'approbation de l'unanimité des États signataires de la convention actuelle.

La revision ne touche ni au cadre ni à l'ordre général de l'Acte de 1896 qu'elle tend uniquement à compléter et à perfectionner. C'est ainsi qu'en introduisant la voie consulaire comme mode nouveau de transmission, elle facilitera, dans plusieurs États, la communication des actes judiciaires et extra-judiciaires originaires de la Belgique. D'autre part, l'organisation d'une signification par voie de contrainte, la réglementation des effets internationaux du *pro Deo*, l'extension donnée aux principes déjà admis en matière de contrainte par corps réalisent de sérieux, d'incontestables progrès.

M. Louis Renault, professeur de droit à la Faculté de Paris, conseiller juridique au Ministère des Affaires Étrangères, a exposé avec une lumineuse

(1) Ce sont l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la France, l'Italie, le Grand-Duché de Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal, la Roumanie, la Russie, la Suède et la Suisse.

clarté, dans un rapport présenté à la quatrième Conférence de la Haye, les remaniements apportés à l'œuvre de 1896. Le travail de l'éminent jurisconsulte français permet de pénétrer le sens exact et la portée véritable de la nouvelle codification. Le présent commentaire y a puisé de précieux renseignements (1).

A. Communication d'actes judiciaires ou extra-judiciaires.

Il n'est pas inutile de rappeler qu'antérieurement à la mise en vigueur de la Convention du 14 novembre 1896, il n'existait en matière de transmission d'actes judiciaires ou extra-judiciaires, aucun engagement international ; la communication n'avait lieu qu'à titre purement gracieux. Les exploits originaux de la Belgique et destinés à l'étranger devaient être signifiés par la poste, conformément à l'article 1^{er} de l'arrêté-loi du 1^{er} avril 1814, et exceptionnellement par l'intermédiaire du Ministère des Affaires Étrangères, en vertu de la loi du 26 mars 1833. Toutefois, les exploits en destination de l'Allemagne étaient transmis uniquement par la voie diplomatique, ce pays considérant tout autre mode de transmission comme étant contraire aux prérogatives de sa souveraineté. La voie diplomatique était aussi fréquemment utilisée pour la transmission des exploits en Russie, Autriche-Hongrie, Italie, Espagne, etc.

Quant aux actes judiciaires venant de l'étranger, ils étaient généralement transmis par la voie diplomatique. La France, l'Allemagne, les Pays-Bas avaient exclusivement recours à celle-ci. La Roumanie et le Grand-Duché de Luxembourg usaient seuls de la voie postale, que leur législation leur prescrivait d'employer.

La Convention de 1896 n'a pas apporté de grandes modifications aux conditions de fait de la signification : si la voie diplomatique est, entre les nations signataires, le mode principal de transmission, des dérogations peuvent être apportées à cette règle, pourvu que la législation des États intéressés ou les arrangements intervenus entre eux les admettent. C'est ainsi que l'arrêté-loi de 1814 subsiste dans nos rapports avec le Grand-Duché de Luxembourg et avec la Roumanie dont la législation prescrit, comme la nôtre, la voie postale, et que des déclarations ont été échangées entre la Belgique et la France, entre la Belgique et la Suisse, aux termes desquelles la voie diplomatique est abandonnée sauf les cas exceptionnels, et remplacée vis-à-vis de la France par la voie postale, en ce qui concerne la Suisse, par un mode de transmission directe de tribunal à tribunal ou de parquet à parquet.

La Convention révisée, sans abroger les modes de transmission existants, a introduit un procédé nouveau destiné à éviter les longueurs et les inconvénients que présente parfois la voie diplomatique. L'article premier

(1) On trouvera ce rapport dans les *Actes de la quatrième Conférence de La Haye pour le droit international privé* (16 mai-7 juin 1904). La Haye, 1904, p. 81.

recommande en ordre principal la communication entre le Consul de l'État requérant et l'autorité compétente désignée par l'État requis.

Les avantages de ce système, simple et rapide, ont semblé tels que son emploi sera désormais de droit, sauf à l'égard des États qui manifesteront le désir de recevoir les demandes par voie diplomatique.

Chaque pays se réglera selon ses convenances ou ses intérêts ; chacun restera libre de modifier son choix.

Aucune réciprocité n'est imposée dans les rapports de deux États déterminés. Il suffira d'une simple déclaration pour maintenir l'application du système actuellement en vigueur.

Dans ces conditions, il semble qu'il n'y ait aucun inconvénient, pour la Belgique, à entériner la nouvelle disposition. Bien au contraire, car elle apportera une simplification dans nos rapports juridiques avec les pays qui n'admettaient sur leur territoire d'autre mode de transmission que la voie diplomatique.

Le Gouvernement peut d'autant plus aisément se rallier au système de l'entremise consulaire que déjà il en a admis le principe : l'accord franco-belge du 17 octobre 1902 autorise le Consul français à s'adresser directement au parquet belge compétent.

Indépendamment de cette innovation qui touche aux modes de transmission, le traité comble une lacune de la Convention de 1896 en organisant la signification par voie de contrainte. On sait qu'actuellement, si le destinataire refuse de donner un reçu des documents signifiés ou si l'agent étranger ne parvient pas à le rencontrer, l'autorité requise peut se borner à retourner les pièces à l'État requérant.

Il arrive ainsi que, dans nombre de cas, le but poursuivi par les Puissances contractantes n'est pas atteint, au préjudice des intérêts engagés.

Dorénavant, lorsque l'État requérant en exprimera le désir, la signification s'effectuera par voie de contrainte, soit qu'une remise amiable ait été tentée au préalable sans succès, soit qu'on juge préférable de recourir immédiatement à l'intervention d'un huissier ou à une forme spéciale de signification. L'autorité requérante peut désirer l'emploi d'une forme non prévue par la législation intérieure de l'État requis, l'emploi, par exemple, de la forme usitée sur son propre territoire ; rien n'empêche de satisfaire à ce désir, pourvu que la forme demandée ne soit pas contraire à la législation de l'État requis.

Du moment que l'on charge un agent étranger de signifier un acte par voie de contrainte, il importe de mettre ce mandataire à même de comprendre le document qui lui est confié. Cette considération justifie les stipulations qui sont inscrites au sujet de la langue à employer pour la rédaction des pièces à signifier ou de leur traduction.

Bien entendu, le mode simple de la remise volontaire demeurera seul en vigueur lorsque l'État requérant ne formulera pas expressément une demande contraire ou lorsque l'acte transmis ne sera pas rédigé de la façon prévue par le nouveau traité. (Art. 2 et 3.)

Deux questions qui se rattachent d'une manière intime à la signification

méritaient encore d'attirer l'attention; l'une concerne la preuve, l'autre les frais de la signification.

L'article 5 de la nouvelle Convention précise, par une meilleure rédaction, les dispositions de l'article 5 actuel, qui traitent de la preuve : la mention de la forme suivant laquelle a eu lieu la signification de l'acte sera indiquée dans l'attestation ou le récépissé destiné à servir de preuve.

Quant aux frais, dont la Convention de 1896 ne parle pas, leur importance varie suivant les cas. *Est modus in rebus*. Le nouveau traité l'a compris en opérant une judicieuse distinction. A-t-on procédé par voie de contrainte, l'État requis, sauf entente contraire, aura le droit d'exiger la restitution des dépenses occasionnées. En revanche, la remise a-t-elle été volontaire, les frais étant de peu d'importance, l'on a préféré, aux complications que leur réclamation entraîne dans les rapports internationaux, la suppression du remboursement (art. 7).

B. — *Commissions rogatoires.*

La seconde section de la Convention a été également révisée en certains points et complétée en d'autres.

Tout d'abord, l'on a admis pour la transmission des commissions rogatoires le système adopté pour la communication des actes judiciaires : l'entremise consulaire sera désormais la règle usitée, sauf aux Gouvernements à faire connaître, s'ils le jugent préférable, qu'ils entendent s'en tenir à la voie diplomatique. Celle-ci ne devra pas être réciproque. Ainsi la Belgique, tout en profitant, par exemple, des facilités consulaires pour l'envoi de ses commissions rogatoires en Allemagne, pourra exiger que l'Allemagne emploie la voie diplomatique pour ses transmissions en Belgique.

La Convention laisse à cet égard aux Gouvernements signataires toute liberté, et dans la pratique elle ne modifiera rien, semble-t-il, à la marche suivie jusqu'à ce jour par l'autorité judiciaire du Royaume. Le Ministère des Affaires Étrangères seul devra agir différemment, selon qu'il aura à appliquer pour chaque pays déterminé la voie consulaire ou la voie diplomatique. De plus, les rapports directs entre les autorités des divers pays ne sont pas interdits.

En ce qui concerne l'exécution des actes d'instruction, le nouvel accord a voulu dissiper une équivoque qui s'est produite dans l'interprétation de la Convention de 1896. Il est arrivé, en effet, que des commissions rogatoires en vue d'audition de témoins ont été réexpédiées à leur lieu d'origine avec la simple mention que les témoins convoqués n'avaient pas voulu comparaître.

Cela ne saurait être admis. « Le principe de l'assistance internationale », écrit M. Renault, « sur lequel repose toute la Convention, doit entraîner » cette conséquence que la commission rogatoire venant de l'étranger, doit » être exécutée d'une manière aussi efficace et énergique que si elle venait » du pays même. » De là, l'adjonction de termes plus explicites à la première phrase de l'article 7 actuel. (Art. 11 nouveau.)

Oltre ces amendements, le traité consacre, en matière d'exécution des commissions rogatoires, deux innovations. Aux termes de l'article 13, les Puissances contractantes sont autorisées à faire exécuter directement par leurs agents diplomatiques ou consulaires les commissions rogatoires et actes d'instruction. Ce mode d'exécution fonctionne déjà avec succès dans certains pays; il réalise une économie de temps et d'argent et supprime les difficultés nées de la question des traductions. Toutefois, il soulève des objections que d'aucuns considéreront peut-être, en ce qui concerne la Belgique, d'ordre constitutionnel. Les rédacteurs de la Convention conclue à La Haye en 1903 n'ont pu en faire abstraction; ils ont donc laissé aux États signataires la plus complète latitude d'appréciation. La procédure dont il s'agit n'est imposée à aucun des contractants; elle ne sera suivie qu'entre ceux qui se lieront à cet égard par un accord particulier, ou qui ne manifesteront aucune opposition à ce que les agents étrangers s'acquittent chez eux des devoirs d'instruction. La Belgique, avec de semblables garanties, n'a aucune raison de refuser son adhésion à la clause nouvelle.

C'est par une formule transactionnelle qui réserve également la liberté des contractants que la Convention a réglé la question des frais auxquels donne lieu l'exécution des commissions rogatoires. D'une part, il était désirable de mettre fin aux complications administratives et aux démêlés internationaux résultant du remboursement des frais; et d'autre part, il paraissait assez peu logique d'accorder à la personne qui fait acte de procédure à l'étranger un régime plus favorable que celui dont elle jouit lorsqu'elle demande un devoir d'instruction dans son pays. C'est pour ce motif que le principe de la gratuité absolue a été écarté. Il résulte des travaux préparatoires du projet que seul le service d'investigation, le devoir d'instruction considéré en lui-même, est dispensé de la taxe. La commission rogatoire nécessitera-t-elle le déplacement de magistrats, l'intervention d'un avocat ou d'un avoué, bref, des dépenses extraordinaires, ces frais seront remboursés par l'État requérant. Il en sera de même — l'article 16 le prévoit expressément — des indemnités dues aux témoins et aux experts, ainsi que des débours occasionnés par l'emploi d'une formalité spéciale; on ne saurait demander à l'État requis de les prendre à sa charge, le respect de la *comitas gentium*, l'aide, la complaisance que se doivent mutuellement les Nations ne vont pas si loin. Au surplus, rien ne s'oppose à ce que, par suite d'accords particuliers, l'exécution ne donne jamais lieu, entre certains pays, à des remboursements de frais.

Le règlement des comptes se fera, le cas échéant, entre les États, et non entre le Gouvernement requis et la partie requérante; il appartient à l'État dont cette partie relève d'exercer ensuite son recours contre elle et de prendre les mesures nécessaires pour parer aux risques de son insolvabilité.

C. — Cautio « *judicatum solvi* ».

La troisième section qui traite de la caution *judicatum solvi*, renferme une série de dispositions dont il est superflu de rappeler l'utilité. La sup-

pression du dépôt d'une garantie judiciaire comme condition de recevabilité de l'action intentée par l'étranger est une mesure qui s'impose en présence du caractère international des relations modernes.

Rien n'a été modifié en principe aux stipulations en vigueur; la Convention s'est bornée, comme dans ses autres chapitres, à amender ou à développer certaines clauses de l'Acte de 1896. C'est ainsi que le bénéfice des dispositions existantes a été étendu aux versements que le fisc de quelques pays exige pour assurer le paiement des frais judiciaires qui ne s'opèrent qu'après le procès (art. 17). Cette mesure aura surtout son application en Allemagne, où la loi autorise le fisc à réclamer des étrangers un versement triple de celui qu'il impose aux nationaux. Il ne semblait pas certain que l'article 14 actuel défendit ce traitement différentiel, attendu que les dépôts qui y sont visés se font non en faveur du fisc, mais dans l'intérêt du défendeur.

On sait qu'en vue d'assurer à la partie actionnée une compensation à la suppression, dans tous les États contractants, de la caution *judicatum solvi*, la Convention de 1896 lui donne de grandes facilités pour obtenir, par la voie de l'exequatur, le paiement des frais de justice auxquels le demandeur étranger aurait été condamné.

Ces facilités n'ont pas paru suffisantes à la majorité des membres de la 4^e conférence de La Haye; ils ont jugé qu'il était équitable d'améliorer la situation du défendeur qui a subi sans garantie — puisque la caution lui est refusée — un procès reconnu vexatoire.

Le nouveau traité lui accorde tout d'abord un titre *gratuit* pour poursuivre l'exécution de la condamnation aux frais et dépens. Est-il besoin de faire remarquer que le fond même du litige est absolument en dehors de cette réglementation conventionnelle? Bien entendu aussi, la dépense nécessaire pour que le titre produise ses effets demeure aux risques de la partie qui exécute.

Le but auquel le législateur ne peut cesser de tendre, c'est d'assurer aux justiciables une protection de plus en plus efficace de leurs droits. Si des circonstances particulières l'amènent à supprimer une des garanties de cette bonne administration de la justice, il doit, sous peine d'aller à l'encontre même de son but, créer une institution pour le moins équivalente. Le droit belge ne s'oppose pas à l'admission de cette procédure, et à côté de la loi sur l'assistance judiciaire gratuite il y a place pour une convention permettant de rendre sans frais exécutoire la condamnation aux dépens prononcée à l'étranger.

Désormais, la demande de l'exequatur se fera par la voie diplomatique, à moins que, par un accord spécial, deux États contractants — en vue de hâter davantage la solution — ne s'entendent pour permettre à la partie intéressée d'introduire directement la demande (art. 18).

Toujours dans le but d'assurer au défendeur un dédommagement efficace et de lui permettre d'arriver à ses fins aussi aisément que possible, la Convention a introduit dans la procédure d'exequatur certaines modalités.

« Il est évident », « lisons-nous dans le rapport de M. Renault, « que » l'exequatur sera le plus souvent une pure formalité. Les difficultés qui se

» présentent ordinairement pour l'exécution des jugements étrangers, même
» entre pays liés par une convention, ont trait à la compétence du tribunal
» dont on veut exécuter la décision, et aussi à l'ordre public. Elles sont écar-
» tées ici, puisque, d'une part, c'est la personne contre laquelle on veut
» exécuter qui avait saisi le tribunal étranger, et que, d'autre part, il s'agit
» uniquement de frais. »

Estimant donc qu'un débat ne s'ouvrira que très exceptionnellement, que l'équité demande dans ce cas exceptionnel d'éviter tout retard, la Conférence de La Haye a inscrit dans l'article 19 du projet que les décisions relatives aux frais et dépens seront déclarées exécutoires sans entendre les parties. Toutefois elle a eu soin de réserver au demandeur condamné un recours ultérieur, conformément à la législation du pays où l'exécution se poursuit.

Vraisemblablement, écrit le commentateur autorisé du projet, l'intéressé acceptera la sentence d'exequatur une fois rendue, tandis que s'il avait dû être cité, il aurait tenté de tâcher de retarder le moment de la décision. Il n'en conserve pas moins le droit de faire opposition à l'exécution du jugement qui le condamne ; il pourra user de son droit après avoir reçu le commandement de payer les frais, ou même après avoir été informé indirectement de l'accomplissement des formalités légales ; il pourra objecter, par exemple, que la décision n'a pas acquis autorité de chose jugée dans le pays où elle a été prononcée, et sa preuve sera reçue à l'encontre d'un certificat produit conformément au dernier alinéa de l'article 19.

Ce certificat, que la Convention introduit dans la procédure d'exécution, s'inspire d'une pratique suivie en cette matière dans le domaine international ; il est destiné à permettre aux juges saisis de la demande d'exequatur de s'éclairer rapidement sur la question, parfois malaisée, de savoir si la sentence est coulée en force de chose jugée d'après la législation du pays où elle a été rendue.

Désormais, la décision judiciaire pourra être accompagnée d'une déclaration relative à la passation de la condamnation en force de chose jugée. Quant à la compétence de l'autorité qui délivrera ce certificat, elle sera certifiée, sauf entente contraire, par le plus haut fonctionnaire préposé à l'administration de la Justice dans l'État requérant.

Il est permis de croire qu'un semblable instrument de preuve, délivré et transmis par la voie diplomatique, offrira toutes les garanties d'authenticité et suffira aux juges pour se prononcer. La Convention ne leur interdit point d'ailleurs de s'éclairer davantage.

Selon M. Renault, la déclaration de l'autorité étrangère ne constitue qu'une présomption *juris tantum*, et l'intéressé — nous l'avons signalé — est libre d'en contester la valeur, s'il use du droit de recours qui lui est ouvert.

La Conférence de La Haye, tout en recommandant ce mode de preuve qui présente des avantages de célérité, n'a pas rendu son application obligatoire. Chacun des États contractants fera comme il l'entendra ou comme le lui permettra sa législation. Dans les cas où le certificat ne sera pas fourni, la question continuera à se présenter dans les conditions actuelles.

La disposition de l'article 19 stipulant que les décisions étrangères relatives aux frais et dépens « seront déclarées exécutoires sans entendre les parties », a été l'objet de critiques de la part de plusieurs membres de la Commission de droit international privé, et la majorité de celle-ci a exprimé l'avis qu'elle ne sauvegardait pas suffisamment les droits de la défense dans les cas, très exceptionnels d'ailleurs, où la débetion des dépens pourrait donner lieu à contestation. Sans doute le principe des droits de la défense est *théoriquement* sauvegardé par l'article 19, puisque celui-ci reconnaît à la partie condamnée un recours ultérieur « conformément à la législation du pays où l'exécution est poursuivie ». Mais en Belgique, bien que ce recours soit en principe consacré par le législateur, il existera bien rarement en fait. La jurisprudence admet, en effet, qu'il faut appliquer aux jugements par lesquels le tribunal de première instance statue sur la validité d'une décision rendue à l'étranger, les règles qui déterminent le ressort. Par conséquent, si la condamnation aux frais ne dépasse pas le taux du dernier ressort de nos tribunaux de première instance, la décision ne sera pas susceptible de recours. Or, il est extrêmement rare que les frais d'un procès dépassent 2,500 francs.

Puisque l'application des règles sur le ressort rendrait le recours illusoire dans la plupart des cas, le Gouvernement, conformément à l'avis de la Commission de droit international privé, vous propose d'adopter une disposition stipulant que le recours sera toujours admis.

Tel est l'objet de l'article 2 du projet de loi approuvant la Convention relative à la procédure civile.

Ce texte consacre, pour les raisons exposées plus haut, une dérogation à l'article 16 de la loi du 25 mars 1876.

Il va de soi que dans l'espèce l'appel sera suspensif. Cela résulte de la combinaison des articles 437 et 137 du Code de procédure civile. L'article 437 dispose, en effet, que l'appel des jugements définitifs est suspensif, si le jugement ne prononce pas l'exécution provisoire dans les cas où elle est autorisée. Or, aux termes de l'article 137, l'exécution provisoire ne peut être ordonnée pour les dépens.

D. — *Assistance judiciaire gratuite.*

Une pratique décennale a permis de constater certaines lacunes en matière d'assistance judiciaire dans la Convention du 14 novembre 1896.

Le cas s'est présenté qu'un sujet d'un État contractant, demandant le bénéfice du *pro Deo* dans un autre, résidait dans un pays non contractant où les autorités ne délivrent pas de certificats d'indigence.

Pour obvier à cette situation, le nouveau traité autorise l'agent diplomatique ou consulaire du pays auquel l'étranger appartient à lui délivrer la déclaration nécessaire à l'obtention de la procédure gratuite (art. 21).

La Chambre se ralliera sans difficulté à cette utile addition, de même qu'à une disposition qui vise ce que l'on a appelé les effets internationaux de l'assistance gratuite.

Le ressortissant d'un État contractant, lisons-nous dans le rapport si riche de renseignements qu'a rédigé M. Renault, a obtenu dans un autre État le bénéfice de cette assistance. Il peut arriver que, pour le même procès, il y ait à faire, dans d'autres États contractants, des significations d'actes judiciaires ou à y exécuter des commissions rogatoires. Ces autres États ne doivent-ils pas participer à l'assistance charitable ?

La Conférence de La Haye a estimé que cette participation doit être admise et, par suite, que les autres États ne pourront pas réclamer les frais occasionnés par l'intervention d'un officier ministériel (art. 23). Il a été reconnu que la disposition pourra être invoquée au profit de celui qui aurait obtenu le bénéfice de l'assistance judiciaire dans son propre pays.

E. — *Contrainte par corps.*

La Convention de 1896 a établi une assimilation complète entre les étrangers et les régnicoles au point de vue de la contrainte par corps.

Il peut se faire que dans un pays contractant, qui n'a pas supprimé la contrainte par corps en matière civile ou commerciale, il y ait un moyen d'en faire cesser les effets, par exemple par la mise en faillite. Si en droit ce moyen est accessible aux nationaux et aux étrangers, en fait les étrangers qui n'ont pas leur domicile dans le pays ne peuvent pas y être déclarés en faillite. La déclaration dont ils auraient été l'objet à l'étranger, spécialement dans leur patrie, ne sera pas efficace dans le pays où l'on veut pratiquer la contrainte par corps à leur égard.

Ce résultat regrettable a été corrigé grâce au complément inséré dans l'article 24.

Le Gouvernement a la ferme confiance que les explications contenues dans le présent exposé vous permettront, Messieurs, d'apprécier la valeur et la portée des modifications introduites dans la Convention de 1896 sur la procédure civile. La plupart des amendements et des clauses nouvelles constituent des améliorations d'une grande importance pratique, qui serviront à réaliser d'une manière plus efficace le but que les Puissances contractantes se sont dès le début proposé.

Les bases essentielles de l'ancienne union ne sont nullement ébranlées; tout au contraire, grâce aux perfectionnements de la réglementation existante, l'association internationale sera resserrée et fortifiée.

Les traités de cette nature ne peuvent être considérés que comme des essais dont l'expérience révèle les lacunes à combler, les fautes à corriger.

En présence de l'importance des relations de procédure civile internationale, la Belgique ne voudra pas se séparer des États de l'Europe continentale; elle aura à cœur de tenter avec elles l'épreuve du nouveau pacte d'union, tout au moins pendant la période de cinq ans fixée pour sa durée.

Il importe de faire remarquer, dans cet ordre d'idées, que la Convention de 1896 a été dénoncée avant le délai fatal du 27 octobre 1908 par l'Allemagne, l'Espagne, la France et les Pays-Bas. Elle cessera donc d'être en vigueur entre la Belgique et ces quatre pays à la date du 27 avril 1909. La Belgique aurait donc tout intérêt à ratifier, avant cette date, la Convention

nouvelle. C'est un point sur lequel le Gouvernement croit devoir appeler l'attention toute spéciale de la Législature.

CHAPITRE II.

CONVENTION CONCERNANT LES CONFLITS DE LOIS RELATIFS AUX EFFETS DU MARIAGE, SUR LES DROITS ET LES DEVOIRS DES ÉPOUX DANS LEURS RAPPORTS PERSONNELS ET SUR LES BIENS DES ÉPOUX.

Après avoir élaboré les projets relatifs au mariage et au divorce, projets qui, depuis, sont devenus les conventions du 12 juin 1902, la troisième Conférence de droit international privé fut appelée à examiner des propositions pour la solution des conflits concernant les effets du mariage et du divorce.

La matière était vaste et complexe; il parut nécessaire d'en restreindre le cadre. Un premier travail de révision fut effectué par le comité permanent néerlandais qui, présenta un avant-projet concernant :

- 1^o Les effets du mariage sur l'état et la capacité de la femme;
- 2^o Les effets du mariage sur les biens des époux;
- 3^o Les effets du divorce et de la séparation de corps.

La Commission de la conférence de 1904, désignée pour en faire une étude préparatoire, estima qu'il n'y avait pas lieu de statuer dans la Convention sur l'état de la femme, « parce que les quelques diversités qui peuvent exister entre les législations en présence à ce point de vue relèvent du droit public ou, dans le domaine du droit privé, n'offrent point d'intérêt » (1).

La Conférence approuva cette manière de voir.

La section relative à la capacité de la femme a suscité de grandes difficultés. Aucune objection n'a surgi quant au principe que la capacité de la femme doit être régie par la loi nationale des époux; mais l'accord n'a pu s'établir pour régler les effets de cette capacité à l'égard des tiers. Le système du droit français qui restreint, en général, la capacité de la femme mariée, et celui du droit allemand, d'après lequel la femme mariée conserve sa capacité, se sont trouvés en antagonisme.

Faute d'entente, la Conférence a écarté provisoirement de la Convention tout ce qui touche à ce sujet; elle a également réservé, pour être soumis à un nouvel examen, la matière relative aux effets du divorce et de la séparation de corps.

C'est ainsi, qu'après ces diverses éliminations, le projet de convention élaboré par la quatrième Conférence de La Haye est réduit aux effets du mariage sur les droits et les devoirs des époux dans leurs rapports personnels et sur les biens des époux.

Il est divisé en trois sections :

- I. Les droits et les devoirs des époux dans leurs rapports personnels art. 1^{er});

(1) Rapport de M. LAINE, dans les *Actes de la quatrième Conférence*, p. 177.

II. Les biens des époux (art. 1 à 8) ;

III. Les dispositions générales (art. 9 et 10), suivies des dispositions protocolaires finales (art. 11 à 15).

I. — *Les droits et les devoirs des époux dans leurs rapports personnels.*

La Convention pour régler les conflits de lois en cette matière a consacré deux principes :

1^o Les droits et les devoirs personnels entre époux sont régis par leur loi nationale ;

2^o Le régime de la loi nationale est limité par les considérations d'ordre public territorial du pays où s'exercent ces droits et ces devoirs.

On préfère la loi nationale des époux à la loi du domicile matrimonial comme conséquence du principe que les droits et devoirs personnels entre époux ne sont nullement le résultat d'une convention, ni expresse ni tacite. Les époux ne doivent donc pas pouvoir se soustraire au régime de la loi, pas même tacitement, par le choix de leur domicile matrimonial.

Les expressions de « droits et devoirs des époux dans leurs rapports *personnels* » ont été choisies pour faire antithèse aux rapports *pécuniaires* dont il est question dans les dispositions qui suivent. Les rapports concernant les époux quant à leur personne, en un mot, l'union conjugale, voilà ce que l'on a en vue.

Le principe qui fait l'objet du premier alinéa nécessitait un tempérament ; il est expliqué en ces termes dans le rapport de M. le professeur Armand Lainé : « La règle posée dans le deuxième alinéa de l'article répond à une » double idée : les droits et les devoirs personnels des époux étant régis par » leur loi nationale, il est logique de rattacher à cette loi le mode selon » lequel ils sont sanctionnés ; mais, d'autre part, comme on suppose qu'il » est fait usage de la sanction dans un autre pays que la patrie des époux, » réserve est faite du droit pour les autorités du pays d'écarter les mesures » incompatibles avec les lois ou les mœurs locales. Au reste, il n'est pas » nécessaire que les moyens de sanction soient dans les deux pays identiques ; » il suffit qu'ils soient analogues : c'est en ce sens qu'il faut entendre le mot » *également*, écrit dans le texte. »

Prenons, à titre d'exemple, le devoir de cohabiter.

Aux termes de l'article 214 du Code civil, « la femme est obligée d'habiter » avec le mari et de le suivre partout où il le juge à propos de résider ».

En vertu de l'alinéa premier de l'article 1^{er} il n'y a pas lieu d'appliquer aux époux étrangers cet article du Code civil, mais bien la disposition correspondante — s'il y en a une — de leur législation nationale. Si, en vertu de cette disposition, la femme n'est pas tenue de suivre son mari partout où il juge à propos de résider, nos tribunaux ne pourraient intervenir en vue de lui imposer une obligation de ce genre.

D'autre part, par application de l'alinéa second de l'article 1^{er}, quelle que soit l'étendue de l'obligation de cohabiter imposée à la femme par la loi

nationale, cette obligation ne sera jamais sanctionnée en Belgique que par les moyens admis par nos tribunaux comme sanction de l'article 214. C'est ainsi que — du moins d'après l'opinion commune — les tribunaux ne peuvent autoriser le mari à faire rentrer sa femme au domicile conjugal *manu militari*. Une sanction de ce genre ne pourrait donc être admise en Belgique à l'égard des époux étrangers, alors même qu'elle serait formellement prévue dans la loi nationale des époux.

II. — *Les biens des époux.*

Le conflit des lois relatives aux rapports pécuniaires des époux se prête malaisément à un accord international ; il n'existe pas de solution exempte d'objections théoriques ou d'inconvénients pratiques. Deux systèmes principaux s'opposent, comme on sait, avec une parfaite netteté ; pour les uns, le régime matrimonial est essentiellement conventionnel et abandonné à la volonté des parties ; pour les autres, il est essentiellement légal et soumis, comme les rapports personnels des époux, à leur loi nationale.

Le problème qui se posa devant la Conférence de La Haye fut de savoir si l'un des deux systèmes devait être entièrement préféré à l'autre, et lequel, ou s'il était possible, au moyen d'une transaction, d'accorder à chacun d'eux une part équitable.

Plusieurs distinctions ont été faites, et tout d'abord la Convention a distingué selon que les époux se sont mariés sans contrat de mariage ou bien ont réglé leurs intérêts pécuniaires.

A. — *Hypothèse où il n'existe pas de contrat de mariage.*

ART. 2.

Des considérations d'ordre pratique ont avant tout motivé l'adoption de la règle inscrite dans cet article, d'après laquelle, en l'absence de contrat, le régime matrimonial est déterminé par la loi du pays auquel appartenait le mari au moment de la célébration du mariage.

Les délégués de tous les États contractants ont adhéré à ce principe, bien que la jurisprudence, dans plusieurs de ces pays, y soit contraire, ou du moins ne l'admette pas intégralement. C'est ainsi qu'en France la plupart des tribunaux appliquent, il est vrai, à défaut de contrat, aux effets du mariage sur les biens des époux, la loi personnelle du mari, mais seulement dans le cas où une volonté opposée ne résulte pas, en fait, des circonstances de la cause. La jurisprudence belge se rapproche, à ce point de vue, de celle des cours et tribunaux français. (P. DE PAEPE, *Etudes sur la compétence civile à l'égard des étrangers*, 1900, tome I, pp. 368-373).

La Convention a voulu mettre fin aux difficultés d'interprétation, aux contestations que provoque la recherche de l'intention probable qu'ont pu avoir les époux ; la solution proposée est rationnelle et la Commission permanente belge de droit privé international y a donné son adhésion.

Selon le texte de l'article 2, la loi nationale du mari s'applique sans distinguer entre les meubles et les immeubles ; cette disposition va à l'encontre

d'une certaine tendance qu'avait la jurisprudence à limiter aux meubles, en se basant sur l'interprétation donnée à l'article 3, paragraphe 2 du Code civil les effets du régime choisi par les parties, notamment en matière d'inaliénabilité des immeubles dotaux.

Le second alinéa de l'article 2 stipule que le changement de nationalité des époux ou de l'un d'eux postérieurement au mariage n'exercera aucune influence sur le régime des biens. Cette règle s'impose; elle est, au surplus, implicitement contenue dans l'alinéa 1^{er} qui, en disant que les effets du mariage sur les patrimoines des époux se règlent d'après la loi du mari au moment du mariage, décide par là même que les changements de nationalité postérieurs seront sans conséquence.

B. — *Hypothèse où il existe un contrat de mariage.*

Les articles 3, 4, 5 et 6 visent le cas où les époux ont réglé leur situation pécuniaire par convention matrimoniale.

ART. 3.

Il convient de désigner tout d'abord la loi qui doit régir la capacité nécessaire pour conclure le contrat : aux termes de l'article 3, cette capacité — conformément au principe général —, est déterminée, pour chacun des époux, par sa loi nationale, au moment de la célébration du mariage. Les derniers mots ont été introduits spécialement en vue des distinctions possibles établies par certaines législations entre la capacité au moment du contrat et la capacité au moment de la célébration du mariage. C'est la loi de chacun des futurs époux au moment de la célébration du mariage qui devra décider de ces distinctions.

Si les futurs époux n'ont pas de législation commune, il faut que la femme, aussi bien que le mari, ait la capacité d'après les dispositions de sa loi nationale.

ART. 4.

Les conflits qui surgissent à propos de l'immutabilité des conventions sont spéciaux au régime matrimonial.

Le projet de programme présenté à la troisième Conférence de La Haye contenait la disposition suivante en ce qui concerne le droit des époux de conclure un contrat, de modifier ou de résilier le contrat pendant le mariage : « La loi nationale du mari décide si les époux peuvent conclure un contrat » après le mariage ou modifier ou résilier leurs conventions au cours du » mariage. »

L'entente ne put se réaliser sur ce texte, principalement écrit M. Lainé, « parce qu'il comprenait, dans une formule complexe, le cas où le contrat » de mariage postérieur au mariage aurait lieu entre époux dont la loi nationale contemporaine du mariage le prohibait, tandis que leur loi nouvelle, » après un changement de nationalité, le permettait ». Le Délégué d'Allemagne fit notamment remarquer qu'il ne pouvait admettre que des époux

allemands fussent empêchés de conclure un nouveau contrat pour le seul motif qu'ils ont été antérieurement Français.

La rédaction fut modifiée et présentée dans le projet de programme de 1904 en ces termes : « Les époux ne peuvent au cours du mariage ni faire » un contrat de mariage, ni modifier ou résilier leurs conventions matrimoniales, que si leur loi nationale actuelle les y autorise. »

Notre Commission permanente de droit international privé adhéra à cette formule, en ajoutant toutefois qu'il convenait de spécifier que les modifications apportées au régime matrimonial ou la résiliation des conventions ne pourraient avoir d'effet rétroactif. Un amendement fut proposé dans ce sens par la Délégation belge en 1904.

La quatrième Conférence de La Haye ne crut pas pouvoir l'accepter dans une forme aussi large.

Après avoir stipulé, dans un premier alinéa, que la question de savoir si les conventions postérieures au mariage sont ou non permises dépend de la loi nationale des époux, l'article 4 de la Convention ajoute, dans un second alinéa, que « le changement qui serait fait au régime des biens ne peut avoir » d'effet rétroactif au préjudice des tiers ».

Ainsi, tout en adoptant le principe de l'amendement belge, la Conférence en a restreint l'application aux effets du contrat à l'égard des tiers.

Sa formule semble se justifier.

On conçoit qu'il faille réserver les droits des tiers à l'égard de nouveaux arrangements qui, *res inter alios actæ*, pourraient les priver injustement de leurs gages. Mais, la faculté de reviser le régime des biens une fois admise, on ne voit pas quel préjudice le législateur peut être tenu d'éviter rétroactivement aux parties contractantes, dont les signatures attestent qu'elles consentent aux changements et à toutes les conséquences qui en résultent pour elles.

ART. 5.

Cet article traite à la fois de la validité et des effets du contrat de mariage : ils sont régis par la loi nationale du mari au moment de la célébration du mariage, ou, s'il a été conclu au cours du mariage, par la loi nationale des époux au moment du contrat.

En ce qui concerne la validité *intrinsèque* du contrat (le mot *intrinsèque* a été introduit pour bien marquer qu'il s'agit dans cet article des conditions de fond du contrat), la disposition est justifiée dans sa première partie par le principe général de la prédominance de la loi nationale du mari ; sa seconde partie est la conséquence naturelle de l'article 4.

Quant aux effets du contrat, la Délégation de France aurait désiré qu'ils fussent l'objet d'une clause spéciale, parce qu'ils comportent une distinction qui ne touche pas à la validité. Voici comment M. Lainé s'en explique dans son intéressant rapport : « Dans la législation française, parmi les effets

» du contrat de mariage, il y en a qui sont purement légaux, c'est-à-dire
» déterminés par la loi indépendamment de la volonté des parties, et
» d'autres, de beaucoup les plus nombreux, qui relèvent, au contraire, de
» l'autonomie des contractants. Pour les premiers, qu'ils ressortissent à la
» loi nationale des époux, soit ! Mais, quant aux autres, la liberté des époux,
» en France, est telle qu'il leur est permis d'écarter leur loi nationale : s'il
» résulte, soit de leur volonté fermement exprimée, soit de leur volonté
» tacite, connue par les circonstances, qu'ils ont entendu soumettre leur
» convention matrimoniale à telle loi étrangère, s'en remettre à cette loi
» pour le développement des clauses incomplètes ou pour l'interprétation
» des clauses obscures de leur contrat, c'est cette loi qui doit régir les effets
» du contrat, non leur loi nationale. »

En 1900, la Délégation française ne put obtenir que l'on tint compte de ce principe de la liberté dominant à l'égard des conventions matrimoniales : la troisième Conférence se rangea à l'idée que le contrat de mariage est entièrement étranger à l'interprétation de la volonté des parties ; elle refusa d'insérer une clause mentionnant expressément la faculté du renvoi à une autre loi.

La quatrième Conférence de La Haye a témoigné de sentiments plus conciliateurs ; cédant à de nouvelles instances de la Délégation française, elle a inscrit dans un alinéa 2 la règle suivante : « La même loi (loi nationale du mari) décide si et dans quelle mesure les époux ont la liberté de se référer à une autre loi ; lorsqu'ils s'y sont référés, c'est cette dernière loi qui détermine les effets du contrat de mariage. »

En résumé, il résulte de l'article 5 considéré dans son ensemble que pour les effets indépendants de la volonté des époux, ceux que la Délégation française qualifie de purement légaux, c'est la loi nationale des époux qui les régit ; quant aux effets qui dépendent de la volonté des conjoints, ils ne sont régis par cette loi que si les époux ne les ont pas soumis eux-mêmes à une autre loi.

Il est entendu, d'ailleurs, que régir les effets du contrat, c'est, de la part de la loi nationale ou d'une autre loi, tout à la fois servir à interpréter les clauses douteuses, servir à développer les clauses incomplètes et suppléer les clauses absentes.

ART. 6.

Cet article règle les conditions extrinsèques, les conditions de forme nécessaires pour assurer la validité d'un contrat de mariage.

Tout en permettant l'observation de la loi locale, conformément à la maxime *locus regit actum*, la Convention proposée ne l'impose pas ; elle autorise de suivre les conditions de forme requises par la loi nationale de chacun des futurs époux au moment de la célébration du mariage, ou encore, si le contrat a été conclu au cours du mariage, les conditions conformes à la loi nationale de chacun des époux : il a semblé à la majorité des

États contractants que les inconvénients qui peuvent résulter de l'application dans un pays étranger de la loi nationale, quant à la forme des contrats, n'ont pas une importance suffisante pour qu'on refuse aux époux la liberté d'option.

Les parties contractantes n'ont-elles pas suivi les formes locales et sont-elles de nationalités différentes, la Convention exige que le contrat soit valable, quant à la forme, au regard des lois nationales des deux époux.

La question s'est posée de savoir s'il y avait lieu de prévoir, dans la Convention, le cas où une forme déterminée est exigée comme condition de validité du contrat par la loi nationale des époux.

Le projet de programme présenté en 1904 avait répondu à cette question par l'affirmative en insérant le texte suivant :

« Lorsque la loi nationale de chacun des futurs époux, ou, si le contrat » est conclu au cours du mariage, la loi nationale de chacun des époux, » exige comme condition substantielle que le contrat ait une forme déterminée, les parties ne peuvent se servir d'une autre forme, celle-ci fût-elle » autorisée par la loi du lieu où l'acte est fait. »

Devant la Conférence trois opinions se firent jour : d'après l'une, il aurait fallu supprimer la disposition, l'utilité en paraissant fort douteuse; d'après l'autre, il fallait la maintenir, car un conflit de loi est possible en la matière; enfin, un système intermédiaire, proposé par la Délégation de France, consistait à restreindre la nullité, c'est-à-dire à considérer comme nul, mais seulement dans le pays des époux, le contrat qui ne serait pas conclu selon la forme déterminée par la loi nationale des parties contractantes.

Cette dernière combinaison, d'après laquelle un acte est nul dans un pays et valable dans un ou plusieurs autres pays, sembla peu opportune à l'égard du contrat de mariage, parce que la convention matrimoniale est destinée à développer des effets multiples et prolongés.

En conséquence, la Conférence adopta le traitement unitaire, la forme spéciale exigée par la loi nationale devant être respectée partout.

Au projet de programme, il faut, pour que les époux ou les futurs époux soient astreints à revêtir leur contrat d'une forme déterminée, que la loi nationale de *chacun d'eux* le leur impose comme condition substantielle; d'après la Convention, il suffit, pour que cette obligation existe, que *l'un* des conjoints ou futurs conjoints soit soumis à pareille loi nationale. Cette dernière solution est évidemment la meilleure. Si l'on admet que les garanties attachées par certaines législations à une forme déterminée présentent une importance telle qu'il convient d'employer cette forme même sur territoire étranger, il est logique d'appliquer cette règle du moment que *l'un* des futurs époux se trouve régi par une législation de l'espèce.

ART. 7.

Que les époux aient ou non réglé par contrat leur situation pécuniaire, les dispositions qui précèdent s'appliquent à tous leurs biens, meubles ou immeubles.

A ce principe, l'article 7 apporte une dérogation quant aux immeubles placés par la loi de leur situation sous un régime foncier spécial.

Déjà la Convention en vigueur sur la tutelle des mineurs réserve l'application de la loi locale, en tant qu'elle crée un régime foncier spécial pour les immeubles situés sur le territoire qu'elle régit. Cette solution, reprise ici, est conforme aux jurisprudences belge et française ; elle est d'ordre public absolu.

ART. 8.

Le projet de programme présenté à la quatrième Conférence de La Haye contenait, pour les réserves d'ordre public, une disposition ainsi conçue :

« Est réservée dans chaque État l'application des dispositions de la loi » nationale d'une nature impérative ou prohibitive, consacrant ou garantissant un droit ou un intérêt social et déclarées expressément applicables » au régime matrimonial des époux étrangers.

» Les États contractants s'engagent à se communiquer les dispositions » légales à l'égard desquelles ils auraient fait usage de la faculté réservée » par l'alinéa 1^{er} du présent article. »

Notre Commission permanente s'est élevée contre une semblable disposition qui intime à chaque État de faire connaître expressément les règles d'une nature impérative ou prohibitive, consacrant ou garantissant un droit ou un intérêt social qu'il entend appliquer au régime matrimonial des époux étrangers ; elle a fait remarquer qu'il serait difficile de prévoir exactement toutes les règles qui devaient être considérées comme d'ordre public absolu ou international. Mieux valait donc se contenter d'une réserve formulée en termes généraux et laisser dans chaque cas aux cours et aux tribunaux la mission d'interprétation.

La Délégation belge à La Haye présenta, dans le sens de ces observations, l'amendement suivant :

« Nonobstant les articles qui précèdent, les lois étrangères ou les dispositions du contrat passé entre époux étrangers ne seront pas appliquées » dans les cas où leur application aurait pour résultat de porter atteinte soit à » l'ordre public, soit aux principes du droit public du pays où cette application devait avoir lieu. »

Cette proposition ne fut pas acceptée par la Conférence, qui écarta, au surplus toute formule contenant une réserve générale d'ordre public.

Au dire de M. de Hammarskjöld, Délégué suédois et président de la commission qui élaborait la Convention, le projet concernant les contrats de mariage n'aurait à envisager que les conflits qui se présentent à l'égard des dispositions faisant partie du droit familial ; mais il va de soi que les époux ne peuvent stipuler par contrat de mariage ce qu'ils ne peuvent convenir dans les autres contrats en général.

Il résulte de ces explications données par le Délégué suédois que la Commission a été d'avis que les réserves d'ordre public dans cette matière n'ont

pas la même importance pour les rapports entre les époux que vis-à-vis des tiers.

La Conférence s'est ralliée à cet avis et n'a envisagé dans la Convention que la préférence due à la loi locale pour les effets des conventions vis-à-vis des tiers, et à condition de communication préalable à tous les États contractants.

De plus, cette préférence a été limitée à deux ordres d'idées : les formalités spéciales pour rendre les conventions opposables aux tiers et les dispositions destinées à protéger ceux-ci dans leurs relations avec les femmes qui exercent le commerce, l'industrie ou une profession lucrative.

L'article 8 est ainsi conçu :

« Chacun des États contractants se réserve :

» 1° d'exiger des formalités spéciales pour que le régime des biens puisse être invoqué contre les tiers ;

» 2° d'appliquer des dispositions ayant pour but de protéger les tiers dans leurs relations avec une femme mariée exerçant une profession sur le territoire de cet État ;

» Les États contractants s'engagent à se communiquer les dispositions légales applicables d'après le présent article. »

Usant de la faculté qui lui est concédée par ce texte, le Gouvernement du Roi ne manquera pas de réserver l'application en Belgique et de communiquer aux États co-contractants les dispositions de la législation belge qui paraissent rentrer dans le cadre des numéros 1° et 2° de l'article 8. Telles sont :

a) L'article 76, 10°, du Code civil (article II de la loi hypothécaire du 16 décembre 1851), stipulant qu'il faut énoncer dans l'acte de mariage la date des conventions matrimoniales, ainsi que l'indication du notaire qui les aura reçues ; faute de quoi, les clauses dérogatoires au droit commun ne pourront être opposées aux tiers qui ont contracté avec un époux dans l'ignorance des conventions matrimoniales.

b) L'article 1° de la loi du 16 décembre 1851, aux termes duquel tous actes translatifs ou déclaratifs de droits réels immobiliers, — y compris donc, le cas échéant, les contrats de mariage —, ne peuvent être opposés aux tiers avant leur transcription sur un registre à ce destiné.

c) Les articles 12 à 15 du Code de commerce sur les conventions matrimoniales des commerçants.

d) Les articles 9 à 11 du même code sur l'exercice d'une profession commerciale par la femme.

III. — *Dispositions générales.*

Jusqu'à présent, les règles relatives aux conséquences d'un changement de nationalité des époux ont été réservées. La Convention a consacré à cet objet un article spécial ainsi conçu :

« Si les époux ont acquis, au cours du mariage, une nouvelle et même » nationalité, c'est leur nouvelle loi nationale qui sera appliquée dans les » cas visés aux articles 1, 4 et 5.

» S'il advient, au cours du mariage, que les époux n'aient pas la même nationalité, leur dernière législation commune devra, pour l'application des articles précités, être considérée comme leur loi nationale. »

Devant la troisième Conférence de La Haye, plusieurs délégués, entre autres ceux de Belgique, de France et de Suède, avaient émis l'avis que, dans le cas où la loi nationale des époux, lors du mariage, impose l'immutabilité des conventions matrimoniales, cette immutabilité doit persister, même après un changement de nationalité et sous l'empire d'une nouvelle loi autorisant de faire pour la première fois un contrat de mariage ou de modifier le contrat préexistant.

Les Délégués d'Allemagne et de Danemark ayant soutenu une opinion opposée, l'accord ne put se réaliser.

Devant la quatrième conférence, par esprit de conciliation, les délégués belges, français et suédois se sont ralliés à une solution qui incline vers le système allemand. A leurs yeux, ce point est de ceux où les transactions sont possibles et par conséquent désirables.

La disposition commune aux relations personnelles et aux rapports matrimoniaux stipule que, dans tous les cas où la loi nationale des époux sert à concilier les conflits, la nouvelle loi nationale acquise au cours du mariage doit être appliquée.

Si le changement de nationalité ne s'opère que dans la personne d'un seul époux, leur dernière législation commune sera considérée comme leur loi nationale.

Rappelons enfin que le deuxième alinéa de l'article 4 prévoit la réserve des droits acquis par les tiers.

ART. 10.

L'objet de cet article est de déterminer le champ d'application de la Convention.

Celle-ci ne s'applique pas lorsque, d'après les dispositions précédentes, la loi qui devra être suivie ne sera pas celle d'un État contractant.

Telle est, Messieurs, l'économie générale de la Convention concernant le mariage, soumise à votre examen.

Nonobstant quelques critiques auxquelles cet acte pourrait donner lieu, il présente sur la situation actuelle de sérieux avantages en mettant fin notamment aux controverses relatives au régime des époux étrangers qui n'ont pas conclu de contrat.

Le Gouvernement estime qu'il est hautement désirable que la Convention internationale sur le mariage, déjà adoptée et appliquée en Belgique, soit complétée par le présent accord; c'est avec confiance qu'il la soumet à votre haute approbation.

Les deux projets se terminent par une série de dispositions protocolaires finales qui appellent quelques brèves explications.

En ce qui concerne la ratification, alors que les traités conclus à La Haye le 12 juin 1902 stipulent que le dépôt des ratifications aura lieu « dès que la majorité des Hautes Parties contractantes sera en mesure de le faire », les conventions actuelles admettent le dépôt « dès que six des Hautes Parties contractantes seront en mesure de le faire ».

On a désiré éviter les difficultés qui peuvent se présenter avec la règle de la majorité.

Au sujet de la sphère d'étendue des conventions projetées, la quatrième Conférence de La Haye a pensé qu'en présence de l'expansion toujours croissante des relations internationales, il n'y avait plus lieu de réserver *exclusivement* aux territoires européens l'application des nouveaux traités.

Une clause est donc introduite dans les dispositions finales des deux actes diplomatiques en vue de permettre, sous certaines conditions, leur application et leur fonctionnement dans les possessions coloniales et les circonscriptions consulaires judiciaires des États contractants.

Il était nécessaire de garantir en cette matière toute liberté d'appréciation à chacun des Gouvernements représentés à la Conférence. C'est pourquoi le système suivant a été adopté :

« La présente Convention s'applique de plein droit aux territoires européens des États contractants.

» Si un État contractant en désire la mise en vigueur dans ses territoires, possessions ou colonies situés hors de l'Europe ou dans ses circonscriptions consulaires judiciaires, il notifiera son intention à cet effet par un acte qui sera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas. Celui-ci en enverra, par la voie diplomatique, une copie, certifiée conforme, à chacun des États contractants. La Convention entrera en vigueur dans les rapports entre les États qui répondront par une déclaration affirmative à cette notification et les territoires, possessions ou colonies, situés hors d'Europe, et les circonscriptions consulaires judiciaires pour lesquelles la notification aura été faite.

» La déclaration affirmative sera déposée de même dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas, qui en enverra, par la voie diplomatique, une copie, certifiée conforme, à chacun des États contractants. »

Le Ministre des Affaires Étrangères,

J. DAVIGNON.

Le Ministre de la Justice,

LÉON DE LANTSHEERE.

(22)

PROJET DE LOI

approuvant la Convention internationale relative à la procédure civile, conclue à La Haye le 17 juillet 1905.

Léopold II,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Nos Ministres des Affaires Étrangères et de la Justice,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Nos Ministres des Affaires Étrangères et de la Justice sont autorisés à présenter, en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

La Convention relative à la procédure civile conclue à La Haye le 17 juillet 1905 entre la Belgique, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, le Danemark, l'Espagne, la France, l'Italie, le Grand-Duché de Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal, la Roumanie, la Russie, la Suède et la Suisse, sortira son plein et entier effet.

ART. 2.

Par dérogation à l'article 16 de la loi du 25 mars 1876, les jugements d'exequatur visés par l'article 19 de cette

ONTWERP VAN WET

houdende goedkeuring van het op 17 Juli 1905 te 's-Gravenhage gesloten Internationaal Verdrag betreffende de burgerlijke rechtspleging.

Leopold II,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil !

Op voorstel van Onze Ministers van Buitenlandsche Zaken en van Justitie,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Ministers van Buitenlandsche Zaken en van Justitie zijn gemachtigd om, in Onzen naam, aan de Wetgevende Kamers het ontwerp van wet voor te leggen, waarvan de inhoud volgt :

ARTIKEL EEN.

Het Verdrag betreffende de burgerlijke rechtspleging, op 17 Juli 1905 te 's-Gravenhage gesloten tusschen België, Duitschland, Oostenrijk-Hongarije, Denemarken, Spanje, Frankrijk, Italië, het Groothertogdom Luxemburg, Noorwegen, Nederland, Portugal, Rumenië, Rusland, Zweden en Zwitserland, zal zijne volle en algeheele kracht hebben.

ART. 2.

Met afwijking van artikel 16 van de wet van 25^o Maart 1876, kan tegen de bij artikel 19 van dat Verdrag bedoelde uit-

Convention sont susceptibles d'appel, même quand la somme des frais et dépens est inférieure à 2,500 francs.

voerbaarverklaring beroep worden ingesteld, zelfs als de som der kosten minder dan 2,500 frank bedraagt.

Donné à Laeken, le 29 janvier 1909.

Gegeven te Laeken, den 29 Januari 1909.

LÉOPOLD.

Par le Roi

Van 's Konings wege :

Le Ministre des Affaires Etrangères,

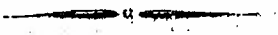
De Minister van Buitenlandsche Zaken,

J. DAVIGNON.

Le Ministre de la Justice,

De Minister van Justitie,

LÉON DE LANTSHEERE.



CONVENTION

relative à la procédure civile.

SA MAJESTÉ L'EMPEREUR D'ALLEMAGNE, ROI DE PRUSSE, AU NOM DE L'EMPIRE ALLEMAND ; SA MAJESTÉ L'EMPEREUR D'AUTRICHE, ROI DE BOHÈME, ETC., ET ROI APOSTOLIQUE DE HONGRIE, POUR L'AUTRICHE ET LA HONGRIE ; SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES ; SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK ; SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ; SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE ; SON ALTESSE ROYALE LE GRAND-DUC DE LUXEMBOURG, DUC DE NASSAU ; SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE ; SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS ; SA MAJESTÉ LE ROI DE PORTUGAL ET DES ALGARVES, ETC., ETC. ; SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE ; SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DE TOUTES LES RUSSIES ; SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE ET LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE,

Désirant apporter à la Convention du 14 novembre 1896 les améliorations suggérées par l'expérience,

Ont résolu de conclure une nouvelle Convention à cet effet et ont, en conséquence, nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ L'EMPEREUR D'ALLEMAGNE, ROI DE PRUSSE, au nom de l'Empire Allemand :

MM. DE SCHLÖTZER, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, et le Docteur JOHANNES KRIEGE, Son Conseiller Intime de Légation ;

SA MAJESTÉ L'EMPEREUR D'AUTRICHE, ROI DE BOHÈME, ETC., ET ROI APOSTOLIQUE DE HONGRIE :

Pour l'Autriche et pour la Hongrie :

M. le Comte CHRISTOPHE DE WYDENBRUCK, Son Conseiller Intime et Chambellan, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas ;

Pour l'Autriche :

M. le Chevalier ROBERT HOLZKNECHT DE HORT, Chef de section au Ministère Impérial Royal autrichien de la Justice ;

Pour la Hongrie :

M. GUSTAVE TÖRY, Secrétaire d'État au Ministère Royal hongrois de la Justice ;

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

MM. le Baron GUILLAUME, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, et A. VAN DENBULCKE, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire, Directeur Général au Ministère des Affaires Étrangères ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK :

M. J. W. DE GREVENKOP CASTENSKJOLD, Son Chambellan, Son Ministre-Résident près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas ;

SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE :

M. ARTURO DE BAGUER, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

MM. DE MONBEL, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de la République Française près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, et LOUIS RENAULT, Professeur de Droit International à l'Université de Paris, Jurisconsulte du Ministère des Affaires Étrangères ;

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

M. SALVATORE TUGINI, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas ;

SON ALTESSE ROYALE LE GRAND-DUC DE LUXEMBOURG, DUC DE NASSAU :

M. le Comte DE VILLERS, Son Chargé d'Affaires à Berlin ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE :

M. F. HAGERUP, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas ;

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS :

MM. le Jonkheer W. M. DE WEEDE DE BERENCAMP, Son Ministre des Affaires Étrangères, J. A. LOEFF, Son Ministre de la Justice, et T. M. C. ASSER, Son Ministre d'État, Membre du Conseil d'État, Président de la Commission Royale de Droit International Privé, Président des Conférences de Droit International Privé ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE PORTUGAL ET DES ALGARVES, ETC., ETC. :

M. le Comte DE SELIR, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE :

M. E. MAVROCORDATO, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas ;

SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DE TOUTES LES RUSSIES :

M. N. TCHARYKOW, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE :

M. le Baron FALKENBERG, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas ;

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE :

M. G. CARLIN, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de la Confédération Suisse près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas,

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

I. COMMUNICATION D'ACTES JUDICIAIRES ET EXTRAJUDICIAIRES.**ARTICLE PREMIER.**

En matière civile ou commerciale, les significations d'actes à destination de personnes se trouvant à l'étranger se feront, dans les Etats contractants, sur une demande du consul de l'Etat requérant adressée à l'autorité qui sera désignée par l'Etat requis. La demande contenant l'indication de l'autorité de qui émane l'acte transmis, le nom et la qualité des parties, l'adresse du destinataire, la nature de l'acte dont il s'agit, doit être rédigée dans la langue de l'autorité requise. Cette autorité enverra au consul la pièce prouvant la signification ou indiquant le fait qui l'a empêchée.

Toutes les difficultés qui s'élèveraient à l'occasion de la demande du consul seront réglées par la voie diplomatique.

Chaque Etat contractant peut déclarer, par une communication adressée aux autres Etats contractants, qu'il entend que la demande de signification à faire sur son territoire, contenant les mentions indiquées à l'alinéa premier, lui soit adressée par la voie diplomatique.

Les dispositions qui précèdent ne s'opposent pas à ce que deux Etats contractants s'entendent pour admettre la communication directe entre leurs autorités respectives.

ART. 2.

La signification se fera par les soins de l'autorité compétente de l'Etat requis. Cette autorité, sauf les cas prévus dans l'article 3, pourra se borner à effectuer la signification par la remise de l'acte au destinataire qui l'accepte volontairement.

ART. 3.

Si l'acte à signifier est rédigé, soit dans la langue de l'autorité requise, soit dans la langue convenue entre les deux Etats intéressés, ou s'il est accompagné d'une traduction dans l'une de ces langues, l'autorité requise, au cas où le désir lui en serait exprimé dans la demande, fera signifier l'acte dans la forme prescrite par sa législation intérieure pour l'exécution de significations analogues, ou dans une forme spéciale, pourvu qu'elle ne soit pas contraire à cette législation. Si un pareil désir n'est pas exprimé, l'autorité requise cherchera d'abord à effectuer la remise dans les termes de l'article 2.

Sauf entente contraire, la traduction prévue dans l'alinéa précédent sera certifiée conforme par l'agent diplomatique ou consulaire de l'Etat requérant ou par un traducteur assermenté de l'Etat requis.

ART. 4.

L'exécution de la signification prévue par les articles 1, 2 et 3 ne pourra être refusée que si l'Etat, sur le territoire duquel elle devrait être faite, la juge de nature à porter atteinte à sa souveraineté ou à sa sécurité.

ART. 5.

La preuve de la signification se fera au moyen, soit d'un récépissé daté et légalisé du destinataire, soit d'une attestation de l'autorité de l'Etat requis, constatant le fait, la forme et la date de la signification.

Si l'acte à signifier a été transmis en double exemplaire, le récépissé ou l'attestation doit se trouver sur l'un des doubles ou y être annexé.

ART. 6.

Les dispositions des articles qui précèdent ne s'opposent pas :

1° A la faculté d'adresser directement par la voie de la poste des actes aux intéressés se trouvant à l'étranger ;

2° A la faculté pour les intéressés de faire faire des significations directement par les soins des officiers ministériels ou des fonctionnaires compétents du pays de destination ;

3° A la faculté pour chaque Etat de faire faire directement, par les soins de ses agents diplomatiques ou consulaires, les significations destinées aux personnes se trouvant à l'étranger.

Dans chacun de ces cas, la faculté prévue n'existe que si des conventions intervenues entre les Etats intéressés l'admettent ou si, à défaut de conventions, l'Etat sur le territoire duquel la signification doit être faite ne s'y oppose pas. Cet Etat ne pourra s'y opposer lorsque, dans le cas de l'alinéa 1^{er}, numéro 5, l'acte doit être signifié sans contrainte à un ressortissant de l'Etat requérant.

ART. 7.

Les significations ne pourront donner lieu au remboursement de taxes ou de frais de quelque nature que ce soit.

Toutefois, sauf entente contraire, l'Etat requis aura le droit d'exiger de l'Etat requérant le remboursement des frais occasionnés par l'intervention d'un officier ministériel ou par l'emploi d'une forme spéciale dans les cas de l'article 3.

II. COMMISSIONS ROGATOIRES.

ART. 8.

En matière civile ou commerciale, l'autorité judiciaire d'un Etat contractant pourra, conformément aux dispositions de sa législation, s'adresser par commission rogatoire à l'autorité compétente d'un autre Etat contractant pour lui demander de faire, dans son ressort, soit un acte d'instruction, soit d'autres actes judiciaires.

ART. 9.

Les commissions rogatoires seront transmises par le consul de l'Etat requérant à l'autorité qui sera désignée par l'Etat requis. Cette autorité enverra au consul la pièce constatant l'exécution de la commission rogatoire ou indiquant le fait qui en a empêché l'exécution.

Toutes les difficultés qui s'élèveraient à l'occasion de cette transmission seront réglées par la voie diplomatique.

Chaque Etat contractant peut déclarer, par une communication adressée aux autres Etats contractants, qu'il entend que les commissions rogatoires à exécuter sur son territoire lui soient transmises par la voie diplomatique.

Les dispositions qui précèdent ne s'opposent pas à ce que deux Etats contractants s'entendent pour admettre la transmission directe des commissions rogatoires entre leurs autorités respectives.

ART. 10.

Sauf entente contraire, la Commission rogatoire doit être rédigée, soit dans la langue de l'autorité requise, soit dans la langue convenue entre les deux Etats intéressés, ou bien elle doit être accompagnée d'une traduction faite dans une de ces langues et certifiée conforme par un agent diplomatique ou consulaire de l'Etat requérant ou par un traducteur assermenté de l'Etat requis.

ART. 11.

L'autorité judiciaire à laquelle la commission rogatoire est adressée sera obligée d'y satisfaire en usant des mêmes moyens de contrainte que pour l'exécution d'une commission des autorités de l'Etat requis ou d'une demande formée à cet effet par une partie intéressée. Ces moyens de contrainte ne sont pas nécessairement employés s'il s'agit de la comparution de parties en cause.

L'autorité requérante sera, si elle le demande, informée de la date et du lieu où il sera procédé à la mesure sollicitée, afin que la partie intéressée soit en état d'y assister.

L'exécution de la commission rogatoire ne pourra être refusée que :

- 1° si l'authenticité du document n'est pas établie ;
- 2° si, dans l'Etat requis, l'exécution de la commission rogatoire ne rentre pas dans les attributions du pouvoir judiciaire ;
- 3° si l'Etat sur le territoire duquel l'exécution devrait avoir lieu la juge de nature à porter atteinte à sa souveraineté ou à sa sécurité.

ART. 12.

En cas d'incompétence de l'autorité requise, la commission rogatoire sera transmise d'office à l'autorité judiciaire compétente du même Etat, suivant les règles établies par la législation de celui-ci.

ART. 13.

Dans tous les cas où la commission rogatoire n'est pas exécutée par l'autorité requise, celle-ci en informera immédiatement l'autorité requérante, en indiquant, dans le cas de l'article 11, les raisons pour lesquelles l'exécution de la commission rogatoire a été refusée et, dans le cas de l'article 12, l'autorité à laquelle la commission est transmise.

ART. 14.

L'autorité judiciaire qui procède à l'exécution d'une commission rogatoire appliquera les lois de son pays, en ce qui concerne les formes à suivre.

Toutefois, il sera déféré à la demande de l'autorité requérante, tendant à ce qu'il soit procédé suivant une forme spéciale, pourvu que cette forme ne soit pas contraire à la législation de l'Etat requis.

ART. 15.

Les dispositions des articles qui précèdent n'excluent pas la faculté pour chaque Etat de faire exécuter directement par ses agents diplomatiques ou consulaires les commissions rogatoires, si des conventions intervenues entre les Etats intéressés l'admettent, ou si l'Etat sur le territoire duquel la commission rogatoire doit être exécutée ne s'y oppose pas.

ART. 16.

L'exécution des commissions rogatoires ne pourra donner lieu au remboursement de taxes ou de frais de quelque nature que ce soit.

Toutefois, sauf entente contraire, l'Etat requis aura le droit d'exiger de l'Etat requérant le remboursement des indemnités payées aux témoins ou aux experts, ainsi que des frais occasionnés par l'intervention d'un officier ministériel, rendue nécessaire parce que les témoins n'ont pas comparu volontairement, ou des frais résultant de l'application éventuelle de l'article 14, alinéa 2.

III. CAUTION JUDICATUM SOLVI.

ART. 17.

Aucune caution ni dépôt, sous quelque dénomination que ce soit, ne peut être imposé, à raison soit de leur qualité d'étrangers, soit du défaut de domicile ou de résidence dans le pays, aux nationaux d'un des États contractants, ayant leur domicile dans l'un de ces États, qui seront demandeurs ou intervenants devant les tribunaux d'un autre de ces États.

La même règle s'applique au versement qui serait exigé des demandeurs ou intervenants pour garantir les frais judiciaires.

Les conventions par lesquelles des États contractants auraient stipulé pour leurs ressortissants la dispense de la *caution judicatum solvi* ou du versement des frais judiciaires sans condition de domicile continueront à s'appliquer.

ART. 18.

Les condamnations aux frais et dépens du procès, prononcées dans un des États contractants contre le demandeur ou l'intervenant dispensés de la caution, du dépôt ou du versement en vertu soit de l'article 17, alinéas 1 et 2, soit de la loi de l'État où l'action est intentée, seront, sur une demande faite par la voie diplomatique, rendues gratuitement exécutoires par l'autorité compétente dans chacun des autres États contractants.

La même règle s'applique aux décisions judiciaires par lesquelles le montant des frais du procès est fixé ultérieurement.

Les dispositions qui précèdent ne s'opposent pas à ce que deux États contractants s'entendent pour permettre que la demande d'exequatur soit aussi faite directement par la partie intéressée.

ART. 19.

Les décisions relatives aux frais et dépens seront déclarées exécutoires sans entendre les parties, mais sauf recours ultérieur de la partie condamnée, conformément à la législation du pays où l'exécution est poursuivie.

L'autorité compétente pour statuer sur la demande d'exequatur se bornera à examiner :

1° Si, d'après la loi du pays où la condamnation a été prononcée, l'expédition de la décision réunit les conditions nécessaires à son authenticité ;

2° Si, d'après la même loi, la décision est passée en force de chose jugée ;

3° Si le dispositif de la décision est rédigé, soit dans la langue de l'autorité requise, soit dans la langue convenue entre les deux États intéressés, ou bien s'il est accompagné d'une traduction faite dans une de ces langues et, sauf entente contraire, certifiée conforme par un agent diplomatique ou consulaire de l'État requérant ou par un traducteur assermenté de l'État requis.

Pour satisfaire aux conditions prescrites par l'alinéa 2, numéros 1 et 2, il suffira d'une déclaration de l'autorité compétente de l'État requérant constatant que la décision est passée en force de chose jugée. La compétence

de cette autorité sera, sauf entente contraire, certifiée par le plus haut fonctionnaire préposé à l'administration de la justice dans l'Etat requérant. La déclaration et le certificat dont il vient d'être parlé doivent être rédigés ou traduits conformément à la règle contenue dans l'alinéa 2, numéro 3.

IV. ASSISTANCE JUDICIAIRE GRATUITE.

ART. 20.

Les ressortissants de chacun des Etats contractants seront admis dans tous les autres Etats contractants au bénéfice de l'assistance judiciaire gratuite, comme les nationaux eux-mêmes, en se conformant à la législation de l'Etat où l'assistance judiciaire gratuite est réclamée.

ART. 21.

Dans tous les cas, le certificat ou la déclaration d'indigence doit être délivré ou reçu par les autorités de la résidence habituelle de l'étranger, ou, à défaut de celles-ci, par des autorités de sa résidence actuelle. Dans le cas où ces dernières autorités n'appartiendraient pas à un Etat contractant et ne recevraient pas ou ne délivreraient pas des certificats ou des déclarations de cette nature, il suffira d'un certificat ou d'une déclaration, délivré ou reçu par un agent diplomatique ou consulaire du pays auquel l'étranger appartient.

Si le requérant ne réside pas dans le pays où la demande est formée, le certificat ou la déclaration d'indigence sera légalisé gratuitement par un agent diplomatique ou consulaire du pays où le document doit être produit.

ART. 22.

L'autorité compétente pour délivrer le certificat ou recevoir la déclaration d'indigence pourra prendre des renseignements sur la situation de fortune du requérant auprès des autorités des autres Etats contractants.

L'autorité chargée de statuer sur la demande d'assistance judiciaire gratuite conserve, dans les limites de ses attributions, le droit de contrôler les certificats, déclarations et renseignements qui lui sont fournis.

ART. 25.

Si le bénéfice de l'assistance judiciaire gratuite a été accordé au ressortissant d'un des Etats contractants, les significations relatives au même procès qui seraient à faire dans un autre de ces Etats ne pourront donner lieu qu'au remboursement par l'Etat requérant à l'Etat requis des frais occasionnés par l'emploi d'une forme spéciale en vertu de l'article 3.

Dans le même cas, l'exécution de commissions rogatoires ne donnera lieu qu'au remboursement par l'Etat requérant à l'Etat requis des indemnités payées aux témoins ou aux experts, ainsi que des frais nécessités par l'application éventuelle de l'article 14, alinéa 2.

V. CONTRAINTE PAR CORPS.

ART. 24.

La contrainte par corps, soit comme moyen d'exécution, soit comme mesure simplement conservatoire, ne pourra pas, en matière civile ou commerciale, être appliquée aux étrangers appartenant à un des États contractants dans les cas où elle ne serait pas applicable aux ressortissants du pays. Un fait qui peut être invoqué par un ressortissant domicilié dans le pays, pour obtenir la levée de la contrainte par corps, doit produire le même effet au profit du ressortissant d'un État contractant, même si ce fait s'est produit à l'étranger.

VI. DISPOSITIONS FINALES.

ART. 25.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront déposées à La Haye dès que six des Hautes Parties Contractantes seront en mesure de le faire.

Il sera dressé de tout dépôt de ratifications un procès-verbal dont une copie, certifiée conforme, sera remise par la voie diplomatique à chacun des États contractants.

ART. 26.

La présente Convention s'applique de plein droit aux territoires européens des États contractants.

Si un État contractant en désire la mise en vigueur dans ses territoires, possessions ou colonies, situés hors de l'Europe, ou dans ses circonscriptions consulaires judiciaires, il notifiera son intention à cet effet par un acte, qui sera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas. Celui-ci en enverra, par la voie diplomatique, une copie, certifiée conforme, à chacun des États contractants. La Convention entrera en vigueur dans les rapports entre les États qui répondront par une déclaration affirmative à cette notification et les territoires, possessions ou colonies, situés hors de l'Europe, et les circonscriptions consulaires judiciaires, pour lesquels la notification aura été faite. La déclaration affirmative sera déposée, de même, dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas, qui en enverra, par la voie diplomatique, une copie, certifiée conforme, à chacun des États contractants.

ART. 27.

Les États représentés à la quatrième Conférence de droit international privé sont admis à signer la présente Convention jusqu'au dépôt des ratifications prévu par l'article 25, alinéa 1^{er}.

Après ce dépôt, ils seront toujours admis à y adhérer purement et simplement. L'État qui désire adhérer notifie son intention par un acte qui

sera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas. Celui-ci en enverra, par la voie diplomatique, une copie, certifiée conforme, à chacun des États contractants.

ART. 28.

La présente Convention remplacera la Convention de droit international privé du 14 novembre 1896 et le Protocole Additionnel du 22 mai 1897.

Elle entrera en vigueur le soixantième jour à partir de la date où tous les États signataires ou adhérents de la Convention du 14 novembre 1896 auront déposé leurs ratifications de la présente Convention, et au plus tard le 27 avril 1909.

Dans le cas de l'article 26, alinéa 2, elle entrera en vigueur quatre mois après la date de la déclaration affirmative et, dans le cas de l'article 27, alinéa 2, le soixantième jour après la date de la notification des adhésions.

Il est entendu que les notifications prévues par l'article 26, alinéa 2, ne pourront avoir lieu qu'après que la présente Convention aura été mise en vigueur conformément à l'alinéa 2 du présent article.

ART. 29.

La présente Convention aura une durée de 5 ans à partir de la date indiquée dans l'article 28, alinéa 2, pour sa mise en vigueur.

Ce terme commencera à courir de cette date, même pour les États qui auront fait le dépôt après cette date ou qui auront adhéré postérieurement et aussi en ce qui concerne les déclarations affirmatives faites en vertu de l'article 26, alinéa 2.

La Convention sera renouvelée tacitement de cinq ans en cinq ans, sauf dénonciation.

La dénonciation devra être notifiée, au moins six mois avant l'expiration du terme visé aux alinéas 2 et 3, au Gouvernement des Pays-Bas, qui en donnera connaissance à tous les autres États.

La dénonciation peut ne s'appliquer qu'aux territoires, possessions ou colonies, situés hors de l'Europe, ou aussi aux circonscriptions consulaires judiciaires, compris dans une notification faite en vertu de l'article 26, alinéa 2.

La dénonciation ne produira son effet qu'à l'égard de l'État qui l'aura notifiée. La Convention restera exécutoire pour les autres États contractants.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et l'ont revêtue de leurs sceaux.

Fait à La Haye, le 17 juillet Mil Neuf Cent Cinq, en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas et dont une copie, certifiée conforme, sera remise par la voie diplomatique à chacun

des États qui ont été représentés à la quatrième Conférence de Droit International Privé.

Pour l'Allemagne :

(L. S.) VON SCHLOEZER.

(L. S.) KRIEGE.

Pour l'Autriche et pour la Hongrie :

(L. S.) C.-A. WYDENBRUCK, Ministre d'Autriche-Hongrie.

Pour l'Autriche :

(L. S.) HOLZKNECHT, Chef de section au Ministère Impérial Royal autrichien de la Justice.

Pour la Hongrie :

(L. S.) TÖRY, Secrétaire d'Etat au Ministère Royal hongrois de la Justice.

Pour la Belgique :

(L. S.) GUILLAUME.

(L. S.) ALFRED VAN DEN BULCKE.

Pour le Danemark :

(L. S.) W. GREVENKOP CASTENSKJOLD.

Pour l'Espagne :

(L. S.) A. DE BAGUER.

Pour la France :

(L. S.) MONBEL.

(L. S.) L. RENAULT.

Pour l'Italie :

(L. S.) TUGINI.

Pour le Luxembourg :

(L. S.) Comte DE VILLERS.

Pour la Norvège :

(L. S.) F. HAGERUP.

Pour les Pays-Bas :

(L. S.) W. M. DE WEEDE.

(L. S.) J. A. LOEFF.

(L. S.) T. M. C. ASSER.

Pour le Portugal :

(L. S.) CONDE DE SELIR.

Pour la Roumanie :

(L. S.) Edg. MAVROCORDATO.

Pour la Russie :

(L. S.) N. TCHARYKOW.

Pour la Suède :

(L. S.) G. FALKENBERG.

Pour la Suisse :

(L. S.) CARLIN



(N° 85)

PROJET DE LOI

approuvant la Convention internationale conclue à La Haye le 17 juillet 1905, concernant les conflits de lois relatifs aux effets du mariage sur les droits et les devoirs des époux dans leurs rapports personnels et sur les biens des époux.

Léopold II,**ROI DES BELGES,**

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Nos Ministres des Affaires Étrangères et de la Justice,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Nos Ministres des Affaires Étrangères et de la Justice sont autorisés à présenter en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

La Convention concernant les conflits de lois relatifs aux effets du mariage sur les droits et les devoirs des époux dans leurs rapports personnels et sur les biens des époux, conclue à La Haye, le 17 juillet 1905, entre la Belgique, l'Allemagne, la France, l'Italie, les Pays-Bas, le Por-

ONTWERP VAN WET

houdende goedkeuring van het op 17 Juli 1905 te 's-Gravenhage gesloten Internationaal Verdrag betreffende de wetsconflicten met betrekking tot de gevolgen van het huwelijk ten opzichte van de rechten en verplichtingen der echtgenooten in hunne persoonlijke betrekkingen en ten opzichte van hunne goederen.

Leopold II,**KONING DER BELGEN,**

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onze Ministers van Buitenlandsche Zaken en van Justitie,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Ministers van Buitenlandsche Zaken en van Justitie zijn gemachtigd om, in Onzen naam, aan de Wetgevende Kamers het ontwerp van wet voor te leggen, waarvan de inhoud volgt :

EENIG ARTIKEL.

Het Verdrag betreffende de wetsconflicten met betrekking tot de gevolgen van het huwelijk ten opzichte van de rechten en verplichtingen der echtgenooten in hunne persoonlijke betrekkingen en ten opzichte van hunne goederen, op 17 Juli 1905 te 's-Gravenhage gesloten

tugal, la Roumanie et la Suède, sortira son plein et entier effet.

Donné à Laeken, le 29 janvier 1909.

tusschen België, Duitschland, Frankrijk, Italië, Nederland, Portugal, Roumenië en Zweden, zal zijne volle en algeheele kracht hebben.

Gegeven te Laeken, den 29 Januari 1909.

LÉOPOLD.

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires Étrangères,

Van 's Konings wege :

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

DAVIGNON.

Le Ministre de la Justice,

De Minister van Justitie,

LÉON DE LANTSHEERE.

CONVENTION

concernant les conflits de lois relatifs aux effets du mariage sur les droits et les devoirs des époux dans leurs rapports personnels et sur les biens des époux.

SA MAJESTÉ L'EMPEREUR D'ALLEMAGNE, ROI DE PRUSSE, AU NOM DE L'EMPIRE ALLEMAND, SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES, LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE, SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS, SA MAJESTÉ LE ROI DE PORTUGAL ET DES ALGARVES, ETC., ETC., SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE ET SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE :

Désirant établir des dispositions communes concernant les effets du mariage sur les droits et les devoirs des époux dans leurs rapports personnels et sur les biens des époux,

Ont résolu de conclure une Convention à cet effet et ont, en conséquence, nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ L'EMPEREUR D'ALLEMAGNE, ROI DE PRUSSE, au nom de l'Empire Allemand :

MM. DE SCHLOEZER, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, et le Docteur Johannes KRIEGE, Son Conseiller Intime de Légation ;

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

MM. le Baron GUILLAUME, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, et A. VAN DEN BULCKE, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire, Directeur Général au Ministère des Affaires Étrangères ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

MM. DE MONBEL, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de la République Française près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, et Louis RENAULT, Professeur de Droit International à l'Université de Paris, Jurisconsulte du Ministère des Affaires Étrangères ;

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

M. Salvatore TUGINI, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas ;

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS :

MM. le Jonkheer W. M. DE WEEDE DE BERENCAMP, Son Ministre des Affaires Étrangères, J. A. LOEFF, Son Ministre de la Justice, et T. M. C. ASSER, Ministre d'État, Membre du Conseil d'État, Président de la Commission Royale de Droit International Privé, Président des Conférences de Droit International Privé ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE PORTUGAL ET DES ALGARVES, ETC., ETC. :

M. le Comte DE SELIR, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE :

M. E. MAVROCORDATO, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE :

M. le Baron FALKENBERG, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

**I. — LES DROITS ET LES DEVOIRS DES ÉPOUX
DANS LEURS RAPPORTS PERSONNELS.****ARTICLE PREMIER.**

Les droits et les devoirs des époux dans leurs rapports personnels sont régis par leur loi nationale.

Toutefois, ces droits et ces devoirs ne peuvent être sanctionnés que par les moyens que permet également la loi du pays où la sanction est requise.

II. — LES BIENS DES ÉPOUX.**ART. 2.**

En l'absence de contrat, les effets du mariage sur les biens des époux, tant immeubles que meubles, sont régis par la loi nationale du mari au moment de la célébration du mariage.

Le changement de nationalité des époux ou de l'un d'eux n'aura pas d'influence sur le régime des biens.

ART. 3.

La capacité de chacun des futurs époux pour conclure un contrat de mariage est déterminée par sa loi nationale au moment de la célébration du mariage.

ART. 4.

La loi nationale des époux décide s'ils peuvent, au cours du mariage, soit faire un contrat de mariage, soit résilier ou modifier leurs conventions matrimoniales.

Le changement qui serait fait au régime des biens ne peut avoir d'effet rétroactif au préjudice des tiers.

ART. 5.

La validité intrinsèque d'un contrat de mariage et ses effets sont régis par la loi matrimoniale du mari au moment de la célébration du mariage, ou, s'il a été conclu au cours du mariage, par la loi nationale des époux au moment du contrat.

La même loi décide si et dans quelle mesure les époux ont la liberté de se référer à une autre loi ; lorsqu'ils s'y sont référés, c'est cette dernière loi qui détermine les effets du contrat de mariage.

ART. 6.

Le contrat de mariage est valable quant à la forme, s'il a été conclu soit conformément à la loi du pays où il a été fait, soit conformément à la loi nationale de chacun des futurs époux au moment de la célébration du mariage ou encore, s'il a été conclu au cours du mariage, conformément à la loi nationale de chacun des futurs époux.

Lorsque la loi nationale de l'un des futurs époux ou, si le contrat est conclu au cours du mariage, la loi nationale de l'un des époux exige comme condition de validité que le contrat, même s'il est conclu en pays étranger, ait une forme déterminée, ses dispositions doivent être observées.

ART. 7.

Les dispositions de la présente Convention ne sont pas applicables aux immeubles placés par la loi de leur situation sous un régime foncier spécial.

ART. 8.

Chacun des États contractants se réserve :

1° D'exiger des formalités spéciales pour que le régime des biens puisse être invoqué contre les tiers ;

2° D'appliquer des dispositions ayant pour but de protéger les tiers dans leurs relations avec une femme mariée exerçant une profession sur le territoire de cet État.

Les États contractants s'engagent à se communiquer les dispositions légales applicables d'après le présent article.

III. — DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

ART. 9.

Si les époux ont acquis, au cours du mariage, une nouvelle et même nationalité, c'est leur nouvelle loi nationale qui sera appliquée dans les cas visés aux articles 1, 4 et 5.

S'il advient, au cours du mariage, que les époux n'aient pas la même nationalité, leur dernière législation commune devra, pour l'application des articles précités, être considérée comme leur loi nationale.

ART. 10.

La présente Convention n'aura pas d'application lorsque, d'après les articles précédents, la loi qui devrait être appliquée ne serait pas celle d'un Etat contractant.

IV. — DISPOSITIONS FINALES.

ART. 11

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront déposées à La Haye dès que six des Hautes Parties Contractantes seront en mesure de le faire.

Il sera dressé de tout dépôt de ratifications un procès-verbal, dont une copie, certifiée conforme, sera remise par la voie diplomatique à chacun des États contractants.

ART. 12.

La présente Convention s'applique de plein droit aux territoires européens des États contractants.

Si un État contractant en désire la mise en vigueur dans ses territoires, possessions ou colonies, situés hors de l'Europe, ou dans ses circonscriptions consulaires judiciaires, il notifiera son intention à cet effet par un acte, qui sera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas. Celui-ci en enverra, par la voie diplomatique, une copie, certifiée conforme, à chacun des États contractants. La Convention entrera en vigueur dans les rapports entre les États qui répondront par une déclaration affirmative à cette notification et les territoires, possessions ou colonies, situés hors de l'Europe, et les circonscriptions consulaires judiciaires, pour lesquels la notification aura été faite. La déclaration affirmative sera déposée, de même, dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas, qui en enverra, par la voie diplomatique, une copie, certifiée conforme, à chacun des États contractants.

ART. 13.

Les États représentés à la quatrième Conférence de droit international privé sont admis à signer la présente Convention jusqu'au dépôt des ratifications prévu par l'article 11, alinéa 1^{er}.

Après ce dépôt, ils seront toujours admis à y adhérer purement et simplement. L'État qui désire adhérer notifie son intention par un acte qui sera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas. Celui-ci en enverra, par la voie diplomatique, une copie, certifiée conforme, à chacun des États contractants.

ART. 14.

La présente Convention entrera en vigueur le soixantième jour à partir du dépôt des ratifications prévu par l'article 11, alinéa 1^{er}.

Dans le cas de l'article 12, alinéa 2, elle entrera en vigueur quatre mois après la date de la déclaration affirmative et, dans le cas de l'article 13, alinéa 2, le soixantième jour après la notification des adhésions.

Il est entendu que les notifications prévues par l'article 12, alinéa 2, ne pourront avoir lieu qu'après que la présente Convention aura été mise en vigueur conformément à l'alinéa 1 du présent article.

ART. 15.

La présente Convention aura une durée de 5 ans à partir de la date indiquée dans l'article 14, alinéa 1^{er}.

Ce terme commencera à courir de cette date, même pour les États qui auront adhéré postérieurement et aussi en ce qui concerne les déclarations affirmatives faites en vertu de l'article 12, alinéa 2.

La Convention sera renouvelée tacitement de cinq ans en cinq ans, sauf dénonciation.

La dénonciation devra être notifiée, au moins six mois avant l'expiration du terme visé aux alinéas 2 et 3, au Gouvernement des Pays-Bas, qui en donnera connaissance à tous les autres États.

La dénonciation peut ne s'appliquer qu'aux territoires, possessions ou colonies situés hors de l'Europe, ou aussi aux circonscriptions consulaires judiciaires compris dans une notification faite en vertu de l'article 12, alinéa 2.

La dénonciation ne produira son effet qu'à l'égard de l'État qui l'aura notifiée. La Convention restera exécutoire pour les autres États contractants.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et l'ont revêtue de leur sceaux.

Fait à La Haye, le 17 juillet Mil Neuf Cent Cinq, en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas et dont une copie, certifiée conforme, sera remise, par la voie diplomatique, à chacun des États qui ont été représentés à la quatrième Conférence de Droit International Privé.

Pour l'Allemagne :

(L. S.) VON SCHLOEZER.

(L. S.) KRIEGE.

Pour la Belgique :

(L. S.) GUILLAUME.

(L. S.) ALFRED VAN DEN BULCKE.

Pour la France :

(L. S.) MONBEL.

(L. S.) L. RENAULT.

Pour l'Italie :

(L. S.) TUGINI.

Pour les Pays-Bas :

(L. S.) W. M. DE WEEDE.

(L. S.) J. A. LOEFF.

(L. S.) T. M. C. ASSER.

Pour le Portugal :

(L. S.) CONDE DE SELIR.

Pour la Roumanie :

(L. S.) EDG. MAVROCORDATO.

Pour la Suède :

(L. S.) G. FALKENBERG.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 2 FEBRUARI 1909.

- I. — Ontwerp van wet houdende goedkeuring van het op 17 Juli 1905 te 's-Gravenhage gesloten Internationaal Verdrag betreffende de burgerlijke rechtspleging.
- II. — Ontwerp van wet houdende goedkeuring van het op 17 Juli 1905 te 's-Gravenhage gesloten Internationaal Verdrag betreffende de wetsconflicten met betrekking tot de gevolgen van het huwelijk ten opzichte van de rechten en verplichtingen der echtgenooten in hunne persoonlijke betrekkingen en ten opzichte van hunne goederen.
-

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Onder de ontwerpen van verdrag die door de vierde Conferentie van internationaal privaatrecht, in 1904 te 's-Gravenhage vergaderd, werden opge maakt, zijn er twee welke 's Konings Regeering het nuttig heeft geacht te onderteekenen, dewijl zij als de natuurlijke aanvulling voorkomen van diplomatieke akten waaraan het Parlement vroeger zijne hooge goedkeuring heeft gegeven en die in België kracht van wet hebben verworven : een dier ontwerpen is eene in ruimeren zin opgevatte herziening van het Verdrag van 14 November 1896 over de burgerlijke rechtspleging; het andere ontwerp, betreffende de gevolgen van het huwelijk, vormt enkel een soort van toevoegsel tot het op 12 Juni 1902 te 's-Gravenhage gesloten Verdrag tot regeling der wetsconflicten in zake huwelijk.

De bepalingen dezer twee nieuwe internationale regelingen werden goedgekeurd door de Bestendige Commissie voor internationaal privaatrecht, ingesteld bij de Departementen van Buitenlandsche Zaken en van Justitie.

't Is steunend op het gezag en de bevoegdheid der rechtsgeleerden die deze raadgevende commissie samenstellen, dat 's Konings Regeering de eer heeft, Mijne Heeren, de bedoelde Verdragen aan uw onderzoek te onderwerpen.

Eene kortbondige uiteenzetting zal U toelaten, de strekking van elk dier beide Verdragen te vatten.

HOOFDSTUK ÉÉN.

VERDRAG BETREFFENDE DE BURGERLIJKE RECHTSPLEGING.

Het op 14 November 1896 te 's-Gravenhage gesloten Verdrag betreffende de burgerlijke rechtspleging, aangevuld door het toegevoegd protocol van 22 Mei 1897, was de eerste stap naar de beoogde gelijkvormigheid in zake privaatrecht. Onderteekend door vijftien Staten (1), is het in de werkelijkheid tot eene ongewone belangrijkheid gestegen, die nog dagelijks aangroeit. De gemeene schikkingen die daarbij worden ingevoerd voor de overmaking van gerechtelijke akten en van volmachten bij aanvraag, den kosteloozen rechtsbijstand, den lijfswang, den borg van het gewijsde, hebben er toe geholpen de rechtsbetrekkingen tusschen de bijzonderste volkeren van het Europeesche vasteland te vergemakkelijken; zij hebben een einde gesteld aan talrijke geschillen, door vereenvoudiging en regeling van de voornaamste punten der internationale burgerlijke rechtspleging.

Het Verdrag van 1896, waarvan de duur was gesteld op vijf jaren te rekenen van de neerlegging der akten van bekrachtiging (27 April 1899), werd stilzwijgenderwijs vernieuwd voor een tweeden termijn van vijf jaren, daar niet éene Regeering heeft gebruik gemaakt van de bevoegdheid tot opzegging, welke haar was erkend. Het bestaat dus tot 26 April 1909 en blijft nadien van kracht onder de Mogendheden die het niet mochten hebben opgezegd binnen den bepaalden tijd, noch vervangen door eene nieuwe overeenkomst.

't Is op verzoek van de meeste verdragsluitende Mogendheden, die, steunende op de ervaring bij dagelijksche toepassing opgedaan, door de stem hunner gemachtigden op de laatste Conferentie van internationaal privaatrecht hebben aangedrongen op de noodwendigheid om in de bestaande regeling wijzigingen toe te brengen, ten einde enkele duisterheden op te helderen, sommige leemten aan te vullen, dat de tekst van een nieuw verdrag werd opgemaakt. Het in 1904 vastgestelde ontwerp verwierf de goedkeuring van al de Staten, die dit Verdrag hebben onderteekend.

De herziene overeenkomst laat onaangeroerd de grondlijnen en de algemeene ordening der akte van 1896, die zij enkel wil aanvullen en verbeteren. Zoo komt dat zij, door invoering van den consulairen weg als nieuwe wijze van overmaking, in verscheidene Staten de mededeeling der uit België kerkkomstige gerechtelijke en buitengerechtelijke akten zal gemakkelijker maken. Anderzijds wordt ernstige, ontegensprekelijke vooruitgang verwezenlijkt door de inrichting van beteekening met behulp van rechtsdwang, de regeling van de internationale gevolgen van het *Pro Deo*, de uitbreiding gegeven aan de alreeds in zake lijfswang aangenomen beginselen.

(1) Zijnde : België, Denemarken, Duitschland, Frankrijk, Italië, het Groothertogdom Luxemburg, Nederland, Noorwegen, Oostenrijk-Hongarije, Portugal, Rumenië, Rusland, Spanje, Zweden en Zwitserland.

De heer Louis Renault, Hoogleraar in de rechten aan de Faculteit te Parijs, Rechtskundig Raadsman aan het Ministerie van Buitenlandsche Zaken, heeft, in een op de 4^e Conferentie van 's-Gravenhage ingediend verslag, met wondere helderheid de aan het werk van 1896 toegebrachte veranderingen uiteengelegd. De arbeid van den voortreffelijken Franschen rechtsgeleerde laat toe, den juistten zin en de ware bedoeling der nieuwe samenvatting te doorgronden. Voor de hier gegeven verklaring werden daar dan ook kostbare inlichtingen uit geput (1).

A. — *Mededeeling van gerechtelijke en van buitengerechtelijke akten.*

Het zal niet overbodig zijn te herinneren dat, vóór de inwerkingtreding van het Verdrag van 14 November 1896, in zake overmaking van gerechtelijke en van buitengerechtelijke akten geenerlei internationale verbintenis bestond; de mededeeling geschiedde enkel uit louter welwillendheid. De uit België herkomstige en voor het buitenland bestemde exploten moesten worden beteekend met de post, overeenkomstig artikel 1 van het besluit-wet van 1 April 1814, en uitzonderlijk met bemiddeling van den Minister van Buitenlandsche Zaken, naar luid van de wet van 26 Maart 1833. Nochtans, de exploten voor Duitschland werden enkel langs den diplomatieken weg overgemaakt, dewijl dat land elke andere wijze van overmaking als eene inbreuk op de voorrechten zijner souvereiniteit beschouwde. De diplomatieke weg werd ook voortdurend gevolgd tot overmaking der exploten voor Rusland, Oostenrijk-Hongarije, Italië, Spanje enz.

Wat de gerechtelijke akten betreft die van het buitenland kwamen, deze werden in den regel langs den diplomatieken weg overgemaakt. Alzoo werd uitsluitend gehandeld door Frankrijk, Duitschland en Nederland, Alleen Rumenië en het Groothertogdom Luxemburg maakten gebruik van den postdienst, wat hun door hunne wetgeving was opgelegd.

Het Verdrag van 1896 heeft aan de voorwaarden waarin de beteekeenis feitelijk gebeurde, geen groote wijzigingen toegebracht; is, onder de landen die onderteekenden, de diplomatieke weg de bijzonderste wijze van overmaking, toch kan van dien regel afgeweken worden, in zoover de wetgeving der belanghebbende Staten of wel onderling getroffen schikkingen daarin toestemmen. Zoo komt, dat het besluit-wet van 1814 van toepassing blijft in onze betrekkingen met het Groothertogdom Luxemburg en met Rumenië, waar de wetgeving, evenals de onze, mededeeling over de post voorschrijft, en dat tusschen België en Frankrijk, tusschen België en Zwitserland verklaringen werden uitgewisseld, luidens welke van den diplomatieken weg wordt afgezien, behalve voor buitengewone gevallen, en deze wordt vervangen, tegenover Frankrijk door den postdienst, en, wat Zwitserland betreft, door eene wijze van rechtstreeksche overmaking van rechtbank tot rechtbank en van parket tot parket.

Het herziene Verdrag, zonder de bestaande wijzen van overmaking af te schaffen, heeft een nieuwe handelwijze ingevoerd, bestemd om het tijdver-

(1) Men zal dit verslag aantreffen onder de *Akten der 4^e Conferentie van 's-Gravenhage voor internationaal privaatrecht* (16 Mei-7 Juni 1904), 's-Gravenhage, 1904, bl. 81.

lies en de moeilijkheden te vermijden, waartoe de diplomatieke weg soms aanleiding geeft. Artikel 1 beveelt hoofdzakelijk aan, de mededeeling te doen tusschen den Consul van den aanzoekenden Staat en de bevoegde overheid, door den aangezochten Staat aan te wijzen. De voordeelen van dit eenvoudig en snelwerkend stelsel schenen zoo groot, dat het voortaan rehtens zal worden toegepast, behalve ten opzichte van de Staten die den wensch mochten uitdrukken, de vragen langs den diplomatieken weg te ontvangen. Ieder land zal handelen naar eigen bestwil of volgens zijne belangen; een ieder zal vrij blijven, zijne keus te wijzigen. Geenerlei wederkeerigheid wordt opgelegd in de betrekkingen tusschen twee bepaalde Staten. Eene eenvoudige verklaring zal volstaan, om het thans van kracht zijnde stelsel te handhaven.

In deze omstandigheden schijnt geen enkel bezwaar zich, voor België, tegen de aanneming der nieuwe bepaling te verzetten. Wel integendeel, want zij zal eene vereenvoudiging teweegbrengen in onze rechtsbetrekkingen met de landen, die binnen hun grondgebied geen ander wijze van overmaking dan den diplomatieken weg mochten toestaan. De Regeering kan des te meer met het stelsel der consulaire bemiddeling instemmen, wijl zij alreeds het beginsel heeft aangenomen: de Fransch-Belgische overeenkomst van 17 October 1902 machtigt den Franschen Consul om zich rechtstreeks tot het bevoegde Belgisch parket te wenden.

Buiten en behalve deze nieuwigheid ten opzichte van de wijzen van overmaking, vult het Verdrag nog eene leemte van de overeenkomst van 1896 aan, door inrichting van de beteekening met behulp van rechtsdwang. Men weet dat thans, indien de bestemming weigert een bewijs van ontvangst van de beteekende stukken te geven of indien de vreemde agent hem onmogelijk aantreffen kan, de aangezochte overheid zich hierbij kan bepalen, de stukken naar den aanzoekenden Staat terug te sturen. Zoo gebeurt alsdan, in menig geval, dat het door de verdragsluitende Mogendheden beoogde doel niet wordt bereikt, tot nadeel van de betrokken belangen.

Voortaan, wanneer de aanzoekende Staat daartoe den wensch zal uitgedrukt hebben, zal de beteekening met behulp van rechtsdwang geschieden, hetzij vooraf de terhandstelling in der minne te vergeefs werd beproefd, hetzij men het verkieslijker oordeelt, dadelijk de bemiddeling van een deurwaarder in te roepen of wel eene bijzondere wijze van beteekening aan te wenden. De aanzoekende overheid kan vragen dat een vorm worde toegepast, die niet voorzien is door de inlandsche wetgeving van den aangezochten Staat, bij voorbeeld den vorm die binnen haar eigen grondgebied wordt aangewend; niets belet dat die wensch wordt ingewilligd, mits de bedoelde vorm niet in tegenstrijd zij met de wetgeving van den aangezochten Staat.

Zoo men een vreemden agent gelast eene akte met behulp van rechtsdwang te beteekenen, hoeft de lasthebber in staat gesteld om het hem toevertrouwde stuk te verstaan. Deze beschouwing wettigt de bepalingen betreffende de taal waarin de te beteekenen stukken behooren opgesteld of wel overgezet te zijn.

Het zij wel verstaan, dat alleen de eenvoudige wijze der vrijwillige terhandstelling zal van kracht blijven, wanneer de aanzoekende Staat niet uitdrukkelijk eene andersluidende vraag zal indienen of wanneer de overgemaakte akte niet zal zijn opgesteld zooals door het nieuwe Verdrag is voorzien (artt. 2 en 3).

Op twee punten die in nauw verband staan met de beteekening, behoort nog de aandacht gevestigd te worden; het eene betreft het bewijs, het ander de kosten der beteekening.

Artikel 3 van het nieuwe Verdrag verduidelijkt, door een beteren tekst, de bepalingen van het huidige artikel 3, die over het bewijs handelen: van den vorm volgens welken de beteekening heeft plaats gehad, wordt melding gemaakt op de verklaring of wel het ontvangbewijs, die bestemd zijn om tot bewijs te dienen.

Wat nu de kosten betreft, waarvan het Verdrag van 1896 niet gewaagt, hun bedrag wisselt af naar de gevallen. *Est modus in rebus*. Dit werd, bij de opstelling van het nieuwe Verdrag, begrepen en een oordeelkundig verschil werd gemaakt. Werd rechtsdwang aangewend, zoo heeft de aangezochte Staat, behalve in geval van andersluidende regeling, het recht de terugbetaling der veroorzaakte uitgaven te vergen. Geschiedde de terhandstelling, integendeel, vrijwillig, dan zijn de kosten van weinig belang, en men heeft alsdan, boven de verwikkelingen waartoe hunne invordering in de internationale betrekkingen aanleiding geeft, de afschaffing der terugbetaling verkozen (art. 7).

B. — *Volmachten bij aanvraag.*

Ook de tweede afdeeling van het Verdrag werd op sommige punten herzien en op andere aangevuld.

Vooreerst, voor de overmaking der volmachten bij aanvraag, werd het stelsel aangenomen dat wordt toegepast voor de mededeeling der gerechtelijke akten: de consulaire bemiddeling zal voortaan de gebruikelijke regel zijn, behalve dat de Regeeringen zullen te kennen geven, indien zij zulks verkiezen, dat zij zich bij den diplomatieken weg wenschen te houden. Geen wederkeerigheid is daarbij noodig. Zoo kan België, al maakt het, bij voorbeeld, gebruik van den consulairen weg voor de overzending zijner volmachten bij aanvraag naar Duitschland, vergen dat Duitschland den diplomatieken weg volge bij het overmaken naar België. De overeenkomst laat te dien opzichte alle vrijheid aan de Regeeringen die onderteekend hebben, en het schijnt wel dat, feitelijk, niets zal gewijzigd zijn aan de handelwijze die tot op heden door 's Rijks rechtsmacht was aangenomen. Alleen het Ministerie van Buitenlandsche Zaken zal verschillend moeten optreden, al naar het voor ieder bepaald land den consulairen weg, dan wel den diplomatieken weg zal moeten volgen. Bovendien zijn rechtstreekse betrekkingen tusschen de overheden der verschillende landen niet verboden.

Betrekkelijk de uitvoering der handelingen van onderzoek, werd door de

nieuwe regeling eene dubbelzinnigheid uit den weg gernimd, waartoe de toepassing van het Verdrag van 1896 had aanleiding gegeven. Het heeft zich, inderdaad, voorgedaan, dat volmachten bij aanvraag voor het verhoor van getuigen, naar de plaats van herkomst werden teruggezonden met de eenvoudige melding, dat de opgeroepen getuigen niet hadden willen verschijnen.

Zulks kan onmogelijk aangenomen worden. « Het beginsel der internationale hulpverlening », zoo schrijft de heer Renault, « waarop heel het Verdrag rust, moet dit gevolg medebrengen, dat de uit het buitenland komende volmacht bij aanvraag op even doelmatige en krachtdadige wijze behoort uitgevoerd te worden, als wanneer zij van in het land zelf kwam. » Van daar dan de toevoeging van duidelijker termen aan den eersten zin van het huidig artikel 7 (nieuw artikel 11).

Boven en behalve deze verbeteringen, worden door het Verdrag, ten opzichte van de uitvoering der volmachten bij aanvraag, twee nieuwigheden ingevoerd. Naar luid van artikel 15, zijn de verdragsluitende Mogendheden gemachtigd om de volmachten bij aanvraag en de handelingen van onderzoek rechtstreeks door hunne diplomatieke of consulaire vertegenwoordigers te doen uitvoeren. Deze wijze van uitvoering wordt alreeds met gunstigen uitslag in sommige landen gevolgd; daarbij wordt tijd en geld gespaard en worden de moeilijkheden weggernimd, waartoe de kwestie der vertalingen aanleiding geeft. Zij doen, echter, opwerpingen ontstaan, die misschien, wat België betreft, naar het oordeel van sommigen, de Grondwet mochten aanbelangen. De opmakers van het Verdrag, in 1905 te 's-Gravenhage gesloten, mochten ze niet voorbijzien; zij hebben dienvolgens aan de Staten onderteekenaars de meeste vrijheid van beoordeeling gelaten. De bedoelde handelwijze wordt aan geen enkel der verdragsluitende landen opgelegd; zij zal enkel worden gevolgd onder diegene welke zich te dien aanzien door eene bijzondere regeling zullen verbinden, of die er geen bezwaar zullen in zien, dat de vreemde agenten zich ten hunnent van hunne onderzoeksplichten kwijten. Met dergelijke waarborgen heeft België niet de minste reden, om hare toetreding tot de nieuwe bepaling te weigeren.

't Is met eene overgangsformule, waarbij eveneens de vrijheid der Verdragstaten wordt voorbehouden, dat in het Verdrag de kwestie werd geregeld van de kosten, waartoe de uitvoering der volmachten bij aanvraag aanleiding geeft. Eenerzijds was het wenschelijk, een einde te stellen aan de verwickelingen van bestuurlijken aard en aan de internationale geschillen, spruitende uit de terugbetaling der kosten; anderzijds zou het maar weinig logisch schijnen, aan den persoon die in het buitenland eene daad van rechtspleging doet, eene gunstiger behandeling toe te staan dan die hem ten goede komt als hij in zijn eigen land eene handeling van onderzoek vordert. Daarom is 't, dat het beginsel der volkomen kosteloosheid van kant werd gelaten. Uit de voorafgaande studie van het ontwerp blijkt, dat alleen de opsporingswerkzaamheden, de onderzoeksverrichtingen op zichzelf beschouwd, van de taxe zijn vrijgesteld. Vereischt de volmacht bij aanvraag de verplaatsing van magistraten, de tusschenkomst van een advocaat of een

pleitbezorger, kortom verwekt zij buitengewone uitgaven, zoo worden deze door den aanzoekenden Staat terugbetaald. Hetzelfde zal geschieden — artikel 16 voorziet dit uitdrukkelijk — met de vergoedingen verschuldigd aan de getuigen en de deskundigen, alsmede met de uitgaven waartoe de aanwending eener bijzondere formaliteit mocht aanleiding geven; men kan onmogelijk vergen, dat de aangezochte Staat die te zijnen laste neemt; de eerbied voor het *comitas gentium*, de bijstand, de behulpzaamheid die de naties aan elkander verschuldigd zijn, gaan waarlijk zoo ver niet! Trouwens, niets belet dat, tusschen sommige landen, dank zij bijzondere overeenkomsten, de uitvoering nooit aanleiding geeft tot terugbetaling van kosten.

De vereffening zal, desgevallend, plaats grijpen tusschen de Staten, en niet tusschen de aangezochte Regeering en de aanzoekende partij; den Staat waarvan die partij afhangt, behoort het vervolgens verhaal te nemen op haar en de noodige maatregelen te treffen om de gevaren van onvermogen te weren.

C. — *Borg van het gewijsde.*

De derde afdeeling, waarin wordt gehandeld over den borg van het gewijsde, omvat eene reeks bepalingen waarvan het overbodig is het nut te herinneren. De afschaffing eener zekerheidstelling als voorwaarde van ontvangbaarheid van het geding, door den vreemdeling ingespannen, is een maatregel die zich opdringt uit hoofde van het internationaal karakter der hedendaagsche betrekkingen.

In beginsel werd niets gewijzigd aan de vigeerende schikkingen; men heeft zich gehouden, evenals in de andere hoofdstukken van het Verdrag, bij de verbetering of de ontwikkeling van sommige bepalingen van de Akte van 1896. Zoo werd het voordeel der bestaande schikkingen uitgestrekt tot de stortingen, welke de fiscus in sommige landen vergt om zich de betaling te verzekeren van de rechtskosten, die enkel na afloop van het geding worden uitgekeerd (art. 17). Deze maatregel zal vooral zijne toepassing vinden in Duitschland, waar de wet den fiscus machtigt tot de vordering, van de vreemdelingen, van eene driemaal zoo hooge storting als aan de inlanders is opgelegd. Het scheen niet zeker, dat het huidige artikel 14 dat verschil van behandeling verbood, dewijl de daarbij bedoelde stortingen niet ten voordeele van den fiscus, maar wel in het belang van den verweerder geschieden.

Men weet dat, ten einde aan de verwerende partij eene vergelding te verzekeren voor de afschaffing, in al de Verdragstaten, van den borg van het gewijsde, haar bij het Verdrag van 1896 groot gemak wordt verleend tot bekoming, door de uitvoerbaarverklaring, van de betaling der rechtskosten waartoe de vreemde eischer mocht veroordeeld zijn.

Dat gemak kwam aan de meerderheid van de leden der 4^e Conferentie van 's-Gravenhage niet als voldoende voor; zij hebben geoordeeld, dat het billijk was den toestand van den verweerder te verbeteren, waar deze zonder waarborg — vermits de zekerheidstelling hem wordt geweigerd — een kwellend erkend geding moest verduren.

Het nieuwe Verdrag gunt hem eerst en vooral een *kosteloozen* titel om de uitvoering van de verwijzing in de kosten te vervolgen. Is 't wel noodig daarbij te doen opmerken, dat de hoofdzaak van het geding gansch buiten deze regeling valt? Wel verstaan ook, dat de noodige verdediging, opdat de titel zijne werking uitoefene, ten laste van de uitvoerende partij komt.

Het doel waarnaar de wetgever onverpoosd moet streven, beoogt de waarborging, aan de rechtsplichtigen, eener steeds meer en meer doelmatige bescherming hunner rechten. Indien bijzondere omstandigheden hem er toe leiden, een der waarborgen dezer goede rechtsbedeeling af te schaffen, dan moet hij, wil hij niet heelemaal tegen zijn doel ingaan, eene minstens gelijkwaardige instelling tot stand brengen. Het Belgisch recht verzet zich niet tegen de aanneming dier proceduur, en nevens de wet op den kosteloozen rechtsbijstand is plaats voor een verdrag, dat toelaat de in het buitenland uitgesprokene verwijzing in de kosten, zonder kosten uitvoerbaar te maken.

Voortaan zal de vraag om uitvoerbaarverklaring langs den diplomatieken weg worden gedaan, tenzij twee Verdragstaten — ten einde de oplossing nog meer te bespoedigen — zich met elkander door eene bijzondere regeling verstaan, om aan de belanghebbende partij toe te laten, rechtstreeks hare vraag in te dienen (art. 18).

Altijd nog om aan den verweerder eene doelmatige vergelding te verzekeren en hem toe te laten tot zijn doel te komen zoo gemakkelijk als mogelijk is, werd door het Verdrag de rechtspleging betreffende de uitvoerbaarverklaring nader bepaald.

« Het springt in 't oog », lezen wij in het verslag van den heer Renault, « dat de uitvoerbaarverklaring in de meeste gevallen eene loutere formaliteit zal zijn. De bezwaren die zich gewoonlijk voordoen voor de uitvoering der in den vreemde gevelde vonnissen, zelfs tussehen landen die door eene overeenkomst zijn gebonden, gelden de bevoegdheid van de rechtbank waarvan men de beslissing wil uitvoeren, en zoomede de openbare orde. Hier vallen zij weg, vermits het, eenerzijds, de persoon is tegen wien men uitvoeren wil, die zich tot de vreemde rechtbank heeft gericht, en er, anderzijds, enkel van kosten spraak is. »

Oordeelende dus, dat slechts heel uitzonderlijk eene betwisting zal ontstaan, dat in zulk buitengewoon geval de billijkheid wil dat elke vertraging vermeden worde, zoo heeft de Conferentie van 's-Gravenhage, in artikel 19 van het ontwerp, bepaald dat de beslissingen betreffende de kosten zullen uitvoerbaar verklaard worden, zonder de partijen te aanhooren. Maar zij heeft zorg gehad, den veroordeelden eischer een nader verhaal voor te behouden, overeenkomstig de wetgeving van het land waar de uitvoering wordt vervolgd.

Naar alle waarschijnlijkheid, schrijft de geleerde commentator van het ontwerp, zal de belanghebbende zich aan de eenmaal uitgesproken uitvoerbaarverklaring onderwerpen, terwijl hij, had hij moeten gedagvaardigd worden, getracht zou hebben, vertraging teweeg te brengen in de uitspraak. Hij behoudt niettemin het recht, verzet te doen tegen de uitvoering van het

vonnis dat hem veroordeelt; hij zal van zijn recht gebruik mogen maken, nadat hij het bevel tot betaling der kosten heeft ontvangen, ja zelfs nadat hem de vervulling der wettelijke formaliteiten onrechtstreeks ter kennis werd gebracht; hij zal, bij voorbeeld, kunnen inbrengen, dat de beslissing niet in kracht van gewijsde is gegaan in het land waar zij werd uitgesproken, en zijn bewijs zal in aanmerking komen tegen eene verklaring in, overgelegd overeenkomstig het laatste lid van artikel 19.

Door het voorzien van die verklaring in de rechtspleging tot tenuitvoerlegging, wordt door de ontwerpers van het Verdrag de handelwijze ingevoerd, welke op dat terrein in de internationale betrekkingen gevolgd wordt; zij is bestemd om aan de rechters, die over de vraag om uitvoerbaarverklaring moeten uitspraak doen, toe te laten zich spoedig in te lichten omtrent de soms lastige kwestie, of het vonnis in kracht van gewijsde is gegaan volgens de wetgeving van het land, waar het werd uitgesproken.

Voortaan zal de rechterlijke beslissing vergezeld mogen gaan van eene verklaring, waaruit blijkt dat de veroordeeling in kracht van gewijsde is gegaan. Wat de bevoegdheid betreft van de overheid die de verklaring zal afgeven, zij zal — behoudens andersluidende overeenkomst — worden gewaarmerkt door den hoogsten ambtenaar, voor de rechtsbedeeling aangesteld in den aanzoekenden Staat.

Men mag gelooven dat dergelijk bescheid, afgeleverd en overgemaakt langs den diplomatieken weg, allen noodigen waarborg van echtheid zal bieden en den rechters volstaan zal om uitspraak te doen. Trouwens, het Verdrag verbiedt hun niet, zich verder in te lichten. Volgens den heer Renault, geldt de verklaring der vreemde overheid enkel als een vermoeden *juris tantum*, en de belanghebbende — zooals wij alreeds deden opmerken — is vrij er de waarde van te ontkennen, indien hij gebruik maakt van het recht van verhaal, dat hem wordt erkend.

De Conferentie van 's-Gravenhage, schoon zij die wijze van bewijsvoering, welke voordeelen biedt ten aanzien eener spoedige oplossing, aanbeveelt, heeft de toepassing er van niet verplichtend gesteld. Iedere Verdragstaat zal handelen naar goeddunken, of wel zooals zijne wetgeving hem toelaat. Wanneer de verklaring niet zal geleverd worden, zal de zaak zich blijven voordoen in dezelfde voorwaarden als thans.

De bepaling van artikel 19 waarbij de vreemde beslissingen omtrent de kosten « zullen uitvoerbaar verklaard worden zonder de partijen te aanhooren », gaf aanleiding tot tegenwerpingen vanwege verschillende leden der Commissie voor internationaal privaatrecht, en de meerderheid der Commissie was van meening, dat zij de rechten van den verweerder niet voldoende vrijwaarde in de trouwens zeer uitzonderlijke gevallen, waarin de verschuldigde kosten aanleiding mochten geven tot betwisting. Zeker, het beginsel van de rechten van den verweerder is *theoretisch* gevrijwaard door artikel 19, vermits dat artikel aan de veroordeelde partij het recht op nader verhaal erkent, « overeenkomstig de wetgeving van het land waar de uitvoering wordt vervolgd ». Doch, in België, schoon dat verhaal in beginsel

door den wetgever werd verzekerd, zal het feitelijk zeer zelden bestaan. Inderdaad, ingevolge de gevestigde rechtspraak worden, op de vonnissen waarbij de rechtbank van 1^{en} aanleg uitspraak doet over de geldigheid eener in het buitenland gevelde beslissing, de regelen toepast welke het gebied bepalen. Zoo, bijgevolg, de verwijzing in de kosten het bedrag voor het laatste ressort onzer rechtbanken van 1^{en} aanleg niet te boven gaat, dan zal alle verhaal op de beslissing onmogelijk wezen. Nu, het is uiterst zelden dat de kosten van een geding hooger belooopen dan 2,500 frank.

Vermits de toepassing der regelen omtrent het ressort in de meeste gevallen het recht op verhaal zouden vrijdelen, stelt de Regeering U voor, overeenkomstig het advies van de Commissie voor internationaal privaatrecht, eene schikking goed te keuren, waarbij het verhaal steeds zal worden aangenomen.

Dat is het doel van artikel 2 van het ontwerp van wet houdende goedkeuring van het Verdrag betreffende de burgerlijke rechtspleging.

Door dien tekst wordt afgeweken, voor de hooger uiteengelegde redenen, van artikel 16 van de wet van 23 Maart 1876.

Het spreekt vanzelf, dat in dergelijke gevallen het beroep schorsende kracht zal hebben. Zulks blijkt uit de in onderling verband gestelde artikelen 457 en 137 van het Wetboek van burgerlijke rechtspleging. Artikel 457 bepaalt, inderdaad, dat het beroep van eindvonnissen schorsende kracht heeft, indien het vonnis de voorloopige tenuitvoerlegging niet uitsprekt, daar waar deze toegelaten is. Nu, naar luid van artikel 137, mag de voorloopige tenuitvoerlegging niet worden bevolen in zoover het de kosten geldt.

D. — *Kosteloze rechtsbijstand.*

Tien jaren toepassing hebben in het Verdrag van 14 November 1896 sommige leemten doen inzien ten opzichte van den rechtsbijstand.

Er is gebeurd, dat een onderhoorige van een Verdragstaat, die in een anderen Verdragstaat het *Pro Deo* aanvraag, zijn verblijf had in een niet onderteekend hebbend land, waar de overheden geen bewijzen van onvermogen afleveren. Om hierin te voorkomen, machtigt het nieuwe Verdrag den diplomatieken of consulairen vertegenwoordiger van het land waartoe de vreemdeling behoort, aan dezen de noodige verklaring af te leveren om kosteloze rechtspleging te genieten (art. 21).

De Kamer zal zonder bezwaar met die nuttige toevoeging instemmen, evenals met eene schikking die betrekking heeft op wat men de internationale gevolgen van den kosteloozen rechtsbijstand heeft genoemd.

De onderhoorige van een Verdragstaat, lezen wij in het aan inlichtingen zoo rijke verslag van den heer Renault, heeft in een anderen Staat het genot van dien bijstand verkregen. Er kan zich voordoen dat, voor hetzelfde geding, in andere Verdragstaten gerechtelijke akten hoeven beteekend of wel volmachten bij aanvraag behooren uitgevoerd te worden. Dienen die andere Staten aan den liefdadigen bijstand geen deel te nemen?

De Conferentie van 's-Gravenhage was van meening, dat die deelnem g

moet worden aangenomen en, bijgevolg, dat de andere Staten de door de tusschenkomst van een deurwaarder veroorzaakte kosten niet zullen mogen terugvorderen (art. 23). Er werd daarenboven uitgemaakt, dat de bepaling zal mogen worden ingeroepen ten voordeele van dengene, wien de kosteloze rechtsbijstand in zijn eigen land mocht zijn toegestaan.

E. — *Lijfswang.*

Het Verdrag van 1896 heeft de vreemdelingen volkomen gelijkgesteld met de inlanders, ten opzichte van den lijfswang.

Er kan gebeuren dat, in een Verdragstaat die den lijfswang in burgerlijke of handelszaken niet heeft afgeschaft, een middel bestaat om er de uitwerking van te verijdelen, bij voorbeeld door de faillietverklaring. Zoo, in rechten, dat middel zoowel door de vreemdelingen als door de inlanders kan aangewend worden, feitelijk kunnen de vreemdelingen, die metterwoon in het land niet gevestigd zijn, er niet in failliet verklaard worden. De verklaring te hunnen aanzien gedaan in den vreemde, bijzonder in hun vaderland, zal zonder invloed blijven in het land waar men tegen hen lijfswang wil uitoefenen.

Dat ongelukkig gevolg is thans vermeden, dank zij de bepaling waarmee artikel 24 werd aangevuld.

De Regeering heeft het vaste vertrouwen, dat de uitleggingen, door deze memorie van toelichting gegeven, U zullen toelaten, Mijne Heeren, de belangrijkheid en den omvang der wijzigingen, aan het Verdrag van 1896 betreffende de burgerlijke rechtspleging toegebracht, naar waarde te schatten. De meeste veranderingen en sommige nieuwe bepalingen zijn verbeteringen van overwegend belang op practisch gebied, welke zullen dienen om op zekerder wijze het doel te bereiken, dat de verdragsluitende Mogendheden zich van den beginne af hadden voorgesteld.

De hoofdzakelijke grondslagen van het vroeger verbond zijn in geener mate verzwakt; wel integendeel, dank zij de verbeteringen die in de bestaande regeling werden toegebracht, zal de internationale vereeniging nauwer aangesloten en versterkt zijn.

Dergelijke overeenkomsten mogen enkel worden beschouwd als beproevingen, waarvan de aan te vullen leemten, de weg te ruimen feilen bij de opgedane ervaring in het licht worden gesteld.

Om den wille van het hooge belang dat de betrekkingen van internationale burgerlijke rechtspleging opleveren, zal België zich van de Staten van het Europeesche vasteland niet willen afscheiden; ons vaderland zal het als een plicht aanzien, samen met die Staten de nieuwe verbintenis op de proef te stellen, althans ten minste gedurende den termijn van vijf jaren, die haar tot duur werd gesteld.

In dien zin dient opgemerkt, dat het Verdrag van 1896 vóór het verstrijken van den termijn die was gesteld, dus vóór den 27 October 1908, werd opgezegd door Duitschland, Spanje, Frankrijk en Nederland. Met ingang van 27 April 1909 zal het, dienvolgens, niet langer van kracht zijn tusschen

België en de vier genoemde landen. België zou er dus alle belang bij hebben, het nieuwe Verdrag vóór dien datum te bekrachtigen. Ziedaar een punt, waarop de Regeering gansch bijzonder de aandacht der Wetgevende Macht meent te moeten vestigen.

HOOFDSTUK II.

VERDRAG BETREFFENDE DE WETSCONFLICTEN MET BETREKKING TOT DE GEVOLGEN VAN HET HUWELIJK TEN OPZICHTE VAN DE RECHTEN EN VERPLICHTINGEN DER ECHTGENOOTEN IN HUNNE PERSOONLIJKE BETREKKINGEN EN TEN OPZICHTE VAN HUNNE GOEDEREN.

Nadat de 5^e Conferentie van internationaal privaatrecht de ontwerpen had opgemaakt betreffende het huwelijk en de echtscheiding, welke sedert dien tijd de Verdragen van 12 Juni 1902 zijn geworden, was zij geroepen om voorstellen te onderzoeken voor de beslechting der conflicten omtrent de gevolgen van het huwelijk en van de echtscheiding.

De zaak was ruim van omvang en ingewikkeld van aard; ook scheen het noodig, er de omlijning van te beperken. Een eerste werk van herziening werd verricht door het Nederlandsch bestendig comitee, dat een ruw ontwerp indiende betreffende :

1^o De gevolgen van het huwelijk op den toestand en de bevoegdheid der vrouw ;

2^o De gevolgen van het huwelijk op de goederen der echtgenooten ;

3^o De gevolgen der echtscheiding en der scheiding van tafel en bed.

De Commissie, die door de Conferentie van 1904 werd aangesteld om aan dat ontwerp eene voorafgaande studie te wijden, was van oordeel dat geen reden bestond om in het Verdrag over den toestand der vrouw uitspraak te doen, « omdat de enkele verschillen die daaromtrent tusschen de betrokken wetgevingen kunnen bestaan, tot het gemeen recht behoren of wel, op het gebied van het privaatrecht, van belang ontbloot zijn » (1).

De Conferentie deelde die zienswijze.

De afdeeling betreffende de bevoegdheid der vrouw heeft tot groote moeilijkheden aanleiding gegeven. Geenerlei tegenwerping vond het beginsel, dat de bevoegdheid der vrouw moet worden beheerd door de landswet der echtgenooten; maar tot overeenstemming kon niet worden gekomen, voor de regeling van de gevolgen dier bevoegdheid ten aanzien van derden. Het stelsel van het Fransche recht, welk in den regel de bevoegdheid der gehuwde vrouw beperkt, en dat van het Duitsche recht, volgens welk de gehuwde vrouw hare bevoegdheid behoudt, zijn hier in botsing gekomen.

Bij gemis van eenstemmigheid, heeft de Conferentie voorloopig van het Verdrag verwijderd al wat daarop betrekking heeft; ook al wat betreft de

(1) Verslag van den heer LAISÉ, in de Akten der 4^e Conferentie, bl. 177.

gevolgen der echtscheiding en der scheiding van tafel en bed, werd door haar tot een nader onderzoek voorbehouden.

Zoo komt dat, na die onderscheidene inkortingen, het door de vierde Conferentie van 's-Gravenhage opgemaakte ontwerp van verdrag zich beperkt tot de gevolgen van het huwelijk op de rechten en verplichtingen der echtgenooten in hunne persoonlijke betrekkingen en op hunne goederen.

Het is onderverdeeld in drie afdeelingen :

I. De rechten en verplichtingen der echtgenooten in hunne persoonlijke betrekkingen (art. 1);

II. De goederen der echtgenooten (artt. 4 tot 8) ;

III. De algemeene bepalingen (artt. 9 en 10), en daarachter de protocolaire slotbepalingen (artt. 11 tot 15).

I. — *De rechten en verplichtingen der echtgenooten in hunne persoonlijke betrekkingen.*

Het Verdrag tot regeling der wetsconflicten, die te dier zake ontstaan, heeft twee beginselen gehuldigd :

1^o De persoonlijke rechten en verplichtingen tusschen echtgenooten worden door hunne landswet beheerd ;

2^o De behandeling volgens de landswet kan beperkt zijn, om redenen van openbare orde binnen het gebied van het land waar die rechten worden uitgeoefend en die verplichtingen vervuld.

De landswet der echtgenooten wordt verkozen boven de wet der echtelijke woonplaats, als gevolg van het beginsel volgens welk de persoonlijke rechten en verplichtingen tusschen echtgenooten geenszins de vrucht zijn eener uitdrukkelijke of stilzwijgende overeenkomst. De echtgenooten moeten zich dus aan de behandeling der wet niet kunnen onttrekken, zelfs niet stilzwijgend, door de keus hunner echtelijke woonplaats.

De uitdrukkingen « rechten en verplichtingen der echtgenooten in hunne *persoonlijke* betrekkingen » werden gekozen als tegenstelling met de *geldelijke* betrekkingen, waarvan in de navolgende bepalingen spraak is. De betrekkingen der echtgenooten ten aanzien van hun persoon, kortom de echtelijke vereeniging, ziedaar wat wordt bedoeld.

Het beginsel, vermeld in de eerste alinea, vergde eene verzachting ; het wordt, in het verslag van den heer hoogleeraar Armand Lainé, verklaard aldus : « De regel gesteld in de tweede alinea van het artikel beantwoordt » aan eene dubbele gedachte : daar de persoonlijke rechten en verplichtingen der echtgenooten beheerd worden door hunne landswet, is het » logisch ook de wijze, volgens welke zij worden bekrachtigd, van die wet » afhankelijk te maken ; doch, anderzijds, daar men veronderstelt dat van » de bekrachtiging gebruik wordt gemaakt in een ander land dan het » vaderland der echtgenooten, zoo wordt voor de overheden van het land » het recht voorbehouden, de met de plaatselijke wetten of zeden strijdige » maatregelen te beletten. Trouwens, het is niet noodig dat de middelen » van bekrachtiging in de beide landen volstrekt dezelfde zijn ; het is

» voldoende dat zij van gelijken aard wezen; 't is in dien zin dat men het » woord *insgelijks* moet verstaan, dat in den tekst voorkomt. »

Nemen wij, als voorbeeld, de verplichting om samen te wonen.

Naar luid van artikel 214 van het Burgerlijk Wetboek, « is de vrouw » verplicht samen met den echtgenoot te wonen en dezen te volgen overal » waar hij het oorbaar acht te verblijven ».

Ingevolge de eerste alinea van artikel 1, behoort dat artikel van het Burgerlijk Wetboek niet toegepast te worden op de vreemde echtgenooten, maar wel de daarmee overeenstemmende bepaling — indien er eene bestaat — uit hunne landswet. Zoo, krachtens deze bepaling, de vrouw niet gehouden is « haren echtgenoot te volgen overal waar hij het oorbaar acht te verblijven », zouden onze rechtbanken niet mogen optreden om haar zulke verplichting op te leggen.

Anderzijds, bij toepassing van de tweede alinea van artikel 1, welke ook de uitgestrektheid zij van de verplichting om samen met den echtgenoot te wonen, aan de vrouw door de landswet opgelegd, deze verplichting zal in België nooit anders worden bekrachtigd dan door de middelen door onze rechtbanken tot bekrachtiging van artikel 214 toegelaten. Zoo komt dat — ten minste toch naar het gemeen gevoelen — de rechtbanken den echtgenoot niet kunnen machtigen, om zijne vrouw *manu militari* weder onder het echtelijk dak te doen komen. Dergelijke bekrachtiging zou dus in België niet kunnen aangenomen worden tegenover vreemde echtgenooten, zelfs dan als zij uitdrukkelijk in hunne landswet was voorzien.

II. — *De goederen der echtgenooten.*

Omtrent de verschillen in de wetten betreffende de geldelijke betrekkingen der echtgenooten, kan moeilijk eene internationale regeling worden getroffen; er bestaat geen oplossing, vrij van theoretische tegenwerpingen of practische bezwaren. Twee hoofdstelsels komen, zooals men weet, met elkander bepaald in strijd; voor de eenen, is de toestand der gehuwden eene kwestie van louter overeenkomst en dient de regeling er van aan den wil van partijen overgelaten; voor de anderen, is de kwestie van louter wettelijken aard en, evenals de persoonlijke betrekkingen der echtgenooten, aan hunne landswet onderworpen.

De vraag welke de Conferentie van 's-Gravenhage op te lossen had, was te weten of een van beide stelsels volkomen moest verkozen worden boven het andere, en welk stelsel, dan wel of het mogelijk was, door middel van een vergelijk, aan elk hunner een billijk deel toe te kennen.

Onderscheid werd gemaakt onder verschillende opzichten, en, eerst en vooral, volgens de echtgenooten getrouwd zijn zonder huwelijkscontract, dan wel hunne geldelijke belangen hebben geregeld.

A. *Wanneer geen huwelijkscontract bestaat.*

ART. 2.

Om redenen van practischen aard vooral, is 't dat de bij dat artikel gestelde regel werd aangenomen, volgens welken, bij gemis van contract,

de behandeling wordt bepaald door de wet van het land waartoe de echtgenoot behoorde, ten tijde dat het huwelijk voltrokken werd.

De gemachtigden van al de Verdragstaten zijn tot dat beginsel toegetreden, schoon de rechtspraak, in verscheidene dier landen, er mede in strijd is, althans het niet ten volle aanneemt. Zoo komt dat, in Frankrijk, de meeste rechtbanken wel is waar, bij gemis van contract, op de gevolgen van het huwelijk ten opzichte van de goederen der echtgenooten, de persoonlijke wet van den echtgenoot toepassen, doch enkel ingeval uit de omstandigheden der zaak, feitelijk geen andersluidende wil zich gelden doet. Onder dat oogpunt komt de Belgische rechtspraak die der Fransche hoven en rechtbanken nabij. (P. DE PAREE, *Études sur la compétence civile à l'égard des étrangers*, 1900, t. I, bl. 363-373.)

Het Verdrag heeft een eind willen stellen aan de moeilijkheden van uitlegging, aan de betwistingen waartoe aanleiding wordt gegeven door de opzoeeking van het vermoedelijk inzicht dat de echtgenooten mogen gehad hebben; de voorgestelde oplossing is redelijk en de Belgische Bestendige Commissie voor internationaal privaatrecht stemde er mede in.

Volgens den tekst van artikel 2, is de landswet van den echtgenoot toepasseljk zonder onderscheid te maken tusschen de roerende en de onroerende goederen; door deze bepaling wordt ingegaan tegen eene zekere strekking der rechtspraak om tot de roerende goederen te beperken, daarbij steunende op de verklaring gegeven van artikel 3, paragraaf 2, van het Burgerlijk Wetboek, de gevolgen van de door partijen gekozen behandeling, inzonderheid ter zake van de onvervreemdbaarheid der bruidschattelijke onroerende goederen.

De tweede alinea van artikel 2 bepaalt, dat de verandering van nationaliteit van de echtgenooten of van één der echtgenooten na het huwelijk, geenerlei invloed zal hebben op de behandeling der goederen. Deze regel dringt zich op; hij is, trouwens, op betrekkelijke wijze vervat in alinea 1 die, waar zij verklaart dat de boedel der echtgenooten wordt beheerd door de landswet van den echtgenooten tijde dat het huwelijk wordt voltrokken, daardoor alleen beslist, dat de nadere veranderingen van nationaliteit zonder gevolg zullen wezen.

B. *Wanneer een huwelijkscontract bestaat.*

Bij artikelen 3, 4, 5 en 6 wordt het geval voorzien, waarin de echtgenooten hun geldelijken toestand door eene huwelijksche overeenkomst hebben geregeld.

ART. 3.

Vooreerst behoort de wet aangewezen, die de noodige bevoegdheid om een huwelijkscontract te sluiten, moet beheeren : naar luid van artikel 3, wordt die bevoegdheid — overeenkomstig het algemeen beginsel — bepaald, voor elken der echtgenooten, door zijne landswet, ten tijde dat het huwelijk voltrokken wordt. De laatste woorden werden bijzonder ingevoerd met het oog op het onderscheid dat mocht worden gemaakt door sommige wet-

gevingen tusschen de bevoegdheid, ten tijde dat het contract wordt gesloten, en de bevoegdheid ten tijde dat het huwelijk voltrokken wordt. 't Is de wet van elken der aanstaande echtgenooten, ten tijde dat het huwelijk voltrokken wordt, die over dat onderscheid zal beslissen.

Zoo de aanstaande echtgenooten onder geen gemeene wetgeving verkeeren, behoort de vrouw, evenzeer als de man, de bevoegdheid te hebben volgens de bepalingen harer landswet.

ART. 4.

De conflicten die ontstaan wegens de onveranderlijkheid der overeenkomsten, gelden bijzonder het huwelijksbestuur.

Het ontwerp van programma, dat op de derde Conferentie van 's-Gravenhage werd voorgelegd, behelsde de volgende bepaling betreffende het recht der echtgenooten om, gedurende het huwelijk, een contract te sluiten, het bestaande contract te wijzigen of te verbreken : « De landswet » van den man maakt uit of de echtgenooten een contract mogen sluiten na » het huwelijk of wel hunne overeenkomsten mogen wijzigen of verbreken » in den loop van het huwelijk. »

Men kon het over dien tekst niet eens worden, vooral, zoo schrijft de heer Lainé, « omdat hij, in eene samengestelde formule, het geval omvatte » waarin het na het huwelijk gesloten contract zou zijn aangegaan tusschen » echtgenooten wier landswet, ten tijde van de voltrekking van het huwelijk, » zulks belette, dan als hunne nieuwe wet, na eene verandering van nationaliteit, het toeliet ». De gemachtigde van Duitschland deed, onder andere, opmerken, dat hij niet aannemen kon dat Deutsche echtgenooten geen nieuw contract zouden kunnen sluiten, alleen doordien zij vroeger van Fransche nationaliteit waren.

De tekst werd gewijzigd en in het ontwerp van programma van 1904 luidde hij aldus : « De echtgenooten mogen, in den loop van het huwelijk, » noch een huwelijkscontract sluiten, noch hunne huwelijksche overeen- » komsten wijzigen of verbreken, tenzij hunne huidige landswet hen daartoe » machtigt. »

Onze Bestendige Commissie van internationaal privaatrecht is tot die formule toegetreden, daarbij echter verklarende dat behoorde bepaald te worden, dat de in het huwelijksbestuur toegebrachte veranderingen op de verbreking der overeenkomsten geen terugwerkende kracht zouden mogen hebben. Eene wijziging werd in dien zin door de Belgische gemachtigden in 1904 voorgesteld.

De 4^e Conferentie van 's-Gravenhage meende niet, haar in een alzoo breedte vorm te mogen aannemen.

Nadat, in eene eerste alinea, wordt bepaald dat de vraag of de overeenkomsten, na de voltrekking van het huwelijk gesloten, al of niet toegelaten zijn, door de landswet der echtgenooten wordt opgelost, verklaart artikel 4

van het Verdrag verder, in eene tweede alinea, dat « de verandering die in » de behandeling der goederen mocht worden toegebracht, geen terug- » werkende kracht mag hebben ten nadeele van de derden. »

Aldus, ofschoon de Conferentie het beginsel der Belgische wijziging aannam, heeft zij de toepassing er van beperkt tot de gevolgen van het contract ten aanzien van derden.

Hare formule schijnt gewettigd.

Heel natuurlijk dat de rechten van derden worden voorbehouden, tegenover nieuwe schikkingen welke, *res inter alios actæ*, hen op onrechtvaardige wijze van hunne panden mochten berooven. Doch, de bevoegdheid om de behandeling der goederen te wijzigen eens aangenomen, dan ziet men niet in welk nadeel de wetgever kan gehouden zijn in het verleden aan de handelende partijen te sparen, dan als hunne handteekening bevestigt dat zij in de veranderingen toestemmen, zoomede in al de gevolgen die er voor haar uit voortvloeien.

ART. 5.

Dit artikel handelt tegelijkertijd over de geldigheid en de gevolgen van het huwelijkscontract : zij zijn beheerd door de landswet van den echtgenoot ten tijde van de voltrekking van het huwelijk, of, indien het werd gesloten in den loop van het huwelijk, door de landswet van de echtgenooten ten tijde van het contract.

Wat de *innerlijke* geldigheid van het contract betreft (het woord innerlijk werd ingevoerd om goed aan te toonen dat in dit artikel spraak is van de grondvoorwaarden van het contract), de bepaling is in haar eerste deel gewettigd door het algemeen beginsel van het overwicht van de landswet van den echtgenoot; het tweede deel is het natuurlijk gevolg van artikel 4.

Ten opzichte van de gevolgen van het contract, hadden de Fransche gemachtigden eene bijzondere bepaling willen zien stellen, wijl daaromtrent een onderscheid dient gemaakt, dat geen betrekking heeft op de geldigheid. Ziehier hoe de heer Lainé dat in zijn belangwekkend verslag uitlegt : « In de Fransche wetgeving, onder de gevolgen van het huwelijkscontract, » zijn er louter wettelijke, wil zeggen die zijn vastgesteld door de wet, » buiten den wil der partijen, en andere, op verre na de talrijkste, die, » integendeel, van den vrijen wil der partijen afhangen. Wat de eerst- » bedoelde betreft, zij wezen dan beheerd door de landswet der echt- » genooten ! Doch, voor de andere, de vrijheid der echtgenooten, in » Frankrijk, is zoodanig, dat zij zich buiten hun eigen landswet kunnen » stellen : indien blijkt, hetzij uit hun uitdrukkelijk verklaarden wil, hetzij » uit hun stilzwijgenden, door de omstandigheden echter gekenden wil, dat » hun wensch was, hunne huwelijksche overeenkomst aan deze of gene » vreemde wet te onderwerpen, zich op die wet te verlaten voor de ontwikkeling der onvolledige bepalingen of voor de verklaring der duistere

» bepalingen van hun contract, dan is het die vreemde wet, en geenszins » hunne landswet, welke de gevolgen van het contract beheeren moet. »

In 1900 konden de Fransche gemachtigden niet bekomen, dat met dat beginsel der vrijheid tegenover de huwelijksche overeenkomsten rekening werd gehouden : de 3^e Conferentie sloot zich aan bij de gedachte, dat het huwelijkscontract volkomen vreemd is aan de uitlegging van den wil der partijen; zij weigerde de inlassching eener bepaling waarbij uitdrukkelijk de bevoegdheid, om eene andere wet in te roepen, werd voorbehouden.

De 4^e Conferentie van 's-Gravenhage toonde zich inschikkelijker; toegevend aan het herhaalde aandringen der Fransche gemachtigden, heeft zij, in eene alinea 2, navolgenden regel neergeschreven : « Dezelfde wet » (landswet van den echtgenoot) beslist of en in hoeverre de echtgenooten » de vrijheid genieten, zich onder eene andere wet te stellen; als zij zich » onder eene andere wet hebben gesteld, is het deze laatste die de gevolgen » van het huwelijkscontract vaststelt. »

Kortom, uit het in zijn geheel beschouwde artikel 5 blijkt, dat de van den wil der echtgenooten onafhankelijke gevolgen, die welke de Fransche gemachtigden louter wettelijke gevolgen noemen, door de landswet der echtgenooten worden beheerd; wat de gevolgen betreft welke van den wil der echtelieden afhangen, deze worden door de bedoelde wet maar beheerd, indien de echtgenooten zelf ze aan geen ander wet hebben onderworpen.

Het zij, trouwens, verstaan, dat door het beheeren van de gevolgen van het contract wordt bedoeld, het gelde dan de landswet of wel eene andere wet, tegelijkertijd het dienen om de twijfelachtige bepalingen op te helderen, en het dienen om de onvolledige bepalingen aan te vullen en de ontbrekende bepalingen in te voeren.

ART. 6.

Dat artikel regelt de uiterlijke voorwaarden, de voorwaarden van vorm, welke noodig zijn om de geldigheid van een huwelijkscontract te verzekeren.

Het Verdrag, overeenkomstig den grondregel *locus regit actum*, laat de toepassing der plaatselijke wet toe, maar het legt ze niet op; het stemt er in toe, dat die voorwaarden van vorm worden in acht genomen, vereischt door de landswet van elken der aanstaande echtgenooten ten tijde dat het huwelijk voltrokken wordt, of ook nog, indien het contract in den loop van het huwelijk werd gesloten, de voorwaarden welke overeenstemmen met de landswet van elken der echtgenooten : voor de meerderheid der Verdragstaten schenen de bezwaren, welke uit de toepassing van de landswet in een vreemd land kunnen volgen, ten opzichte van den vorm der contracten, van te weinig belang, om aan de echtgenooten de vrije keus te ontfangen.

Hebben de handelende partijen de plaatselijke vormen niet nagevolgd en zijn zij van verschillende nationaliteit, zoo vergt het Verdrag dat het contract, wat den vorm betreft, geldig weze volgens de landswet van elken der echtgenooten.

De vraag werd opgeworpen, of in het Verdrag het geval behoorde voorzien te worden, waarin door de landswet der echtgenooten een bepaalde vorm wordt geveerd als voorwaarde van geldigheid.

Het in 1904 voorgelegde ontwerp van programma had op die vraag een bevestigend antwoord gegeven, door de invoering van navolgenden tekst :

« Wanneer de landswet van elken der aanstaande echtgenooten of wel, » indien het contract in den loop van het huwelijk werd gesloten, de landswet » van elken der echtgenooten als hoofdzakelijke voorwaarde vergt, dat het » contract een bepaalden vorm hebbe, mogen de partijen zich van geen » anderen vorm bedienen, zelfs al was deze toegelaten door de wet van de » plaats waar de akte wordt opgemaakt. »

Vóór de Conferentie werden drie zienswijzen verdedigd : volgens de eene, hadde men de bepaling moeten afschaffen, omdat het nut er van hoogst twijfelachtig scheen; volgens de andere, behoorde zij behouden te worden, omdat een wetsconflict te dier zake mogelijk is; ten slotte, een middelstelsel, voorgesteld door de gemachtigden van Frankrijk, beperkte de nietigheid, wil zeggen dat daarbij als nietig werd beschouwd, doch enkel in het land der echtgenooten, het contract dat niet mocht zijn gesloten naar den vorm, vastgesteld door de landswet der handelende partijen.

Deze laatste schikking, volgens welke eene akte nietig is in een land en geldig in een of meer andere landen, scheen weinig wenschelijk ten opzichte van het huwelijkscontract, omdat de huwelijksche overeenkomst geroepen is om menigvuldige en langdurende gevolgen uit te breiden.

Dienvolgens werd door de Conferentie de eenstemmige behandeling aangenomen, daar de door de landswet vereischte bijzondere vorm overal behoort geëerbiedigd te worden.

In het ontwerp van programma moet, opdat de echtgenooten of de aanstaande echtgenooten verplicht wezen een bepaalden vorm aan hun contract te geven, de landswet van *elk hunner* zulks als hoofdzakelijke voorwaarde opleggen; volgens het Verdrag is het voldoende, opdat die verplichting besta, dat *een der* echtgenooten of aanstaande echtgenooten aan zulke landswet onderworpen is. Deze laatste oplossing is ongetwijfeld de beste. Zoo men aanneemt, dat de door sommige wetgevingen aan een bepaalden vorm erkende waarborgen van zoodanig belang zijn, dat die vorm zelfs op vreemd gebied behoort nagekomen, dan is het logisch, dien regel toe te passen zoodra één der aanstaande echtgenooten door zulke wetgeving wordt beheerd.

ART. 7.

Al om het even of de echtgenooten hun geldelijken toestand al dan niet door een contract geregeld hebben, de voorgaande bepalingen zijn van toepassing op al hunne goederen, zoo roerende als onroerende.

Van dat beginsel wordt door artikel 7 afgeweken ten opzichte van onroe-

rende goederen welke, door de wet van het land waar zij gelegen zijn; aan eene bijzondere regeling zijn onderworpen.

Alreeds door de Overeenkomst tot regeling van de voogdij der minderjarigen is de toepassing der plaatselijke wet voorbehouden, in zoover zij eene bijzondere regeling bepaalt voor de onroerende goederen, gelegen binnen het grondgebied waarover haar gezag reikt. Deze, hier overgenomen, oplossing stemt overeen met de Belgische en de Fransche rechtspraak; zij is van volstrekt openbare orde.

ART. 8.

In het ontwerp van programma dat aan de 4^e Conferentie van 's-Gravenhage werd voorgelegd, was, ten aanzien van de voorbehoudingen van openbare orde, eene bepaling opgenomen luidende als volgt :

« Is in iederen Staat voorbehouden, de toepassing van de gebiedende of » verbiedende bepalingen der landswet, welke een recht of een sociaal » belang bekrachtigen of waarborgen en welke uitdrukkelijk op de huwe- » lijksregeling der vreemde echtgenooten toepasselijk zijn verklaard.

» De Verdragstaten verbinden zich om elkander in kennis te stellen met » de wetsbepalingen, waarvoor zij gebruik mochten gemaakt hebben van » de bevoegdheid, door alinea 1 van dit artikel voorbehouden. »

Onze Bestendige Commissie is opgekomen tegen zulke bepaling, waarbij aan iederen Staat wordt opgelegd, uitdrukkelijk de gebiedende of verbiedende regelen te doen kennen, welke een recht of een sociaal belang bekrachtigen of waarborgen en die hij op de huwelijksregeling der vreemde echtgenooten wil toepassen; zij heeft doen opmerken, dat het moeilijk wezen zou, juist al de regelen te voorzien die moesten beschouwd worden als zijnde van volstrekt openbare of van internationale orde. Het was dus beter, zich met eene in algemeene bewoordingen opgevatte voorbehouding tevreden te stellen, en in ieder geval aan de hoven en rechtbanken den last van uitlegging te laten.

De Belgische gemachtigden te 's-Gravenhage stelden, in den zin dier aanmerkingen, de volgende wijziging voor :

« Niettegenstaande de voorgaande artikelen, zullen de vreemde wetten » of de bepalingen van het tusschen de vreemde echtgenooten verleden » contract niet worden toegepast, ingeval hunne toepassing voor gevolg » mocht hebben, inbreuk te doen hetzij op de openbare orde, hetzij op de » beginselen van openbaar recht van het land waar die toepassing moest » geschieden. »

Dat voorstel werd niet aangenomen door de Conferentie, die bovendien elke formule met een algemeen voorbehoud van openbare orde aan kant zette.

Volgens den heer von Hammarskjöld, Zweedschen gemachtigde en voorzitter der commissie die het Verdrag opmaakte, zou het ontwerp betreffende de huwelijkscontracten enkel die conflicten bedoelen, welke zich voordoen ten opzichte van de bepalingen behorende tot het familierecht; maar het spreekt vanzelf dat de echtgenooten door hun huwelijkscontract

geen schikkingen kunnen nemen, die in alle andere overeenkomsten niet mogen voorkomen.

Uit die door den Zweedschen gemachtigde gegeven uitleggingen blijkt dat, naar de meening der commissie, de voorbehoudingen van openbare orde te dier zake hetzelfde belang niet hebben voor de betrekkingen tusschen de echtgenooten als tegenover derden.

De Conferentie stemde in met die zienswijze en zij heeft in het Verdrag enkel in aanmerking genomen de aan de plaatselijke wet verschuldigde voorkeur voor de gevolgen der overeenkomsten tegenover derden, en onder beding van voorafgaande kennisgeving aan al de Verdragstaten.

Bovendien werd die voorkeur tot twee punten beperkt : de bijzondere formaliteiten om de overeenkomsten tegen derden te kunnen inroepen, en de bepalingen welke bestemd zijn om dezen te beschermen in hunne betrekkingen met de vrouwen die handel drijven, eene nijverheid of een winstgevend bedrijf uitoefenen.

Artikel 8 luidt aldus :

« Elke der Verdragstaten behoudt zich voor :

» 1^o bijzondere formaliteiten te vergen voordat de behandeling der goederen tegen de derden kunne ingeroepen worden ;

» 2^o bepalingen toe te passen welke ten doel hebben de derden te beschermen in hunne betrekkingen met eene getrouwde vrouw, die een bedrijf uitoefent op het grondgebied van dien Staat.

» De Verdragstaten verbinden zich tot onderlinge mededeeling van de wetsbepalingen, ingevolge dit artikel toepasselijk. »

Gebruik makende van de haar door dezen tekst toegekende bevoegdheid, zal 's Konings Regeering niet nalaten, in België de toepassing voor te behouden en aan de andere Verdragstaten kennis te geven van de bepalingen der Belgische wetgeving, die onder toepassing van het 1^o en het 2^o van artikel 8 schijnen te vallen, namelijk :

a) Artikel 76, 40^o, van het Burgerlijk Wetboek (artikel II van de wet over de hypotheeken, van 16 December 1851), waarbij wordt bepaald dat in de huwelijksakte moet worden vermeld de datum der huwelijksche overeenkomsten en bekendgemaakt de notaris die deze overeenkomsten zal hebben ontvangen ; zooniet zullen de van het gemeen recht afwijkende bepalingen niet kunnen ingebracht worden tegenover derden, die met een echtgenoot onderhandelingen mochten gesloten hebben zonder de huwelijksche overeenkomsten te kennen.

b) Artikel 1 van de wet van 16 December 1851, luidens welk alle akten inhoudende overdracht of verklaring van zakelijke onroerende rechten — dus met inbegrip, desgevallend, van de huwelijksakten —, niet mogen ingebracht worden tegen de derden, vooraleer zij werden overgeschreven in een daartoe bestemd register.

c) Artikelen 12 en 15 van het Wetboek van koophandel, over de huwelijksche overeenkomsten van kooplieden.

d) Artikelen 9 tot 11 van hetzelfde Wetboek, over de uitoefening van en handelsbedrijf door de vrouw.

III. — *Algemeene bepalingen.*

Tot hiertoe werden de regelen betreffende de gevolgen eener verandering van nationaliteit der echtgenooten voorbehouden. In het Verdrag wordt daaraan een bijzonder artikel gewijd, luidende aldus :

« Indien de echtgenooten, in den loop van het huwelijk, eene nieuwe en » gelijke nationaliteit hebben verkregen, is het hunne nieuwe landswet » die zal worden toegepast in de gevallen bedoeld bij artikelen 1, 4 en 5.
» Zoo, in den loop van het huwelijk, gebeurt dat de echtgenooten dezelfde » nationaliteit niet hebben, zal, voor de toepassing van voormelde artikelen, » de wetgeving die laatstelijk op beiden samen toepasselijk was, als hunne » landswet worden beschouwd. »

Voor de 3^e Conferentie van 's-Gravenhage, hadden verscheidene gemachtigden, onder anderen die van België, van Frankrijk en van Zweden, de meening uitgedrukt dat, ingeval de landswet der echtgenooten, bij de voltrekking van het huwelijk, de onveranderlijkheid der huwelijksche overeenkomsten oplegt, die onveranderlijkheid moet voortduren, zelfs na eene verandering van nationaliteit en onder eene nieuwe wet, die toelaat voor de eerste maal een huwelijkscontract op te maken of wel het alreeds bestaande contract te wijzigen.

De Duitsche en de Deensche gemachtigden hadden eene tegenovergestelde zienswijze verdedigd, waarbij het niet mogelijk was geweest tot overeenstemming te komen.

Voor de 4^e Conferentie, hebben de Belgische, Fransche en Zweedsche gemachtigden, om de toenadering te vergemakkelijken, zich aangesloten bij eene oplossing die het Duitsche stelstel nabij komt. In hunne oogen is dat punt een dergene waaromtrent toegeving mogelijk en dienvolgens wenschelijk is.

Volgens de bepaling, die tegelijkertijd in de persoonlijke en in de huwelijksche betrekkingen geldt, moet de nieuwe, in den loop van het huwelijk verworven landswet toegepast worden in al de gevallen, waarin de landswet der echtgenooten dient om de geschillen te vereffen.

Indien de verandering van nationaliteit maar voor een enkel der echtgenooten geschiedt, wordt de wetgeving die laatstelijk voor beiden gemeen was, als hunne landswet beschouwd.

Herinneren wij nog, ten slotte, dat bij de tweede alinea voor artikel 4 de door derden verkregen rechten worden voorbehouden.

ART. 10.

Dit artikel bepaalt in hoever het Verdrag toepasselijk zal zijn.

Het zal geen toepassing vinden wanneer, naar de voorafgaande artikelen, de wet die zal moeten nagevolgd worden, degene niet zal zijn van een Verdragstaat.

Ziedaar, Mijne Heeren, de algemeene strekking van het Verdrag betreffende de gevolgen van het huwelijk, dat aan uw onderzoek wordt onderworpen.

Al mochten sommige punten geen onvoorwaardelijke instemming verwerven, toch biedt de akte ernstige voordeelen in vergelijking met den bestaanden toestand, daar zij, inzonderheid, een einde stelt aan de geschillen omtrent de behandeling der vreemde echtgenooten die geen contract gesloten hebben.

De Regeering acht het hoogst wenschelijk, dat het internationaal Verdrag over het huwelijk, in België alreeds aangenomen en toegepast, door deze nieuwe regeling worde aangevuld; 't is met vertrouwen, dat zij die regeling aan uwe hooge goedkeuring onderwerpt.

De beide ontwerpen eindigen met eene reeks protocolaire slotbepalingen, die eenige korte uitleggingen vergen.

Wat de bekrachtiging betreft, dan als de op 12 Juni 1902 te 's-Gravenhage gesloten Verdragen bepalen, dat de neerlegging der akten van bekrachtiging geschieden zal « zoodra de meerderheid der Hooge Verdragsluitende Partijen in staat zal zijn om het te doen », wordt bij de nieuwe Verdragen de neerlegging toegestaan « zoodra zes der Hooge Verdragsluitende Partijen in staat zullen zijn om het te doen ». Men heeft moeilijkheden willen vermijden, welke zich met den regel der meerderheid kunnen voordoen.

Ten opzichte van den kring binnen welken de ontworpen Verdragen van kracht zullen zijn, was de vierde Conferentie van 's-Gravenhage van meening dat, om den wille van de steeds toenemende uitbreiding der internationale betrekkingen, niet langer reden bestond om de toepassing der nieuwe overeenkomsten *uitsluitend* tot het Europeesche gebied der Verdragstaten te beperken.

Eene schikking is derhalve in de slotbepalingen der beide diplomatieke akten ingevoerd, ten einde, onder sommige voorwaarden, de toepassing en de werking er van toe te laten in de koloniale bezittingen en de gerechtelijke consulaire omschrijvingen der Verdragstaten.

Het was noodig, te dier zake, aan elke van de ter Conferentie vertegenwoordigde Regeeringen volle vrijheid van beoordeeling te laten. Daarom werd dan navolgend stelsel aangenomen :

Dit Verdrag is rechtens toepasselijk op het Europeesche grondgebied der Verdragstaten.

« Indien een Verdragstaat haar in werking wenscht te stellen binnen »
» zijn grondgebied, zijne bezittingen of koloniën, buiten Europa gelegen, of »
» binnen zijne gerechtelijke consulaire omschrijvingen, zoo zal hij zijn »
» voornemen daartoe mededeelen bij eene akte, die zal berusten in het »
» archief der Nederlandsche Regeering. Deze zal er, langs den diploma- »
» tieken weg, een voor eensluidend gewaarmerkt afschrift van zenden aan »
» elken der Verdragstaten. Het Verdrag zal in werking treden in de betrek- »
» kingen tusschen de Staten, die de mededeeling met eene inwilligende »
» verklaring zullen beantwoorden, en het grondgebied, de bezittingen of »
» koloniën, buiten Europa gelegen, zoomede de gerechtelijke consulaire »
» omschrijvingen, waarvoor de mededeeling zal zijn gedaan.

» De inwilligende verklaring zal eveneens berusten in het archief der
» Nederlandsche Regeering, die er, langs den diplomatieken weg, een voor
» eensluitend gewaarmerkt afschrift zal van zenden aan elken der Ver-
» dragstaten. »

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

J. DAVIGNON.

De Minister van Justitie,

LÉON DE LANTSHEERE.



PROJET DE LOI

approuvant la Convention internationale relative à la procédure civile, conclue à La Haye le 17 juillet 1905.

Léopold II,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Nos Ministres des Affaires Étrangères et de la Justice,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Nos Ministres des Affaires Étrangères et de la Justice sont autorisés à présenter, en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

La Convention relative à la procédure civile conclue à La Haye le 17 juillet 1905 entre la Belgique, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, le Danemark, l'Espagne, la France, l'Italie, le Grand-Duché de Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal, la Roumanie, la Russie, la Suède et la Suisse, sortira son plein et entier effet.

ART. 2.

Par dérogation à l'article 16 de la loi du 25 mars 1876, les jugements d'exequatur visés par l'article 19 de cette

ONTWERP VAN WET

houdende goedkeuring van het op 17 Juli 1905 te 's-Gravenhage gesloten Internationaal Verdrag betreffende de burgerlijke rechtspleging.

Leopold II,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil !

Op voorstel van Onze Ministers van Buitenlandsche Zaken en van Justitie,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Ministers van Buitenlandsche Zaken en van Justitie zijn gemachtigd om, in Onzen naam, aan de Wetgevende Kamers het ontwerp van wet voor te leggen, waarvan de inhoud volgt :

ARTIKEL ÉEN.

Het Verdrag betreffende de burgerlijke rechtspleging, op 17 Juli 1905 te 's-Gravenhage gesloten tusschen België, Duitschland, Oostenrijk-Hongarije, Denemarken, Spanje, Frankrijk, Italië, het Groothertogdom Luxemburg, Noorwegen, Nederland, Portugal, Rumenië, Rusland, Zweden en Zwitserland, zal zijne volle en algeheele kracht hebben.

ART. 2.

Met afwijking van artikel 16 van de wet van 25^{en} Maart 1876, kan tegen de bij artikel 19 van dat Verdrag bedoelde uit-

Convention sont susceptibles d'appel, même quand la somme des frais et dépens est inférieure à 2,500 francs.

voerbaarverklaring beroep worden ingesteld, zelfs als de som der kosten minder dan 2,500 frank bedraagt.

Donné à Laeken, le 29 janvier 1909.

Gegeven te Laeken, den 29 Januari 1909.

LÉOPOLD.

Par le Roi :

Van 's Konings wege :

Le Ministre des Affaires Etrangères,

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

J. DAVIGNON.

Le Ministre de la Justice,

De Minister van Justitie,

LÉON DE LANTSHEERE.

VERDRAG

betreffende de burgerlijke rechtspleging.

ZIJNE MAJESTEIT DE DUITSCHE KEIZER, KONING VAN PRUISEN, NAMENS HET DUITSCHE RIJK; ZIJNE MAJESTEIT DE KEIZER VAN OOSTENRIJK, KONING VAN BOHEMEN, ENZ., ENZ., EN APOSTOLISCH KONING VAN HONGARIJE, VOOR OOSTENRIJK EN VOOR HONGARIJE; ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER BELGEN; ZIJNE MAJESTEIT DE KONING VAN DENEMARKEN; ZIJNE MAJESTEIT DE KONING VAN SPANJE; DE PRESIDENT DER FRANSCH REPUBLIEK; ZIJNE MAJESTEIT DE KONING VAN ITALIË; ZIJNE KONINKLIJKE HOOGHEID DE GROOTHERTOOG VAN LUXEMBURG, HERTOOG VAN NASSAU; ZIJNE MAJESTEIT DE KONING VAN NOORWEGEN; HARE MAJESTEIT DE KONINGIN DER NEDERLANDEN; ZIJNE MAJESTEIT DE KONING VAN PORTUGAL EN DER ALGARVEN, ENZ., ENZ.; ZIJNE MAJESTEIT DE KONING VAN RUMENIË; ZIJNE MAJESTEIT DE KEIZER ALLER RUSSEN; ZIJNE MAJESTEIT DE KONING VAN ZWEDEN EN DE ZWITSERSCHE BONDSRAAD,

Wenschende aan het Verdrag van 14 November 1896 de bij de ervaring ingeziene verbeteringen toe te brengen,

Hebben beslist daartoe een nieuw Verdrag te sluiten en hebben, dienvolgens, tot hunne gevolmachtigden benoemd, te weten :

ZIJNE MAJESTEIT DE DUITSCHE KEIZER, KONING VAN PRUISEN, namens het Deutsche Rijk :

De Heeren VON SCHLOEZER, Hoogstdeszelfs Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister bij Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden, en Doctor Johannes KRIEGER, Hoogstdeszelfs Geheim Gezantschapsraad;

ZIJNE MAJESTEIT DE KEIZER VAN OOSTENRIJK, KONING VAN BOHEMEN, ENZ., ENZ., EN APOSTOLISCH KONING VAN HONGARIJE :

Voor Oostenrijk en voor Hongarije :

Den Heer Graaf Kristoffel VON WYDENBRUCK, Hoogstdeszelfs Geheimraad en Kamerheer, Hoogstdeszelfs Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister bij Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden ;

Voor Oostenrijk :

Den Heer Ridder ROBERT HOLZKNECHT VON HORT, Sectiehoofd aan het Keizerlijk Koninklijk Oostenrijksch Ministerie van Justitie ;

Voor Hongarije :

Den Heer GUSTAAF TÖRY, Staatssecretaris aan het Koninklijk Hongaarsch Ministerie van Justitie;

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER BELGEN :

De Heeren Baron GUILLAUME, Hoogstdeszelfs Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister bij Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden, en A. VAN DEN BULCKE, Hoogstdeszelfs Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister, Algemeen Bestuurder aan het Ministerie van Buitenlandsche Zaken;

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING VAN DANEMARKEN :

Den Heer J. W. VON GREVENKOP CASTENSKJOLD, Hoogstdeszelfs Kamerheer, Hoogstdeszelfs Minister-Resident bij Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden;

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING VAN SPANJE :

Den Heer ARTURO DE BAGUER, Hoogstdeszelfs Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister bij Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden;

DE PRESIDENT DER FRANSCH E REPUBLIEK :

De Heeren DE MONBEL, Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister der Fransche Republiek bij Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden, en LOUIS RENAULT, Hoogstleeraar in het Internationaal Recht aan de Hoogeschool te Parijs, Rechtskundig Raadsman van het Ministerie van Buitenlandsche Zaken;

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING VAN ITALIË :

Den Heer SALVATORE TUGINI, Hoogstdeszelfs Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister bij Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden;

ZIJNE KONINKLIJKE HOOGHEID DE GROOTHERTOG VAN LUXEMBURG, HERTOG VAN NASSAU :

Den Heer GRAAF DE VILLERS, Hoogstdeszelfs Zaakgelastigde te Berlijn;

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING VAN NOORWEGEN :

Den Heer G. HAGERUP, Hoogstdeszelfs Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister bij Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden;

HARE MAJESTEIT DE KONINGIN DER NEDERLANDEN :

De Heeren Jonkheer W. M. VAN WEEDE VAN BERENCAMP, Hoogstderzelver Minister van Buitenlandsche Zaken, J. A. LOEFF, Hoogstderzelver Minister van Justitie, en T. M. C. ASSER, Hoogstderzelver Minister van Staat, Lid van den Raad van State, Voorzitter der Staatscommissie voor Internationaal Privaatrecht, Voorzitter der Conferentiën van Internationaal Privaatrecht;

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING VAN PORTUGAL EN DER ALGARVEN, ENZ., ENZ. ;

Den Heer Graaf DE SELIR, Hoogstdezelfs Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister bij Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden ;

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING VAN RUMENIË :

Den Heer E. MAVROCORDATO, Hoogstdezelfs Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister bij Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden ;

ZIJNE MAJESTEIT DE KEIZER ALLER RUSSEN :

Den Heer N. TCHARYKOW, Hoogstdezelfs Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister bij Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden ;

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING VAN ZWEDEN :

Den Heer Baron FALKENBERG, Hoogstdezelfs Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister bij Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden ;

DE ZWITSERSCHE BONDSRAAD :

Den Heer Gaston CARLIN, Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister van den Zwitserschen Bond bij Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden ;

Die, na elkander hunne in goeden en behoorlijken vorm bevonden volmachten te hebben medegedeeld, omtrent de volgende bepalingen zijn overeengekomen :

I. — MEDEDEELING VAN GERECHTELIJKE EN VAN BUITEN-GERECHTELIJKE AKTEN.

ARTIKEL ÉÉN.

In burgerlijke of handelszaken zullen de beteekeningen van akten, bestemd voor personen die zich in het buitenland bevinden, in de Verdragstaten geschieden op eene vraag van den consul van den aanzoekenden Staat, gericht tot de overheid welke door den aangezochten Staat zal worden aangewezen. De vraag, waarin zijn opgegeven de overheid van welke de overgemaakte akte uitgaat, de naam en de hoedanigheid der partijen, het adres van den bestemming, de aard van de bedoelde akte, moet opgesteld zijn in de taal der aangezochte overheid. Deze overheid zal aan den consul het stuk opzenden, welk bewijst dat de beteekening heeft plaats gehad of waarin het feit is aangewezen waardoor zij werd verhinderd.

Al de moeilijkheden welke ter gelegenheid van de vraag van den consul mochten oprijzen, zullen langs den diplomatieken weg geregeld worden.

Elke Verdragstaat mag verklaren, bij eene tot de andere Verdragstaten gerichte mededeeling, dat hij verlangt dat de vraag om beteekening op zijn grondgebied, opgevend de vermeldingen bepaald in lid 1, hem langs den diplomatieken weg worde gericht.

De voorgaande bepalingen beletten niet, dat twee Verdragstaten zich onderling kunnen verstaan om, tusschen hunne wederzijdsche overheden, rechtstreeksche mededeeling toe te laten.

ART. 2.

De beteekening zal geschieden door de zorgen van de bevoegde overheid van den aangezochten Staat. Die overheid zal zich, buiten de gevallen voorzien in artikel 3, mogen bepalen bij de beteekening door terhandstelling van de akte aan den bestemming, als deze ze vrijwillig aanneemt.

ART. 3.

Zoo de te beteekenen akte opgesteld is, hetzij in de taal der aangezochte overheid, hetzij in de taal waaromtrent door de beide belanghebbende Staten is overeengekomen, of zoo zij vergezeld gaat van eene overzetting in eene van die talen, zal de aangezochte overheid, waar zulks van haar in de vraag mocht worden verlangd, de akte doen beteekenen in den vorm, door hare landswetten voorgeschreven voor de uitvoering van dergelijke beteekeningen, of wel in een bijzonderen vorm, mits die met de bedoelde wetten niet in tegenstrijd zij. Zoo zulks niet wordt verlangd, zal de aangezochte overheid vooreerst trachten de terhandstelling te doen zooals in artikel 2 is aangewezen.

Behalve in geval van andersluidende overeenkomst, zal de in het voorafgaand lid voorziene vertaling voor getrouw gewaarmerkt worden door den diplomatieken of consulairen vertegenwoordiger van den aanzoekenden Staat, of wel door een beëdigden vertaler van den aangezochten Staat.

ART. 4.

De uitvoering van de bij artikelen 1, 2 en 3 voorziene beteekening zal enkel dan mogen geweigerd worden, als de Staat op wiens grondgebied zij zou moeten gedaan worden, oordeelt dat zij van aard is om op zijne soevereiniteit of op zijne veiligheid inbreuk te maken.

ART. 5.

Het bewijs der beteekening zal worden geleverd hetzij door middel van een gedagteekend en gewettigd ontvangbewijs van den bestemming, hetzij door middel van eene verklaring van de overheid van den aangezochten Staat, vaststellende het feit, den vorm en den dag der beteekening.

Zoo de te beteekenen akte in tweevoud werd overgemaakt, moet het ontvangbewijs of de verklaring op een van de exemplaren gesteld of wel er bijgevoegd zijn.

ART. 6.

Door de bepalingen der voorgaande artikelen wordt geene inbreuk gemaakt:

1^o Op de bevoegdheid om rechtstreeks over de post akten toe te zenden aan de belanghebbenden, die zich in het buitenland bevinden ;

2^o Op de bevoegdheid der belanghebbenden om beteekeningen recht-

streeks te doen geschieden door de zorgen der deurwaarders of der bevoegde ambtenaars in het land van bestemming;

3^o Op de bevoegdheid van elken Staat om de beteekeningen, welke moeten gedaan worden aan personen die zich in het buitenland bevinden, rechtstreeks te doen geschieden door de zorgen zijner diplomatieke of consulaire vertegenwoordigers.

In elk dezer gevallen, bestaat de voorbehouden bevoegdheid alleen in zooverre tusschen de betrokken Staten getroffen overeenkomsten haar erkennen of, bij gemis van overeenkomsten, in zooverre de Staat op wiens grondgebied de beteekening moet gedaan worden, er zich niet tegen verzet. Die Staat zal er zich niet tegen kunnen verzetten wanneer, in het geval van lid 1, nummer 3, de akte zonder rechtsdwang moet beteekend worden aan een onderhoorige van den aanzoekenden Staat.

ART. 7.

De beteekeningen zullen geen aanleiding kunnen geven tot terugbetaling van rechten of van kosten, van welken aard ook.

Edoch, behalve in geval van andersluidende schikking, zal de aangezochte Staat het recht hebben, van den aanzoekenden Staat de terugbetaling te vergen van de kosten, veroorzaakt door de tussenkomst van een deurwaarder of door de aanwending van een bijzonderen vorm, in de gevallen van artikel 3.

II. — VOLMACHTEN BIJ AANVRAAG.

ART. 8.

In burgerlijke of handelszaken, zal de rechterlijke overheid van een Verdragstaat zich, overeenkomstig de bepalingen van diens wetgeving, door middel eener volmacht bij aanvraag kunnen wenden tot de bevoegde overheid van een anderen Verdragstaat, met verzoek om, binnen haar rechtsgebied, hetzij eene handeling van onderzoek, hetzij andere rechterlijke handelingen te verrichten.

ART. 9.

De volmachten bij aanvraag zullen door den consul van den aanzoekenden Staat worden overgemaakt aan de overheid, die door den aangezochten Staat zal worden aangewezen. Deze overheid zal aan den consul het stuk overzenden, waarbij de uitvoering van de volmacht bij aanvraag wordt vastgesteld of waarin het feit, welk de uitvoering heeft verhinderd, is opgegeven.

Al de moeilijkheden welke ter gelegenheid dier overmaking mochten oprijzen, zullen langs den diplomatieken weg worden geregeld.

Elke Verdragstaat mag verklaren, bij eene tot de andere Verdragstaten gerichte mededeeling, dat hij verlangt dat de op zijn grondgebied uit te voeren volmachten bij aanvraag, hem langs den diplomatieken weg worden overgemaakt.

De voorgaande bepalingen beletten niet, dat twee Verdragstaten zich

onderling kunnen verstaan, om tusschen hunne wederzijdsche overheden rechtstreeksche overmaking der volmachten bij aanvraag toe te laten.

Art. 10.

Behalve in geval van andersluidende schikking, moet de volmacht bij aanvraag opgesteld zijn, hetzij in de taal der aangezochte overheid, hetzij in de taal waaromtrent door de beide belanghebbende Staten is overeengekomen; zooniet moet zij vergezeld gaan van eene overzetting, geleverd in eene dier talen en voor getrouw gewaarmerkt door een diplomatieken of consulairen vertegenwoordiger van den aanzoekenden Staat, of wel door een beëdigden vertaler van den aangezochten Staat.

Art. 11.

De rechterlijke overheid tot welke de volmacht bij aanvraag is gericht, zal verplicht zijn er gevolg aan te geven met aanwending van dezelfde dwangmiddelen als voor de uitvoering van eene volmacht bij aanvraag, uitgaande van de overheden van den aangezochten Staat, of van eenen daartoe door eene belanghebbende partij ingestelden eisch. Die dwangmiddelen worden niet noodzakelijk gebruikt, indien het de verschijning van betrokken partijen geldt.

De aanzoekende overheid zal, indien zij het vraagt, ingelicht worden omtrent den dag waarop en de plaats waar tot den gevorderden maatregel zal worden overgegaan, opdat de belanghebbende partij er kunne bij aanwezig zijn.

De uitvoering van de volmacht bij aanvraag zal maar kunnen geweigerd worden :

- 1^o indien de echtheid van het stuk niet vaststaat ;
- 2^o indien, in den aangezochten Staat, de uitvoering van de volmacht bij aanvraag niet behoort tot de bevoegdheid der rechtsmacht ;
- 3^o indien de Staat op wiens grondgebied de uitvoering zou moeten geschieden, oordeelt dat zij van aard is om op zijne souvereiniteit of op zijne veiligheid inbreuk te maken.

Art. 12.

In geval van onbevoegdheid der aangezochte overheid, zal de volmacht bij aanvraag ambtshalve overgedragen worden aan de bevoegde rechterlijke overheid van denzelfden Staat, naar de regelen gesteld door zijne wetgeving.

Art. 13.

In al de gevallen waarin de volmacht bij aanvraag niet wordt uitgevoerd door de aangezochte overheid, zal deze daarvan onverwijld kennis geven aan de aanzoekende overheid, met vermelding, in het geval bedoeld bij artikel 11, van de redenen waarvoor de uitvoering der volmacht bij aanvraag werd geweigerd en, in het geval voorzien bij artikel 12, van de overheid waaraan de volmacht is overgedragen.

ART. 14.

De rechterlijke overheid die aan eene volmacht bij aanvraag uitvoering geeft, zal daarbij, wat de vormen betreft, hare landswetten toepassen.

Intusschen zal voldaan worden aan het verzoek der overheid, van welke de volmacht bij aanvraag is uitgegaan, om deze met inachtneming van een bepaalden vorm te behandelen, mits die vorm niet in tegenstrijd zij met de wetgeving van den aangezochten Staat.

ART. 15.

De bepalingen van de voorgaande artikelen nemen de bevoegdheid niet weg, voor iederen Staat, om de volmachten bij aanvraag rechtstreeks te doen uitvoeren door zijne diplomatieke of consulaire vertegenwoordigers, indien overeenkomsten, tusschen de belanghebbende Staten getroffen, zulks toelaten of indien de Staat op wiens grondgebied de volmacht bij aanvraag moet uitgevoerd worden, zich daartegen niet verzet.

ART. 16.

De uitvoering der volmachten bij aanvraag zal geen aanleiding kunnen geven tot terugbetaling van rechten of van kosten, van welken aard ook.

Edoch, behalve in geval van andersluidende schikking, zal de aangezochte Staat het recht hebben, van den aanzockenden Staat de terugbetaling te vergen van de vergoedingen, aan de getuigen of aan de deskundigen betaald, alsmede van de kosten, veroorzaakt door de tusschenkomst van een deurwaarder, waar deze tusschenkomst noodig was omdat de getuigen niet vrijwillig zijn verschenen, of van de kosten waartoe desgevallend wordt aanleiding gegeven door de toepassing van artikel 14, lid 2.

III. — BORG VAN HET GEWIJSDE.

ART. 17.

Geene zekerheidstelling of storting, onder welke benaming ook, zal op grond, hetzij van hunne hoedanigheid van vreemdelingen, hetzij van gemis van woonplaats of verblijfplaats in het land, kunnen worden opgelegd aan de inlanders van een der Verdragstaten, die in een der Staten hunne woonplaats hebben, wanneer zij als eischers of als tusschenkomende partijen vóór de rechtbanken van een anderen der Staten zullen optreden.

Dezelfde regel wordt toegepast op de belegging, die van de eischers of de tusschenkomende partijen mocht worden gevergd om de rechtskosten te waarborgen.

De overeenkomsten waarbij de Verdragstaten voor hunne onderhoorigen de vrijstelling van den borg van het gewijsde of van de belegging der rechtskosten zonder voorwaarde van woonplaats mochten bepaald hebben, zullen toepasselijk blijven.

ART. 18.

De veroordeelingen in de kosten van het geding, in een der Verdragstaten uitgesproken tegen den eischer of de tusschenkomende partij, die, hetzij krachtens artikel 17, lid 1 en 2, hetzij krachtens de wet van den Staat binnen wiens gebied het geding is aangelegd, vrijgesteld is van de zekerheidstelling, de storting of de belegging, zullen, op eene vraag gedaan langs den diplomatieken weg, in elken der andere Verdragstaten door de bevoegde overheid kosteloos uitvoerbaar worden verklaard.

Dezelfde regel is toepasselijk op de gerechtelijke beslissingen, waarbij het bedrag van de kosten van het geding nader wordt vastgesteld.

De voorgaande bepalingen beletten niet dat twee Verdragstaten zich onderling kunnen verstaan, om toe te laten dat de vraag om uitvoerbaarverklaring ook rechtstreeks door de belanghebbende partij worde gedaan.

ART. 19.

De beslissingen omtrent de kosten zullen uitvoerbaar verklaard worden zonder de partijen te aanhooren, doch behoudens nader verhaal van de veroordeelde partij, overeenkomstig de wetgeving van het land waar de uitvoering wordt vervolgd.

De overheid, bevoegd om uitspraak te doen over de vraag om uitvoerbaarverklaring, zal zich bepalen tot het onderzoek :

1^o Of, ingevolge de wet van het land waar de veroordeeling is uitgesproken, de uitvaardiging van de uitspraak de vereischte voorwaarden van echtheid bezit ;

2^o Of, ingevolge dezelfde wet, de uitspraak in kracht van gewijsde in gegaan ;

3^o Of het verordenend gedeelte der uitspraak is opgesteld, hetzij in de taal der aangezochte overheid, hetzij in de taal waaromtrent door de beide belanghebbende Staten is overeengekomen, zooniet of het vergezeld gaat van eene overzetting, geleverd in eene der talen en, behalve in geval van andersluidende schikking, voor getrouw gewaarmerkt door een diplomatieken of consulairen vertegenwoordiger van den aanzoekenden Staat, of wel door een beëdigden vertaler van den aangezochten Staat.

Om te voldoen aan de voorwaarden gesteld bij lid 2, nummers 1 en 2, volstaat eene verklaring van de bevoegde overheid van den aanzoekenden Staat, waarbij wordt vastgesteld dat de uitspraak in kracht van gewijsde is gegaan. De bevoegdheid dier overheid zal, behalve in geval van andersluidende schikking, gewaarmerkt worden door den hoogsten ambtenaar, voor de rechtsbedeeling aangesteld in den aanzoekenden Staat. De verklaring en de waarmerking waarvan komt spraak te zijn, moeten worden opgesteld of vertaald naar den regel aangewezen in lid 2, nummer 3.

IV. — KOSTELOOZE RECHTSBIJSTAND.

ART. 20.

De onderhoorigen van elken der Verdragstaten zullen in al de andere Verdragstaten tot het voorrecht van kostelozen rechtsbijstand worden toegelaten, evenals de inlanders zelfven, mits zij zich gedragen naar de wetgeving van den Staat, waar de kosteloze rechtsbijstand wordt verlangd.

ART. 21.

In alle gevallen moet het bewijs van onvermogen worden afgegeven door, of de verklaring worden afgelegd vóór de overheden van de gewone verblijfplaats van den vreemdeling, of, bij gemis van die overheden, door degene zijner werkelijke verblijfplaats. Ingeval laatstbedoelde overheden niet mochten behooren tot een Verdragstaat en zulke bewijzen niet mochten afgeven of wel zulke verklaringen niet mochten afnemen, volstaat een bewijs afgegeven door, of wel eene verklaring afgelegd vóór een diplomatieken of consulairen vertegenwoordiger van het land, waartoe de vreemdeling behoort.

Indien de verzoeker geen verblijf houdt in het land waar het verzoek wordt gedaan, zal het bewijs of de verklaring van onvermogen kosteloos worden gewettigd door een diplomatieken of consulairen vertegenwoordiger van het land, waar het stuk moet worden voorgelegd.

ART. 22.

De overheid, bevoegd om het bewijs van onvermogen af te geven of om de verklaring van onvermogen af te nemen, zal bij de overheid der andere Verdragstaten inlichtingen kunnen inwinnen omtrent den vermogenstoestand van den verzoeker.

De overheid die op de aanvraag om kostelozen rechtsbijstand zal hebben te beschikken, heeft, binnen de grenzen harer bevoegdheid, het recht om de waarde der haar medegedeelde bewijzen, verklaringen en inlichtingen te toetsen.

ART. 23.

Indien het voorrecht van kostelozen rechtsbijstand aan den onderhoorige van een der Verdragstaten werd toegestaan, zullen de beteekeningen betreffende hetzelfde geding, welke in een anderen dier Staten mochten te doen zijn, enkel kunnen aanleiding geven tot terugbetaling, door den aanzoekenden aan den aangezochten Staat, van de kosten veroorzaakt door aanwending van een bijzonderen vorm, krachtens artikel 3.

In hetzelfde geval, zal de uitvoering van volmachten bij aanvraag enkel aanleiding geven tot terugbetaling, door den aanzoekenden aan den aangezochten Staat, van de aan de getuigen of de deskundigen betaalde vergoedingen, zoomede van de kosten benodigd, desgevallend, door de toepassing van artikel 14, lid 2.

V. — LIJFSDWANG.

ART. 24.

Lijfswang, hetzij als middel van uitvoering, hetzij als middel tot bewaring van rechten, zal in burgerlijke of handelszaken niet kunnen worden toegepast op de vreemdelingen behoorende tot een van de Verdragstaten, in de gevallen waarin tegen de onderhoorigen van het land geen lijfswang mocht toegelaten zijn. Een feit dat door een metterwoon in het land gevestigden onderhoorige kan ingeroepen worden, om opheffing van het dwangbevel te bekomen, moet dezelfde uitwerking hebben ten bate van den onderhoorige van een Verdragstaat, zelfs zoo dat feit zich in het buitenland heeft voorgedaan.

VI. — SLOTBEPALINGEN.

ART. 25.

Dit Verdrag zal bekrachtigd worden en de akten van bekrachtiging er van zullen neergelegd worden te 's-Gravenhage, zoodra zes der Hooge Verdragsluitende Partijen in staat zullen zijn om het te doen.

Van elke neerlegging van akten van bekrachtiging zal een proces-verbaal worden opgemaakt, waarvan een voor eensluidend gewaarmerkt afschrift langs den diplomatieken weg aan elken der Verdragstaten zal worden uitgereikt.

ART. 26.

Dit Verdrag is rechtens toepasselijk op het Europeesche grondgebied der Verdragstaten.

Indien een Verdragstaat het in werking wenscht te stellen binnen zijn grondgebied, zijne bezittingen of koloniën, buiten Europa gelegen, of binnen zijne gerechtelijke consulaire omschrijvingen, zoo zal hij zijn voornemen daartoe mededeelen bij eene akte, die zal berusten in het archief der Nederlandsche Regeering. Deze zal er, langs den diplomatieken weg, een voor eensluidend gewaarmerkt afschrift van zenden aan elken der Verdragstaten. Het Verdrag zal in werking treden in de betrekkingen tusschen de Staten, die de mededeeling met eene inwilligende verklaring zullen beantwoorden, en het grondgebied, de bezittingen of koloniën, buiten Europa gelegen, zoodmede de gerechtelijke consulaire omschrijvingen, waarvoor de mededeeling zal zijn gedaan. De inwilligende verklaring zal eveneens berusten in het archief der Nederlandsche Regeering, die er, langs den diplomatieken weg, een voor eensluidend gewaarmerkt afschrift zal van zenden aan elken der Verdragstaten.

ART. 27.

De op de vierde Conferentie van internationaal privaatrecht vertegenwoordigde Staten kunnen dit Verdrag onderteekenen, tot de akten van bekrachtiging worden neergelegd zooals is voorzien bij artikel 25, lid 1.

Na die neerlegging, zullen zij nog steeds kunnen toetreden, zonder meer. De Staat die wenscht toe te treden, geeft kennis van zijn voornemen bij eene akte, die zal berusten in het archief der Nederlandsche Regeering. Deze zal er, langs den diplomatieken weg, een voor eensluidend gewaarmerkt afschrift van zenden aan elken der Verdragstaten.

ART. 28.

Dit Verdrag vervangt het Verdrag van internationaal privaatrecht, van 14 November 1896, en het Toegevoegd Protocol van 22 Mei 1897.

Het zal in werking treden den zestigsten dag te rekenen van den datum waarop al de Staten, welke het Verdrag van 14 November 1896 hebben onderteeekend of welke tot die akte zijn toegetreden, hunne akten van bekrachtiging van het tegenwoordig Verdrag zullen neergelegd hebben, en uiterlijk den 27 April 1909.

In het geval bedoeld bij artikel 26, lid 2, zal het in werking treden vier maanden na den datum der inwilligende verklaring en, in het geval voorzien bij artikel 27, lid 2, den zestigsten dag na den datum van de kennisgeving der toetredingen.

Het is verstaan dat de mededeelingen, voorzien bij artikel 26, lid 2, enkel zullen mogen geschieden nadat dit Verdrag in werking zal zijn gesteld, overeenkomstig lid 2 van het tegenwoordig artikel.

ART. 29.

Dit Verdrag zal 5 jaren in stand blijven, te rekenen van den dag die in artikel 28, lid 2, voor zijne inwerkingstelling is bepaald.

De gestelde termijn zal op dien dag beginnen te loopen, zelfs ten aanzien van de Staten die de neerlegging zullen gedaan hebben na dien dag of die nader zullen toegetreden zijn, en ook wat betreft de inwilligende verklaringen, gedaan ingevolge artikel 26, lid 2.

Het Verdrag zal, zonder opzegging, van vijf jaren tot vijf jaren stilzwijgend worden verlengd.

De opzegging zal, ten minste zes maanden vóór het verstrijken van den termijn, bedoeld in lid 2 en 3, moeten bekendgemaakt worden aan de Nederlandsche Regeering, die er kennis zal van geven aan al de andere Staten.

De opzegging kan toepasselijk zijn alleen op het grondgebied, de bezittingen of koloniën, buiten Europa gelegen, of ook op de gerechtelijke consulaire omschrijvingen, bedoeld in eene mededeeling, gedaan ingevolge artikel 26, lid 2.

De opzegging zal alleen gevolg hebben voor zooveel betreft den Staat, die haar zal hebben bekendgemaakt. Voor de andere Verdragstaten blijft het Verdrag van kracht.

Ten blijke waarvan de wederzijdsche gevolmachtigden dit Verdrag hebben onderteeekend en van hun zegel voorzien.

Gedaan te 's-Gravenhage, den 17 Juli Negentienhonderd Vijf, in een enkel exemplaar, dat zal berusten in het archief der Nederlandsche Regeering en waarvan een voor eensluidend gewaarmerkt afschrift langs den diplomatieken weg zal worden uitgereikt aan elken der Staten, die waren vertegenwoordigd op de vierde Conferentie van Internationaal Privaatrecht.

Voor Duitschland :

(L. S.) von SCHLOEZER.
KRIEGE.

Voor Oostenrijk en voor Hongarije :

(L. S.) C.-A. WYDENBRUCK, Minister van Oostenrijk-Hongarije.

Voor Oostenrijk :

(L. S.) HOLZKNECHT, Sectiehoofd aan het Keizerlijk Koninklijk Oostenrijksch Ministerie van Justitie.

Voor Hongarije :

(L. S.) TORY, Staatssecretaris aan het Koninklijk Hongaarsch Ministerie van Justitie.

Voor België :

(L. S.) GUILLAUME.
(L. S.) ALFRED VAN DEN BULCKE.

Voor Denemarken :

(L. S.) W. GREVENKOP CASTENSKJOLD.

Voor Spanje :

(L. S.) A. DE BAGUER.

Voor Frankrijk :

(L. S.) MONBEL.
(L. S.) L. RENAULT.

Voor Italië :

(L. S.) TUGINI.

Voor Luxemburg :

(L. S.) Comte DE VILLERS.

Voor Noorwegen :

(L. S.) F. HAGERUP.

Voor Nederland :

(L. S.) W. M. DE WEEDE.
(L. S.) J. A. LOEFF.
(L. S.) T. M.-C. ASSER.

Voor Portugal :

(L. S.) CONDE DE SELIR.

Voor Rumenië :

(L. S.) EDG. MAVROCORDATO.

Voor Rusland :

(L. S.) N. TCHARYKOW.

Voor Zweden :

(L. S.) G. FALKENBERG.

Voor Zwitserland :

(L. S.) CARLIN.

(38)

PROJET DE LOI

approuvant la Convention internationale conclue à La Haye le 17 juillet 1905, concernant les conflits de lois relatifs aux effets du mariage sur les droits et les devoirs des époux dans leurs rapports personnels et sur les biens des époux.

Léopold II,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Nos Ministres des Affaires Étrangères et de la Justice,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Nos Ministres des Affaires Étrangères et de la Justice sont autorisés à présenter en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

La Convention concernant les conflits de lois relatifs aux effets du mariage sur les droits et les devoirs des époux dans leurs rapports personnels et sur les biens des époux, conclue à La Haye, le 17 juillet 1905, entre la Belgique, l'Allemagne, la France, l'Italie, les Pays-Bas, le Por-

ONTWERP VAN WET

houdende goedkeuring van het op 17 Juli 1905 te 's-Gravenhage gesloten Internationaal Verdrag betreffende de wetsconflicten met betrekking tot de gevolgen van het huwelijk ten opzichte van de rechten en verplichtingen der echtgenooten in hunne persoonlijke betrekkingen en ten opzichte van hunne goederen.

Leopold II,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onze Ministers van Buitenlandsche Zaken en van Justitie,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Ministers van Buitenlandsche Zaken en van Justitie zijn gemachtigd om, in Onzen naam, aan de Wetgevende Kamers het ontwerp van wet voor te leggen, waarvan de inhoud volgt :

EENIG ARTIKEL.

Het Verdrag betreffende de wetsconflicten met betrekking tot de gevolgen van het huwelijk ten opzichte van de rechten en verplichtingen der echtgenooten in hunne persoonlijke betrekkingen en ten opzichte van hunne goederen, op 17 Juli 1905 te 's-Gravenhage gesloten

tugal, la Roumanie et la Suède, sortira
son plein et entier effet.

Donné à Laeken, le 29 janvier 1909.

tusschen België, Duitschland, Fran-
krijk, Italië, Nederland, Portugal, Ru-
menië en Zweden, zal zijne volle en
algeheele kracht hebben.

Gegeven te Laeken, den 29 Januari 1909.

LÉOPOLD.

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires Étrangères,

Van 's Konings wege :

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

DAVIGNON.

Le Ministre de la Justice,

De Minister van Justitie,

LÉON DE LANTSHEERE.



VERDRAG

betreffende de wetsconflicten met betrekking tot de gevolgen van het huwelijk ten opzichte van de rechten en verplichtingen der echtgenooten in hunne persoonlijke betrekkingen en ten opzichte van hunne goederen.

ZIJNE MAJESTEIT DE DUITSCHE KEIZER, KONING VAN PRUISEN, NAMENS HET DUITSCHE RIJK; ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER BELGEN; DE PRESIDENT DER FRANSCHIE REPUBLIEK; ZIJNE MAJESTEIT DE KONING VAN ITALIË; HARE MAJESTEIT DE KONINGIN DER NEDERLANDEN; ZIJNE MAJESTEIT DE KONING VAN PORTUGAL EN DER ALGARVEN, ENZ., ENZ.; ZIJNE MAJESTEIT DE KONING VAN RUMENIË EN ZIJNE MAJESTEIT DE KONING VAN ZWEDEN:

Wenschende gemeenschappelijke bepalingen te stellen betreffende de gevolgen van het huwelijk ten opzichte van de rechten en verplichtingen der echtgenooten in hunne persoonlijke betrekkingen en ten opzichte van hunne goederen,

Hebben beslist daartoe een Verdrag te sluiten en hebben, dienvolgens, tot hunne gevolmachtigden benoemd, te weten:

ZIJNE MAJESTEIT DE DUITSCHE KEIZER, KONING VAN PRUISEN, namens het Duitsche Rijk:

De Heeren VON SCHLÖZER, Hoogstdezelfs Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister bij Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden, en Doctor JOHANNES KRIEGE, Hoogstdezelfs Geheim Gezantschapsraad;

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER BELGEN:

De Heeren Baron GUILLAUME, Hoogstdezelfs Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister bij Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden, en A. VAN DEN BULCKE, Hoogstdezelfs Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister, Algemeen Bestuurder aan het Ministerie van Buitenlandsche Zaken;

DE PRESIDENT DER FRANSCHIE REPUBLIEK:

De Heeren DE MONBEL, Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister der Fransche Republiek bij Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden, en LOUIS RENAULT, Hoogleeraar in het Internationaal Recht aan de Hoogeschool te Parijs, Rechtskundig Raadsman van het Ministerie van Buitenlandsche Zaken;

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING VAN ITALIË :

Den Heer SALVATORE TUGINI, Hoogstdeszelfs Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister bij Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden ;

HARE MAJESTEIT DE KONINGIN DER NEDERLANDEN :

De Heeren Jonkheer W. M. VAN WEEDE VAN BERENCAMP, Hoogstderzelver Minister van Buitenlandsche Zaken, J. A. LOEFF, Hoogstderzelver Minister van Justitie, en T. M. C. ASSER, Minister van Staat, Lid van den Raad van State, Voorzitter der Staatscommissie voor Internationaal Privaatrecht, Voorzitter der Conferentiën van Internationaal Privaatrecht ;

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING VAN PORTUGAL EN DER ALGARVEN, ENZ., ENZ. :

Den Heer Graaf DE SELIR, Hoogstdeszelfs Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister bij Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden ;

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING VAN RUMENIË :

Den Heer E. MAVROCORDATO, Hoogstdeszelfs Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister bij Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden ;

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING VAN ZWEDEN :

Den Heer Baron FALKENBERG, Hoogstdeszelfs Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister bij Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden,

Die, na elkander hunne in goeden en behoorlijken vorm bevonden volmachten te hebben medegedeeld, omtrent de volgende bepalingen zijn overeengekomen :

**I. — DE RECHTEN EN VERPLICHTINGEN DER ECHTGENOOTEN
IN HUNNE PERSOONLIJKE BETREKKINGEN.****ARTIKEL 1.**

De rechten en verplichtingen der echtgenooten in hunne persoonlijke betrekkingen worden door hunne landswet beheerd.

Die rechten en verplichtingen kunnen, echter, maar bekrachtigd worden door de middelen welke insgelijks zijn toegelaten door de wet van het land, waar de bekrachtiging wordt aangevraagd.

II. — DE GOEDEREN DER ECHTGENOOTEN.**ART. 2.**

Bij gemis van contract, worden de gevolgen van het huwelijk ten opzichte van de goederen der echtgenooten, zóo de onroerende als de roerende, beheerd door de landswet van den man ten tijde dat het huwelijk wordt voltrokken.

De verandering van nationaliteit van de echtgenooten of van een hunner zal geen invloed hebben op de behandeling der goederen.

ART. 3.

De bevoegdheid van elken der aanstaande echtgenooten tot het sluiten van een huwelijkscontract wordt bepaald door zijne landswet ten tijde dat het huwelijk wordt voltrokken.

ART. 4.

De landswet der echtgenooten beslist of zij, in den loop van het huwelijk, hetzij een huwelijkscontract mogen opmaken, hetzij hunne huwelijksche overeenkomsten mogen verbreken of wijzigen.

De verandering die in de behandeling der goederen mocht worden toegebracht, mag geen terugwerkende kracht hebben ten nadeele van de derden.

ART. 5.

De innerlijke geldigheid van een huwelijkscontract en de gevolgen er van zijn beheerd door de landswet van den man ten tijde van de voltrekking van het huwelijk, of, indien het werd gesloten in den loop van het huwelijk, door de landswet van de echtgenooten ten tijde van het contract.

Dezelfde wet beslist of en in hoeverre de echtgenooten de vrijheid genieten, zich onder eene andere wet te stellen; als zij zich onder eene andere wet hebben gesteld, is het deze laatste die de gevolgen van het huwelijkscontract vaststelt.

ART. 6.

Het huwelijkscontract is geldig, wat den vorm betreft, zoo het gesloten werd hetzij overeenkomstig de wet van het land waar het werd aangegaan, hetzij overeenkomstig de landswet van elken der aanstaande echtgenooten ten tijde van de voltrekking van het huwelijk, of nog, zoo het gesloten werd in den loop van het huwelijk, overeenkomstig de landswet van elken der echtgenooten.

Wanneer de landswet van een der aanstaande echtgenooten of, indien het contract is gesloten in den loop van het huwelijk, de landswet van een der echtgenooten als voorwaarde van geldigheid vergt dat het contract, zelfs indien het in den vreemde is gesloten, een bepaalden vorm moet hebben, behoeven hare bepalingen te worden nageleefd.

ART. 7.

De bepalingen van dit Verdrag zijn niet toepasselijk op onroerende goederen welke, door de wet van het land waar zij gelegen zijn, aan eene bijzondere regeling zijn onderworpen.

ART. 8.

Elke der Verdragstaten behoudt zich voor :

1^o Bijzondere formaliteiten te vergen, voordat de behandeling der goederen tegen de derden kunne ingeroepen worden ;

2^o Bepalingen toe te passen, welke ten doel hebben de derden te beschermen in hunne betrekkingen met eene getrouwde vrouw, die een bedrijf uitoefent op het grondgebied van dien Staat.

De Verdragstaten verbinden zich tot onderlinge mededeeling van de wetsbepalingen, ingevolge dit artikel toepasselijk.

III. — ALGEMEENE BEPALINGEN.

ART. 9.

Indien de echtgenooten, in den loop van het huwelijk, eene nieuwe en gelijke nationaliteit hebben verkregen, is het hunne nieuwe landswet die zal worden toegepast, in de gevallen bedoeld bij artikelen 1, 4 en 5.

Zoo, in den loop van het huwelijk, gebeurt dat de echtgenooten dezelfde nationaliteit niet hebben, zal, voor de toepassing van voormelde artikelen, de wetgeving die laatstelijk op beiden samen toepasselijk was, als hunne landswet worden beschouwd.

ART. 10.

Dit Verdrag zal niet toepasselijk zijn wanneer, naar de voorafgaande artikelen, de wet die zou moeten toegepast worden, degene niet mocht zijn van een Verdragstaat.

IV. — SLOTBEPALINGEN.

ART. 11.

Dit Verdrag zal bekrachtigd worden en de akten van bekrachtiging er van zullen neergelegd worden te 's-Gravenhage, zoodra zes der Hooge Verdragsluitende Partijen in staat zullen zijn om het te doen.

Van elke neerlegging van akten van bekrachtiging zal een proces-verbaal worden opgemaakt, waarvan een voor eensluidend gewaarmerkt afschrift langs den diplomatieken weg aan elken der Verdragstaten zal worden uitgereikt.

ART. 12.

Dit Verdrag is rechtens toepasselijk op het Europeesche grondgebied der Verdragstaten.

Indien een Verdragstaat haar in werking wenscht te stellen binnen zijn grondgebied, zijne bezittingen of koloniën, buiten Europa gelegen, of binnen zijne gerechtelijke consulaire omschrijvingen, zoo zal hij zijn voornemen

daartoe mededeelen bij eene akte, die zal berusten in het archief der Nederlandsche Regeering. Deze zal er, langs den diplomatieken weg, een voor eensluidend gewaarmerkt afschrift van zenden aan elken der Verdragstaten. Het Verdrag zal in werking treden in de betrekkingen tusschen de Staten, die de mededeeling met eene inwilligende verklaring zullen beantwoorden, en het grondgebied, de bezittingen of koloniën, buiten Europa gelegen, zoomede de gerechtelijke consulaire omschrijvingen, waarvoor de mededeeling zal zijn gedaan. De inwilligende verklaring zal eveneens berusten in het archief der Nederlandsche Regeering, die er, langs den diplomatieken weg, een voor eensluidend gewaarmerkt afschrift zal van zenden aan elken der Verdragstaten.

ART. 13.

De op de vierde Conferentie van internationaal privaatrecht vertegenwoordigde Staten kunnen dit Verdrag onderteekenen, tot de akten van bekrachtiging worden neergelegd zooals is voorzien bij artikel 11, lid 1.

Na die neerlegging, zullen zij nog steeds kunnen toetreden, zonder meer. De Staat die wensch toe te treden, geeft kennis van zijn voornemen bij eene akte, die zal berusten in het archief der Nederlandsche Regeering. Deze zal er, langs den diplomatieken weg, een voor eensluidend gewaarmerkt afschrift van zenden aan elken der Verdragstaten.

ART. 14.

Dit Verdrag zal in werking treden den zestigsten dag te rekenen van de neerlegging der akten van bekrachtiging als aangewezen in artikel 11, lid 1.

In het geval bedoeld bij artikel 12, lid 2, zal het in werking treden vier maanden na den datum der inwilligende verklaring en, in het geval voorzien bij artikel 13, lid 2, den zestigsten dag na den datum van de kennisgeving der toetredingen.

Het is verstaan dat de mededeelingen, voorzien bij artikel 12, lid 2, enkel zullen mogen geschieden nadat dit Verdrag in werking zal zijn gesteld, overeenkomstig lid 1 van het tegenwoordig artikel.

ART. 15.

Dit Verdrag zal 5 jaren in stand blijven, te rekenen van den dag die in artikel 14, lid 1, is bepaald.

De gestelde termijn zal op dien dag beginnen te loopen, zelfs ten aanzien van de Staten die nader zullen toegetreden zijn, en ook wat betreft de inwilligende verklaringen, gedaan ingevolge artikel 12, lid 2.

Het Verdrag zal, zonder opzegging, van vijf jaren tot vijf jaren stilzwijgend worden verlengd.

De opzegging zal ten minste zes maanden vóór het verstrijken van den termijn, bedoeld in lid 2 en 3, moeten bekendgemaakt worden aan de

Nederlandsche Regeering, die er kennis zal van geven aan al de andere Staten.

De opzegging kan toepasselijk zijn alleen op het grondgebied, de bezittingen of koloniën, buiten Europa gelegen, of ook op de gerechtelijke consulaire omschrijvingen, bedoeld in eene mededeeling, gedaan ingevolge artikel 12, lid 2.

De opzegging zal alleen gevolg hebben voor zooveel betreft den Staat, die haar zal hebben bekendgemaakt. Voor de andere Verdragstaten blijft het Verdrag van kracht.

Ten blijke waarvan de wederzijdsche gevolmachtigden dit Verdrag hebben ondertekend en van hun zegel voorzien.

Gedaan te 's-Gravenhage, den 17 Juli Negentienhonderd Vijf, in een enkel exemplaar, dat zal berusten in het archief der Nederlandsche Regeering en waarvan een voor eensluidend gewaarmerkt afschrift langs den diplomatieken weg zal worden uitgereikt aan elken der Staten, die waren vertegenwoordigd op de vierde Conferentie van Internationaal Privaatrecht.

Voor Duitschland :

(L. S.) VON SCHLOEZER.
KRIEGE.

Voor België :

(L. S.) GUILLAUME.
(L. S.) ALFRED VAN DEN BULCKE.

Voor Frankrijk :

(L. S.) MONBEL.
(L. S.) L. RENAULT.

Voor Italië :

(L. S.) TUGINI.

Voor Nederland :

(L. S.) W.-M. DE WEEDE.
(L. S.) J.-A. LOEFF.
(L. S.) T.-M.-C. ASSER.

Voor Portugal :

(L. S.) CONDE DE SELIR.

Voor Rumenië :

(L. S.) EDG. MAVROCORDATO.

Voor Zweden :

(L. S.) G. FALKENBERG.
